masses

Socialisme et Liberté

Février-Mars 1947 — 20 fr. — Mensuel N° 7-8

Jacques PREVERT
Un beau jour

●

Marceau PIVERT
Viet-Nam... Premier bilan

●

Louis FISCHER
Le monde doit choisir

●

Louis CLAIR
Perspectives ouvrières en Amérique

●

DEUX POLONAIS :
CINQ ANS CHEZ STALINE

●

INFORMATIONS INTERNATIONALES

●

Aimé PATRI
Philosophie de la Police politique

●

Julien COFFINET
Les négligences de Marx et celles de M. Jean Domarch;

J. CARLIER : **SI VIS BELLUM PARA PACEM...**

MARXISME & EXISTENTIALISTES

SOMMAIRE DU N° 7-8

M. DEIXONNE. — Action parlementaire et action de classe 5
Louis FISCHER. — Le monde doit choisir. 7
Marceau PIVERT. — Du 3e Camp au 3e Front 8
René LEFEUVRE. — Responsabilité des Peuples 10
INFORMATIONS INTERNATIONALES. 12
Louis CLAIR. — Perspectives ouvrières en Amérique 15
DEUX POLONAIS : Cinq ans en Russie soviétique 18
WITHE. — Un ploutocrate chez Staline.. 22
J. COFFINET. — Existentialistes et Marxisme 24
« Les négligences de M. Domarchi 26
A. PATRI. — Philosophie de la Police politique : Kœstler et Merleau-Ponty... 28
Jacques PRÉVERT. — Un beau jour..... 31
Ed. HUMEAU. — Victor Serge et les derniers temps 32
Paul MORELLE. — La Condition humaine 34
E. PULIDO. — La musique américaine. 35

Souscrivez pour MASSES

APPEL A NOS AMIS

Vous avez approuvé la ligne générale de notre effort vers le « socialisme libertaire ».

Vous comprenez l'importance d'une documentation directe, de militants à militants, à travers l'Europe et le monde.

Vous avez certainement apprécié les collaborations internationales que nous vous avons présentées ; nous en avons beaucoup d'autres à vous faire connaître.

MAIS IL FAUT QUE LA REVUE CONTINUE A PARAITRE RÉGULIÈREMENT.

Cela est possible, si vous le voulez.

Abonnez-vous.

Participez à la souscription que nous ouvrons avec cet appel.

Marcel Klopfstein,
9, rue du Midi - NEUILLY (Seine).

Utiliser dorénavant pour MASSES UNIQUEMENT CE NUMÉRO DE CHÈQUE).

Diffusez MASSES

Vérifiez autour de vous la distribution dans les gares, les kiosques, les librairies. Signalez-nous les déficiences. Surveillez les sabotages...

ENFIN, COMMANDEZ-NOUS CINQ, DIX, VINGT NUMÉROS CHAQUE MOIS, ET VENDEZ-LES AUTOUR DE VOUS DANS LES SECTIONS ET LES SYNDICATS. Pour tout cela, nous demandons des volontaires dévoués aucun de nos collaborateurs n'est salarié : tout le travail matériel de la Revue est fait par des VOLONTAIRES DU SOCIALISME ET DE LA LIBERTÉ.

Amis, au travail... et merci.

ÉLÉCTIONS SOVIÉTIQUES EN POLOGNE

SELON les résultats officieux, les élections générales qui viennent d'avoir lieu en Pologne, le 19 janvier, sur 12.107.000 électeurs, 11.400.000 ont pris part au suffrage. Sur ce nombre, 9 millions de voix se prononcèrent en faveur du bloc gouvernemental dirigé par les communistes.

La parti paysan (P.S.L.) qui, dans plusieurs circonscriptions présenta des listes communes avec les socialistes indépendants (non assujettis à Moscou), obtint 155.000 voix. D'autres éléments, ruraux mobilisés par le bloc gouvernemental contre l'opposition paysano-socialiste, obtinrent 1.250.000 voix.

Lors du referendum de juin 1946, plus de 13 millions de personnes étaient autorisées à voter. Depuis, plus d'un million d'électeurs fut privé de droit de vote conformément à la nouvelle loi qui autorise à supprimer sur les listes électorales toute personne soupçonnée de « collaboration avec l'occupant ». Cette invalidation a eu lieu dans les principaux centres de l'opposition.

Mais il y a mieux.

Sur 6.726 circonscriptions électorales, ce n'est que dans les 296 que l'on admit au contrôle les représentants des listes paysano-ouvrières. Dans ces 296 circonscriptions une majorité absolue se prononça pour le parti paysan qui obtint de 56 à 71 % de voix. Conformément à la méthode statistique de sondage de l'opinion publique, il faut accepter ces résultats — les seuls acquis sous le contrôle public, comme adéquats pour toutes les circonscriptions de vote.

Comparons ces résultats avec ceux du referendum de juin dernier. Le pourcentage de réponses conformes aux directives du P.S.L. (parti paysan) fut alors de 84 %. En admettant qu'à présent 64 % d'électeurs votèrent pour le parti paysan, nous devons constater un accroissement de voix pour le bloc gouvernemental de l'ordre de 16 à 34 %.

L'appareil au pouvoir obtint cet effet par différents moyens d'intimidation et de terreur. Tout d'abord, il enleva le droit d'électeur à une masse d'ouvriers et de paysans. Ensuite, il n'appliqua presque nulle part le vote secret. Des groupes de communistes conduisaient les habitants de quartier, veillant à ce qu'ils votent publiquement. Dans plusieurs bureaux de vote, on organisa deux files l'une pour le bloc gouvernemental, l'autre, (obligée d'attendre plusieurs heures sous le froid d'un hiver rigoureux) pour l'opposition.

Les représentants du P.S.L. et des socialistes indépendants furent l'objet de terribles représailles. Les personnes qui, selon la nouvelle loi électorale, présentèrent les listes de candidats, furent arrêtées, plusieurs d'entre elles subirent de cruelles tortures.

Le 19 janvier, jour des élections, on mobilisa la milice et les sections de choc communiste — 300.000 hommes — qui terrorisèrent la population. Après la fermeture des bureaux de vote, les urnes furent laissées à la disposition des commissions, composées, sauf les 296 mentionnées plus haut, exclusivement d'hommes désignés par le gouvernement, dont les calculs savants firent de la majorité oppositionnelle une écrasante majorité du régime. C'est ainsi que les communistes appliquent les principes de la démocratie !

Z. Z.

UNE ÉCOLE SOCIALISTE

La commission nationale d'éducation du Parti Socialiste a décidé d'ouvrir une école qui fonctionnera à partir du 10 Mars 1947.

La première série de cours sera consacrée à **L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER ET SOCIALISTE.** L'éminent historien et professeur Georges BOURGIN en assumera la direction. Il a obtenu le concours d'Odette Merlat, Pierre Pujol, Georges Duveau, Rimbert, Bracke, Georges Vidalenc, Grumbach.

Ces cours auront lieu **9, rue Victor Massé.** *Le Populaire* et *Gavroche* indiqueront les sujets précis de chaque conférence. Le droit d'inscription est de 100 fr. (à adresser au trésorier du Parti : 12, cité Malesherbes, Paris (12e), Les places étant limitées, elles seront réservées **par priorité** aux inscrits. Préciser si l'on préfère suivre ces cours le **lundi soir** ou le **samedi après-midi.**

DIRECTEUR:
René LEFEUVRE

COMITÉ DIRECTEUR:
Marceau Pivert, A. Patri,
S. Rubak, L. Vaillant,
Dr. Robin.

masses

ABONNEMENTS:
France : 12 Nos 200 fr. - 24 Nos 380 fr.
Étranger : 12 Nos 280 - Soutien : 500 fr.
A adresser à l'Administrateur
Marcel KLOPFSTEIN
9, Rue du Midi à NEUILLY (Seine)
C. Ch. Post. : 56-56-98 Paris

Mouvement International
SOCIALISME ET LIBERTÉ
Secrétaire Général :
Marceau PIVERT
16, r. Legrand, Malakoff (Seine)
C. Chèques Post. PARIS 95-50

Viet-Nam... Premier Bilan

par Marceau PIVERT

DANS un remarquable article publié par *Combat* avant le « clash » d'Hanoï, le colonel Bernard a exposé très exactement les raisons qui nous imposaient une politique de loyale association avec le Viet-Nam :

1° Les méthodes employées pendant la période d'équivoque conduisent au désastre et à la perte inévitable de l'Indochine.

2° On a trop oublié que les autorités françaises d'Indochine, généralement suivies par les militaires et la plupart des civils, ont pratiqué pendant quatre ans une politique pétainiste de collaboration avec l'envahisseur japonais : les Annamites ont confondu dans la même haine l'ennemi qui les exploitait et le « protecteur » qui les avait abandonnés.

3° Si ceux qui nous gouvernent avaient connu l'histoire de l'Indochine, ils auraient reconnu immédiatement, au lendemain de la libération, aux peuples du Viet-Nam le droit de se gouverner eux-mêmes.

4° Au contraire, on a essayé avec obstination de rétablir la souveraineté française telle qu'elle s'était exercée avant et pendant l'occupation japonaise...

5° Mais la résistance du Viet-Nam nous a imposé les accords du 6 mars.

6° Si nous avions appliqué loyalement ces accords, nous aurions, depuis longtemps, rétabli l'ordre et la paix.

7° En réalité ces accords ont été considérés comme un moyen d'attente du retrait des troupes chinoises et de renforcement de nos effectifs.

8° On peut démontrer que *par la violation systématique de l'accord du 6 mars et du modus vivendi du 14 septembre c'est nous qui avons permis les graves incidents des derniers mois.*

■■■

Cette interprétation générale des tendances périlleuses de la situation, présentée par un officier français qui ne s'inspire que du souci des « intérêts français » vient rejoindre notre propre analyse. Nous y ajouterons les considérations suivantes :

1° Le phénomène d'éveil des masses coloniales est général en Asie, en Afrique, en Amérique. Il correspond à l'entrée dans le cycle universel d'industrialisation des peuples longtemps asservis par les grandes nations impérialistes ; il est d'autant plus vif et les aspirations à l'indépendance politique sont d'autant plus naturelles que les vieux empires, français et britannique, sont aujourd'hui ébranlés et disloqués par la guerre et la naissance d'une polarisation d'un autre type : U. S. A. et U. R. S. S.

2° L'intérêt bien entendu des masses coloniales aspirant à l'indépendance et à l'autodétermination véritable, les porte vers l'entente et l'amitié, la collaboration économique et technique, culturelle et politique, avec les masses ouvrières et socialistes de l'Europe. En dehors de cette collaboration, elles seront fatalement le jouet des compétitions impérialistes ; elles risqueront d'être liées, et subordonnées à un bloc ou à l'autre. Ou encore de se voir déchirées et impuissantes parce que tiraillées à la fois de tous les côtés.

3° Enfin, dans l'hypothèse même où elles obtiendraient l'autonomie et l'indépendance, les problèmes de leur industrialisation « par leur propre substance » leur interdiraient de trouver le chemin de la démocratie et de la liberté. L'exemple de l'U. R. S. S. prouve qu'il n'y pas de socialisme dans un seul pays, pas de liberté en cycle fermé.

En résumé, il y a une politique socialiste, et il n'y en a qu'une : recherche systématique de l'amitié, de la collaboration dans la liberté, de la « mise en commun des ressources pour la défense de l'ensemble » ainsi que le déclare la Constitution...

■■■

Cette politique n'a pas été pratiquée et comme les événements ne tolèrent aucun « vacuum », c'est la politique impérialiste, plus ou moins hypocrite, qui a été pratiquée : la conséquence en est catastrophique. En voici, très objectivement, les éléments essentiels à la date du 15 janvier :

19 novembre : provocation militaire française : nous laissons le soin aux commissions parlementaires de l'établir. Et d'expliquer pourquoi des sanctions comme le rappel de d'Argenlieu n'ont pas été prises. Les militaires (dont certains se sont conduit magnifiquement, appliquant au péril de leur vie les instructions de non-violence qu'ils avaient reçues, mais dont d'autres sont de véritables fascistes, se moquant des ordres reçus comme d'une guigne) les militaires

et colonialistes avaient déclanché leur revanche, repris *leur* politique traditionnelle de pillage et de massacre : le bombardement de Haïphong n'ajoutera rien à la gloire d'une armée qui avait accepté dans sa majorité la collaboration avec nazis et japonais.

Du 19 novembre au 19 décembre, tension extrême : la réplique du Viet-Minh est attendue, les techniques de conciliation préconisées obstinément par le Président Ho-Chi-Minh semblent avoir eu pour unique résultat le recul continu des positions vietnamiennes depuis la libération ; le plan des impérialistes français est de plus en plus évident ; de même qu'il est de plus en plus évident que c'est leur politique qui est pratiquée, et non celle des partis ouvriers français (qui ont pourtant eu la majorité absolue au Parlement au cours de cette période confuse). Bac-Ninh est occupée ; Phu Lang Tuong, aussi, en violation de la convention militaire annexe du 6 mars. Langson occupée ; Haïphong aussi. Menace sur Doson et Kienan... L'aile militaire du Viet-Nam, dirigée par Giap, prend alors chaque jour plus d'autorité contre la position conciliatrice du Président. L'esprit militaire, raciste, dictatorial, xénophobe, se développe. Cependant, les militants éclairés du Viet-Nam sentent bien qu'ils ont tout à perdre à se lancer dans une aventure militaire qui aura fatalement des implications internationales.

A noter que les proclamations ultra-nationalistes, xénophobes, antifrançaises proviennent principalement des journaux extrémistes **prochinois**. (Par exemple de l'organe « Viet-Nam » du Viet Nam Quoc Dan Dang).

Il semble donc que la campagne antifrançaise lontemps maîtrisée par le Président Ho-Chi-Minh, qui jouit d'une grosse autorité sur les masses indigènes pauvres, (l'immense majorité) ait été alimentée par ces seize mois de négociations impuissantes avec la France, puis exploitée avec virulence par les tendances chinoises, **c'est-à-dire américaines** du mouvement nationaliste.

Dans quelle mesure, maintenant, la tragédie du 19 décembre est-elle le résultat d'une initiative venue de l'extérieur, une étincelle adroitement jetée sur un baril de poudre, c'est ce qu'il appartiendra à une commission d'enquête... ou d'historiens, plus tard, de déterminer.

19 *décembre* : Brusquement, en effet, l'attaque du Viet-Minh, organisation militaire du Viet-Nam, est lancée contre les Français d'Hanoï. Cette attaque n'est certainement pas venue d'une décision du Gouvernement Ho-Chi-Minh. Ce qui nous permet d'affirmer cela c'est le fait que le déclenchement des hostilités s'est fait par contagion de région à région, et non à une heure determinée, ce qui aurait été possible, étant donné l'excellence des liaisons du Viet-Nam.

Deux aspects de cette situation tragique : l'isolement dans lequel les Français d'Hanoï ont été laissés au cours de toute cette période de quatre semaines alors qu'il suffisait de réquisitionner un bloc et de l'entourer de blindés pour qu'il n'y ait eu aucune perte à déplorer.

Et à Saïgon, joie non déguisée des colonialistes (des fascistes qui ont été à l'origine de l'attaque contre le journal socialiste *Justice*). Enfin, ils avaient **leur guerre**... Et dans les meilleures conditions possibles, au moment où la formation d'un Gouvernement socialiste homogène allait mettre en danger leurs calculs de reconquête coloniale ; au moment où un Ministre socialiste allait venir sur place pour étudier la situation ; à ce moment précis, l'attaque du Viet-Minh (et les horreurs qu'on imagine, mais sur ce chapitre, également, il y a des comptabilités en partie double...) vient justifier la répression et la guerre. Sans compter que ce seul terrain d' « opération » ruine, provisoirement, aux yeux des militaires toute possibilité de diminution des crédits militaires, *donc de redressement économique* (1). Une fois de plus, un gouvernement socialiste endosse l'héritage colonialiste et militariste. Et la dictature fasciste s'installe froidement dans une région de l'Union française : les 10.000 Français réactionnaires qui ont voté « non » contre la Constitution ont ainsi fait la preuve de la capacité d'initiative des minorités possédantes et exploiteuses en face des incapacités juridico-verbales d'un certain socialisme qui n'ose pas être lui-même, ni imposer ses solutions...

Pourtant, des millions et des millions de travailleurs français et viet-namiens portent dans leur cœur et dans leur instinct de classe la clé des solutions pacifiques et fraternelles. Seront-ils enfin capables, et leurs organisations socialiste vietnamienne (S.V.I.O.) et française (S.F.I.O.) auront-elles le courage, la volonté et la force de faire reculer *leurs* militaristes, *leurs* nationalistes étroits, *leurs* racistes ; comprendront-ils qu'il y a ici et là des **Agents**, conscients ou non, des puissances intéressées à **contrôler** cette région de l'Extrême-Orient, pour des raisons stratégiques et économiques?

Devant ce commencement d'incendie qui risque de s'étendre **qui donc enfin parlera au nom du socialisme international**?

M. P. et L. C.

(1) En 1946, d'après le rapport R. Schumann, 38 0/0 des *recettes* du budget ont été absorbées par les crédits militaires.

Fraternité ouvrière

La fraternisation des travailleurs du monde entier est ce qu'il y a pour moi sur la terre de plus sacré, de plus haut. C'est mon guide, mon idéal, ma patrie. J'aimerais mieux mourir que d'être infidèle à cet idéal.

Rosa LUXEMBOURG, 1915.

JAURÈS et l'Internationale

« Fin juillet 1914, à la réunion du Comité exécutif de la IIe Internationale à Bruxelles, Jean Jaurès s'adressant à Camille Huysmans quelques heures avant d'être assassiné, disait :

En tout cas, si la guerre éclate, vous devez maintenir l'Internationale. Quoi qu'il arrive, quoi qu'on vous dise, maintenez l'Internationale ; si moi-même, Jean Jaurès, je venais vous demander d'interrompre les relations socialistes internationales, n'en faites rien, n'écoutez pas, MAINTENEZ L'INTERNATIONALE. »

ACTION PARLEMENTAIRE ET ACTION DE CLASSE

par Maurice DEIXONNE, député du Tarn

Au cours de notre dernier Congrès je m'étais efforcé, comme la plupart des orateurs, de rechercher les causes de nos insuccès électoraux. Ces causes, j'avais cru pouvoir les ramener à l'abandon des positions de classe qui sont l'originalité et la raison d'être de notre parti. Par exemple, en ce qui regarde l'action parlementaire, il est clair que nous avons donné l'impression d'être avant tout soucieux, au lendemain de la fuite de de Gaulle, d'assurer la continuité gouvernementale et de nous transformer dans ce but en trait d'union de la majorité. Or, cette vocation ministérielle, cette tendance médiatrice ont estompé notre mission propre, au point que lorsque la C. G. T. revendiqua l'augmentation des 25 %, nos techniciens furent un moment désespérés devant l'irruption inopinée du social dans le politique.

Sommes-nous décidés à remonter le courant et à rectifier la position? On pouvait le penser à la suite de nos derniers conseils nationaux. C'est en effet une belle victoire d'avoir amené notre Groupe à voter en faveur de Thorez, malgré la défaveur qui pesait d'avance sur une telle candidature (choisie peut-être à dessein par le parti communiste, parce qu'il ne désirait pas réellement le pouvoir), malgré l'effort tenté la veille même par les communistes pour écarter Auriol de la présidence de l'Assemblée, à l'aide d'une candidature Cachin; malgré encore, il faut bien le dire, l'épidémie de cas de conscience qui s'est emparée de notre groupe au moment d'exécuter la volonté du parti, et que Le Troquer n'a pas craint d'évoquer à la tribune du Palais-Bourbon.

Mais déjà entre les deux conseils nationaux le groupe parlementaire s'était partiellement ressaisi. Jules Moch savait apparemment ce qu'il faisait en obtenant le renvoi au lendemain des autres décisions à prendre. Une savante offensive fut préparée contre les mandats impératifs, et les derniers discours de Guy Mollet et Augustin Laurent accusèrent la pression dont ils avaient été l'objet de la part du ministérialisme. Ce fléchissement aboutit à arracher une majorité de quelques mandats en faveur d'une motion qui dessaisissait le Conseil National au profit du Comité directeur et du Groupe Parlementaire en matière de participation gouvernementale.

Théoriquement rien n'était encore perdu, car la motion dite de la Sarthe n'envisageait nullement une participation inconditionnelle. Toutefois les statuts et surtout les traditions du groupe parlementaire lui confèrent une relative autonomie que certains de ses membres n'ont pas manqué de revendiquer au cours des discussions ultérieures. Et surtout la composition même du groupe, recruté dans son immense majorité parmi les classes moyennes, notamment parmi les techniciens qui ont une tendance naturelle à préférer le langage des statistiques à celui des revendications ouvrières, la composition du groupe rend presque inévitable un certain décalage entre l'opinion du parti et sa traduction sur le plan parlementaire.

Effectivement il y avait deux façons de comprendre les conditions posées par la motion de la Sarthe : « Programme d'abord », cela peut vouloir dire que le groupe parlementaire socialiste va tendre la perche aux autres partis en dressant un cahier réduit de revendications, qui n'effarouchera personne, ou au contraire qu'il se retranchera derrière son plan pour repousser comme d'une forteresse toutes les offres de coalitions gouvernementales qu'on pourrait lui proposer. « Ne figurer dans aucune majorité où les communistes seraient exclus », cela peut signifier que nous nous multiplierons pour agréger les communistes au reste de l'Assemblée, ou au contraire que nous nous réfugierons derrière la première exclusive anticommuniste pour revendiquer éventuellement notre indépendance.

Tout dépend donc de l'esprit dans lequel on interprète le texte de la motion. C'est un obstacle fragile pour qui veut à tout prix embarquer le parti dans une nouvelle aventure gouvernementale. C'est une arme sérieuse pour qui souhaite que le parti reprenne sa position de classe et pour qui veut bien se rappeler qu'une majorité très nette se serait affirmée contre la participation au Conseil National, s'il s'était prononcé immédiatement après le vote en faveur de Thorez.

IIII

Seulement on nous a fait observer que la situation politique s'aggravait, à mesure que le temps passait à la recherche d'un Chef de Gouvernement. C'est exact, et il est certain que ce serait trahir notre position de classe que de rester sourds aux grondements de la rue. Encore faut-il ne pas les invoquer avant qu'il se soient réellement produits, pour couvrir un ministérialisme qui risque justement d'apporter les pires déceptions aux masses laborieuses.

Pourquoi anticiper toujours sur l'événement? Nous avons trop de prophètes au parti socialiste, je veux dire trop de tacticiens à l'intelligence politique subtile et déliée. A force de prévoir le déroulement des crises, ils finissent par être tentés de collaborer à la réalisation de leurs prévisions, quitte à donner les coups de pouce nécessaires pour redresser le cours des événements dans le sens de leurs pronostics. Certes il était écrit dans les exclusives réciproques du M. R. P. et des communistes que l'heure du parti socialiste finirait par sonner. Mais était-il indispensable de monter sur une chaise pour toucher aux aiguilles de l'horloge? C'est un fait que des scrutins répétés nous avaient signifié notre congé provisoire de la scène politique. Ne convenait-il pas d'attendre que l'opinion publique fût revenue de son erreur, et que le parti fût, comme le pays lui-même, mûr pour une nouvelle expérience socialiste du pouvoir?

On nous objectera peut-être que ce sont là de simples nuances, sur lesquelles il ne faut pas s'appesantir puisque le résultat est en définitive le même

Mais c'est justement là ce que nous contestons. D'un côté on nous propose de résoudre la crise gouvernementale selon les méthodes parlementaires traditionnelles, en dehors de l'opinion des masses et au besoin contre elles. Ce qui revient à développer la passivité populaire, à encourager l'idée qu'il suffit de mettre tous les cinq ans des bulletins dans l'urne (et quels bulletins !) et qu'au demeurant les prestidigitateurs du Palais-Bourbon sauront toujours tirer du verdict électoral une formule gouvernementale qui n'aura aucun rapport avec lui.

Nous pensons au contraire qu'il faut rompre le charme de ces techniques périmées, qu'il faut intéresser les foules au drame gouvernemental, les mettre dans le coup, afin que la pseudo-démocratie parlementaire s'alimente perpétuellement à la source de cette démocratie révolutionnaire sans laquelle nous n'avons plus aucune raison d'exister en tant que parti. C'est à cette condition que le Gouvernement sera assuré d'aboutir à des résultats efficaces et qu'il sera préservé des embûches des couloirs.

C'est là, pensera-t-on peut-être, un jeu dangereux. Mais quelle politique n'est pas dangereuse? Pense-t-on que le réveil populaire ne sera pas terrible, si l'on persiste à échafauder des combinaisons parlementaires sans aucun lien avec la réalité de classes, si les diplomates du Palais-Bourbon veulent imposer au peuple des formules d'union nationale auxquelles il n'est nullement préparé ?

J'entends bien qu'il y a un danger pressant et singulier à retarder à l'excès l'intervention du parti dans la crise gouvernementale. On sait que les réactions populaires sont volontiers excessives et que l'impuissance parlementaire, dûment constatée, crée des conditions favorables aux tentatives de pouvoir personnel. Mais ce sont précisément des contacts étroits avec les masses qui nous aideront à déterminer l'heure exacte — ni trop tôt, ni trop tard — où le parti doit lancer dans la balance le prestige de sa doctrine, de son programme et de ses hommes.

Avons-nous observé cette prudence au cours des derniers pourparlers? Je n'oserais l'affirmer. Certes j'observe avec joie que la formation d'un gouvernement socialiste homogène et que la campagne contre la vie chère, engagée avec l'appui des organisations ouvrières sont en train de remonter les actions du parti. Mais je suis bien obligé de constater qu'à l'origine la désignation de Léon Blum comme président du Conseil n'a pas donné lieu aux manifestations d'enthousiasme qu'elle aurait dû normalement déchaîner. La preuve que la situation n'avait pas suffisamment évolué, c'est que seul le parti communiste avait fait amende honorable en se prononçant d'avance pour une candidature socialiste (peut-être dans le but de la torpiller par cette caution unilatérale). La preuve encore, c'est que Le Troquer parlant au nom du groupe, n'a pas su trouver, malgré son grand talent, des accents populaires pour lancer le nom de notre camarade comme une victoire du bon sens prolétarien sur les jeux abstraits et impuissants des autres partis.

Au fond nous avons donné l'impression (qui n'était peut-être pas absolument fausse en ce qui regarde certains d'entre nous) que cette élection couronnait des manœuvres mûrement délibérées, alors que la volonté formelle du parti était d'en finir avec une vocation gouvernementale, particulièrement redoutable à la veille de mesures impopulaires que méditaient les techniciens de l'économie et des finances. Certes nous ne sommes plus au temps de Renaudel pour nous prononcer *à priori* pour ou contre la participation. Je déclare tout net, pour ma part, que l'état des choses en présence peut nous contraindre à prendre des positions qui heurtent notre sentiment intime. Mais cela, nos militants le comprendront parfaitement sans qu'il soit besoin d'attenter à notre démocratie intérieure, sous couleur de lutte contre les mandats impératifs. Ils le comprendront d'autant mieux que le groupe parlementaire comptera dans ses rangs un plus grand nombre d'entre eux, et qu'en tout cas il ne cherchera pas à imposer ses solutions, sans tenir compte de la température de l'opinion publique.

En écrivant ces lignes je me garde bien de prêter à aucun de mes camarades du groupe parlementaire je ne sais quels mobiles dégradants d'appétit personnel du pouvoir. Mais je pense et je dis que beaucoup d'entre eux surestiment l'action gouvernementale et manifestent une tendance excessive à sacrifier leur parti sur l'autel de la patrie et de la République, oubliant que le pays et la démocratie ont un égal besoin d'un parti socialiste puissant et clairvoyant. Ne l'engageons donc pas à la légère en des luttes subalternes, et rappelons-nous que pour les socialistes l'action parlementaire peut et doit être encore une forme de l'action de classe.

TERREUR ET RÉVOLUTION

La révolution prolétarienne n'implique dans ses buts aucune terreur, elle hait et abhorre le meurtre. Elle n'a pas le besoin de verser le sang, car elle ne s'attaque pas aux êtres humains, mais aux institutions et aux choses. Elle ne descend pas dans l'arène avec de naïves illusions, dont elle ait à venger la déception par la terreur. Elle n'est pas la tentative désespérée d'une minorité cherchant à modeler le monde à son idéal à force de violence. Elle résulte de l'action des grandes masses qui sont appelées par millions à remplir leur mission historique et à transformer en réalités les nécessités qui s'impriment sur le peuple tout entier.

Mais la révolution prolétarienne est en même temps le glas funèbre de tout servage et de toute oppression. C'est pourquoi se lèvent contre la révolution prolétarienne tous les capitalistes, tous les propriétaires fonciers, tous les petits bourgeois, tous les dépositaires des fonctions officielles. Les profiteurs et les parasites de l'exploitation et de la domination de classe se lèvent comme un seul homme dans cette lutte pour la vie ou la mort.

C'est un songe creux de croire que les capitalistes se conformeront de bon gré aux verdicts socialistes d'un parlement, d'une assemblée nationale et autres boites-à-paroles, qu'ils renonceront tranquillement aux avantages, aux profits, aux privilèges de l'exploitation. Il faudra que ces oripeaux de leur puissance leurs soient arrachés par la force, jusqu'à ce que, dans leur nudité, ils soient devenus des hommes comme les autres.

Rosa LUXEMBOURG.

Le Monde doit choisir

dit à ses compatriotes le célèbre auteur des "*Soviets dans les affaires mondiales*"

J'É viens de rentrer d'un voyage de quatre mois à travers l'Europe et l'Asie.

Qu'y ai-je appris?

La plus grande partie de l'humanité a une préoccupation capitale : comment se procurer assez de nourriture pour subsister. Les plus fortunés s'efforcent de manger avant d'avoir très faim. L'autre sujet de tracas, ce sont les chaussures, l'habillement, le combustible et le logement. « Puissions-nous passer l'hiver », telle est la prière de millions d'hommes dans l'hémisphère oriental. C'est là aujourd'hui, je crois, le fait fondamental des affaires mondiales.

Le centre de la politique d'après-guerre est une question de calories.

Là où, malgré leur pénurie, on peut se procurer des marchandises, la moralité ne survit pas longtemps. Ceux qui le peuvent spéculent. Ceux qui ne peuvent le faire souffrent. Aux Indes, il y a de temps en temps d'autre alternative que de mourir de faim. En Europe, il y a le marché noir.

L'argent et la morale traversent une période d'inflation ; l'illégalité, le cynisme et le matérialisme règlent les rapports internationaux. Les gens ont trop de besoins, de lassitude et de tracas pour s'occuper de morale. Une conduite honnête résulte souvent du désir de pouvoir vivre demain en paix avec sa conscience. Mais il faut d'abord être assuré de vivre demain.

La guerre fut spirituelle, tant qu'elle dura ; elle vit de grands faits et mit en œuvre une grande endurance. Mais tout ce qui en reste est physique : des moellons, la puanteur de la mort dans les ruines, la disette, les nerfs malades, les muscles flasques. La guerre est morte. L'après-guerre a hérité de son cadavre sans sépulture. Les incendies de la guerre sont éteints, mais ils n'ont rien purifié ni personne. Et aucune paix n'est sortie de la guerre. La paix est encore à naître.

Pendant les six terribles années de guerre, les belligérants, étant des hommes, la considéraient comme un long hiver auquel devait succéder un printemps radieux. Ils voient maintenant que la guerre était une longue maladie qui a fait place à une convalescence aussi lente que pénible et précaire.

Si la pauvreté, la haine, l'amour de la violence, la rivalité commerciale, le nationalisme et l'impérialisme sont les causes d'un conflit international, la guerre ne les a pas éliminés ; elle n'a fait qu'éliminer leurs manifestations allemandes, italiennes et japonaises. Sur cette toile de fond, toute tension aiguë entre la Russie et l'Occident fait naître des rumeurs de guerre et la peur de la guerre.

Bien qu'hommes, femmes et enfants soient épuisés et aspirent à une paix solide, les partis et les gouvernements peuvent facilement soulever les passions publiques à propos de frontières et de parcelles de territoire. L'Autriche et l'Italie, encouragées par Byrnes et Bevin, règlent à l'amiable leurs relations dans le Tyrol méridional. Mais c'est une exception. Byrnes gagne la faveur des Allemands en déclarant que la frontière polono-allemande est susceptible de révision, tandis que Moscou appuie les revendications de la Yougoslavie sur l'Italie, celles de la Bulgarie et de la Yougoslavie sur la Grèce, celles de la Yougoslavie sur l'Autriche et revendique pour elle-même de la Turquie une cession de territoire.

Les nations grandes et petites voient dans l'élaboration de la paix une lutte pour un avantage national plutôt que pour un règlement international. Toutes les régions d'Europe et d'Asie sont troublées par les dissensions entre la Russie, l'Angleterre et l'Amérique. La stabilité et la certitude, si ardemment désirées de tous après six ans de mort, de plaies et de ruines, sont absentes.

Et, au moment, même où la possibilité réapparaît d'une construction et d'une amélioration, le conflit éclate aux Indes, en Palestine et en Europe. Si l'humanité ne peut revenir aux notions de travail et d'amitié, elle périra de sa propre folie avant que la bombe atomique ait l'occasion de se manifester. La mort et un niveau de vie insuffisant ont réduit la valeur que l'homme attribue à la vie. Le meurtre au nom de la religion aux Indes tourne en dérision Dieu, Gandhi et Mahomet; la terreur à Jérusalem est une tache sur le sionisme ; le sang des patriotes répandu sur les frontières empoisonne l'âme de l'Europe.

C'est là le côté sombre, le côté très sombre de la situation. On pourrait penser qu'il est assez sombre pour exclure toute teinte plus brillante. Et pourtant je reviens de ces quatre mois passés à l'étranger plus optimiste que lorsque je suis parti. Bien que les germes de guerre s'accumulent déjà, il n'y a pas de guerre en perspective pour le proche avenir. L'Angleterre est trop faible et trop absorbée par ses difficultés intérieures ; il en est de même pour la Russie. Les Etats-Unis sont psychologiquement démobilisés. Aucun autre pays ne peut déclencher une guerre. Les nations ne peuvent faire les frais d'une guerre, mais elle ne peuvent pas non plus mettre une paix sur pied. Peut-être en est-il ainsi parce que ce sont des nations agissant en tant que nations et non des membres d'une communauté internationale.

Cette période de « paix armée », si sombre qu'elle soit, offre une occasion, au moins pendant quelques années, de restaurer la santé physique, le jugement et la production.

L'avance des Soviets en Europe et en Asie a été bloquée. C'est le résultat de trois facteurs :

1° La résistance des gouvernements américain et britannique à une plus grande expansion soviétique, et l'abandon, après un an d'efforts, par MM. Byrnes et Bevin, de leur politique d'apaisement.

2° Les faiblesses de l'après-guerre en Union Soviétique qui, ainsi que je l'ai lu dans la presse soviétique, causent au Kremlin un souci considérable.

3° La résistance à la domination soviétique en Europe orientale et en Allemagne et les reculs des armées communistes en Chine.

Le gouvernement soviétique étudie soigneusement à l'heure actuelle cette nouvelle situation mondiale et tâtonne à la découverte d'une nouvelle politique qui y soit appropriée. Moscou fait des expériences et soumet à l'épreuve différentes lignes politiques. D'où, une fausse impression de dualité dans la stratégie diplomatique soviétique.

Ce qui m'a le plus impressionné au cours de mon séjour en Europe, c'est l'amertume des Allemands à l'égard de la Russie et l'information digne de foi de l'existence d'une opposition yougoslave, polonaise, bulgare, roumaine et hongroise, opposition acharnée, aux méthodes russes et communistes.

C'est l'occasion qui s'offre au monde. Il doit choisir entre la dictature et la démocratie. Il ne pouvait pas choisir pendant que la Russie poursuivait sa poussée comme une avalanche, parce qu'il était balayé par la marée russe. Mais il y a à l'heure actuelle un reflux.

Il est encourageant qu'en Europe et en Asie l'opinion ne soit pas violemment contrastée. Un nombre croissant de personnes hors des Etats-Unis ne voit l'avenir ni en termes de capitalisme ni en termes de communisme. Ils ne souhaitent ni l'un ni l'autre. Les chefs intelligents et le gros de leurs partisans — surtout en Allemagne, en Angleterre, en Autriche et aux Indes — veulent davantage de socialisme et moins de capitalisme, mais ils ne sont pas disposés à éliminer complètement le capitalisme, car ils craignent le développement, par voie de conséquence, d'un état omnipotent, suivi d'une dictature impitoyable.

Partout où je suis allé pendant mon séjour de quatre mois à l'étranger, j'ai entendu proposer comme solution aux maux aigus du monde la « Social-démocratie », l' « Economie mixte », l' « Economie dirigée en démocratie ». Hitler et l'apparition en Europe de la Russie stalinienne ont appris au reste du monde à craindre plus que jamais la dictature. Le problème est maintenant de savoir quel système garantira le mieux la liberté individuelle en favorisant la prospérité personnelle et nationale. La réponse la plus populaire, jusqu'ici, est un compromis d'économie dirigée, d'économie coopérative et d'économie privée.

Ceci n'est plus théorique. M. Bevin a déclaré publiquement que, dans la zone britannique en Allemagne, on se disposait à socialiser l'industrie. Le général Clay, gouverneur militaire américain en Allemagne, m'a dit que les gouvernements provinciaux allemands pouvaient, s'ils le désiraient, socialiser leurs industries. Et ils le désirent probablement.

La question qu'on se pose partout en Europe et en Asie est la suivante : Les Etats-Unis s'opposeront-ils à cette nouvelle orientation ou l'aideront-ils? L'Amérique se lancera-t-elle dans un nouvel impérialisme et s'obstinera-t-elle dans le vieux capitalisme?

Louis FISCHER, (*The Progressive*, 25 nov. 1946.)

Du TROISIÈME CAMP

par Marceau

LES apparents caprices de la diplomatie internationale ne peuvent pas nous dissimuler la gravité ni la permanence des antagonismes fondamentaux qui déchirent le monde.

Ils les soulignent : tantôt, la tension est telle que la préparation du règlement par la force des armes semble inévitable et prochaine. Tantôt, la conciliation est à l'ordre du jour, mais elle est dictée, de toute évidence, par des exigences complémentaires et non par une vision commune des besoins de l'humanité.

Nous sommes donc parfaitement conscients, infiniment mieux qu'en 1919, de la précarité des traités et règlements par lesquels les grandes puissances essaient de camoufler leurs désaccords ou de marchander une sécurité très relative pour une période plus courte que la précédente trêve de vingt ans...

D'un côté, l'économie capitaliste américaine, la plus puissante de tous les temps, ne peut pas échapper aux lois de sa dynamique interne : il lui faut, et il lui faudra de plus en plus, à mesure que vont se relever les ruines et renaître des compétiteurs, envahir les marchés extérieurs, forcer les barrières défensives, imposer ses tarifs et ses prix, multiplier les clientèles et les investissements : l'énorme machine ne peut tourner qu'avec le secours d'un volant d'expansion croissante : l'impérialisme américain ne dépend pas de la volonté de tel ou tel homme d'état; il est dans la nature des choses, il surgit de la présente structure économique et sociale du pays qui représente aujourd'hui la forme la plus évoluée et la plus riche du système capitaliste. Cette expansion se traduit dans presque tous les pays du monde par une intervention politique, financière, culturelle, directe ou indirecte, discrète ou brutale, dont toute orientation politique se réclamant du socialisme doit savoir apprécier l'existence, les séductions et les limites...

De l'autre côté, l'économie soviétique, elle aussi, doit obéir à sa dynamique interne : le seul fait de l'existence d'un vaste secteur planifié et cherchant à se soustraire aux lois classiques de la libre concurrence capitaliste, de l'accumulation et de l'investissement capitalistes, est un obstacle à l'épanouissement américain. Mais l'existence d'un régime capitaliste jeune, formidablement organisé, sur un continent aux trois quarts inexploité, complique singulièrement les problèmes de la bureaucratie stalinienne depuis qu'elle a tourné le dos aux perspectives de révolution socialiste internationale : ou bien accepter les machines, les techniciens, les capitaux américains dont elle a un besoin urgent, mais alors faire des concessions politiques; ou bien fermer hermétiquement le « rideau de fer », mais alors, interdire aux masses populaires russes tout espoir, pendant des dizaines d'années, de bien-être et de liberté.

A l'antagonisme des « zones d'influence » se superpose l'antagonisme des systèmes politiques. Il ne s'écoulera pas de longues années avant que ne se cristallisent, dans l'opinion mondiale, des formulations aussi superficielles que « fascisme » et « antifascisme »; ce sera sans doute

AU TROISIÈME FRONT

PIVERT

« démocraties » contre « totalitarisme »; ou bien, répliqueront les staliniens, « communisme » contre « capitalisme »; et le problème, une fois encore sera posé en termes falsifiés. Car de même qu'on a vu du côté des démocraties la dictature Metaxas, en Grèce, ou Vargas, au Brésil, ou même Franco, célébré par le « démocrate Churchill » pour les services rendus aux « Nations-Unies ». De même, on verra cette fois le fasciste Péron aux côtés de Staline; et, si la confusion actuelle continuait, le Général de Gaulle, cherchant à imposer sa Constitution de Bayeux, d'essence bonapartiste, afin de se porter au secours de la « civilisation chrétienne » menacée par le « bolchevisme ».

Or il y a dans le monde, aujourd'hui, il y a surtout en Europe, il y a certainement en France, des masses énormes de citoyens qui, par avance, se refusent à devenir les cobayes d'un camp contre l'autre. La troisième guerre mondiale, posant la question de la domination économique et politique soit du capitalisme américain, soit du soviétisme stalinien, *n'aura pas lieu si ces forces hostiles à l'un et à l'autre système prennent conscience à temps* de leurs immenses possibilités.

Les forces non-capitalistes et non-staliniennes constituent dès à présent les éléments d'un *troisième camp* capable de modifier, par sa seule existence indépendante la terrible polarisation qui se poursuit en ce moment dans tous les pays.

Le *troisième camp* n'est pas sur le même plan que les deux autres : il a dès à présent des alliés sûrs au cœur même des deux autres : et dans les rangs du prolétariat américain dont la conscience politique doit mûrir à travers les prochains combats de classe; et dans les rangs du prolétariat russe qui n'a pas accepté à 100% la dégérescence nationaliste de sa bureaucratie totalitaire.

Il n'a aucune prétention d'intervention dans le jeu subtil des politiques de puissances. Mais sa force apparaîtra très vite lorsqu'il se présentera comme la réponse à des inquiétudes innombrables, comme la solution à des problèmes par ailleurs insolubles : et d'abord quand il fera la preuve d'une véritable autonomie idéologique et politique à l'égard des deux blocs. Il représente bien autre chose que les intérêts de minorités privilégiées, capitalistes ou bureaucratiques, dont l'apparente puissance vient de leur habileté à se présenter comme les représentants authentiques de masses populaires énormes... Le *troisième camp* a dès à présent, comme armature solide, des cadres internationalistes qui n'ont pas flanché au cours des dix dernières années et dans les pires conditions, en face des pires dangers. Les militants socialistes et syndicalistes révolutionnaires, qui avaient à leur disposition une théorie du fascisme, du stalinisme, de l'impérialisme, et qui ont pu la mettre à l'épreuve des faits tout en participant à la lutte *indépendante* contre les ennemis de la révolution sociale, sont aujourd'hui parfaitement préparés à aborder les problèmes concerts de l'organisation du *troisième camp* dans la région du monde où les réalisations deviennent possibles: en *Europe*.

C'est pourquoi ils sont à l'origine d'une initiative qui, le mois prochain, doit réunir à Londres des délégations venues de tous les pays européens en vue d'examiner les conditions à réaliser pour construire les *Etats-Unis socialistes d'Europe*.

Mais les avant-gardes internationalistes ne sont pas les seules intéressées à promouvoir cette formation d'un *troisième camp socialiste et libertaire*. Tous les pays actuellement réduits à l'impuissance, marchant à la dérive par suite des désaccords des grandes puissances, toutes les victimes de la guerre, de la misère, de la famine, à qui l'on ne propose qu'un type d'esclavage, le stalinien, ou un autre, le capitaliste, toutes les masses coloniales en travail d'émancipation nationale et sociale *ont aussi intérêt à refuser la polarisation monstrueuse qui cherche à les enchaîner à un bloc ou à l'autre.*

En bref, derrière les attitudes des groupes liés à un bloc ou à l'autre, on peut aisément distinguer les modalités d'une forme de colonisation ou d'une autre : et l'âpreté des discussions, des terrorismes aussi, dans toute l'Europe centrale et en Asie, traduit très exactement le niveau de conscience des meneurs du jeu : *A Wall-Street comme à Moscou, on se rend parfaitement compte que des questions de vie ou de mort sont posées.*

Oui, mais de vie ou de mort pour l'humanité aussi; de vie ou de mort pour des dizaines de millions d'hommes, pour des centaines et des milliers de grandes cités, et pour des richesses de civilisations accumulées à travers les siècles...

De sorte qne le *troisième camp* représente infiniment plus que les avant-gardes internationalistes qui en ont constitué l'armature : des ploutocraties ou des bureaucraties minoritaires sont prêtes à entraîner le monde dans une destruction effroyable parce qu'elles identifient (c'est normal, mais nous repoussons cette prétention) *leur* sort à celui de *leurs* esclaves...

Notre réponse et notre appel sont dans la plus pure tradition du mouvement socialiste digne de ce nom : que les esclaves s'unissent, et se débarrassent des maîtres assez insensés pour préférer la guerre à la transformation révolutionnaire de la société...

Le *troisième camp*, celui des opprimés, doit se définir se dégager des deux autres. Il doit constituer, lui aussi, un *front de combat*, un *troisième front*, où se retrouveront tout naturellement, les anticapitalistes et les antistaliniens de toute l'Europe.

Les soi-disant réalistes demanderont où sont nos forces...

Un premier recensement leur répondra, de Londres, le 23 février, de la Conférence pour les *Etats-Unis socialistes d'Europe* »... Remarquez bien, maintenant, les réactions des différentes organisations, en face de cette initiative : vous trouverez sans doute des citoyens de bonne foi, et qui demandent à voir avant de s'engager. Mais vous verrez aussi très certainement, ceux qui sont dès à présent résignés à voir le stalinisme s'installer partout en Europe... et ceux qui, résignés eux aussi, ne peuvent imaginer le socialisme que subordonné aux intérêts du capitalisme américain.

Mais tous les travailleurs sincèrement désireux de s'évader d'une alternative qui, à elle seule, est un défi à la capacité politique des élites européennes, reconnaîtront leur camp, repousseront à la fois les séductions capitalistes et staliniennes et organiseront leur *troisième front* : celui du SOCIALISME et de la LIBERTÉ.

Responsabilité des peuples ?

par René LEFEUVRE

En dehors de ceux qui ont intérêt à l'oublier, chacun se souvient de quelle façon, fin août 1939, Staline opéra un de ces tournants dont il est coutumier. Il conclut avec Hitler un accord commercial, prélude du traité politique qui laissa au Fuhrer les mains libres pour l'agression de la Pologne. Moyennant ristourne d'une fraction de ce pays — car il n'est de bonnes affaires que celles qui rapportent aux deux parties — fut permise la glorieuse opération qui déclancha la guerre mondiale.

Il y eut, un peu plus tard, l'agression « défensive » contre la Finlande ; puis l'occupation des pays Baltes, le retour « volontaire » de la Bessarabie. A quelques détails près, avec des délais plus ou moins longs, ces régions connurent le pillage organisé, les déportations massives frappant les classes moyennes avec dispersion des familles, le tout assaisonné de violences, de viols et de tout ce qui peut réduire à la honte et au désespoir une élite civilisée. Les éléments libéraux ne furent pas seuls liquidés. Nos camarades socialistes eurent partout l'honneur d'être les premières victimes : Alter et Erlich, héroïques combattants du socialisme polonais en sont le plus accablant témoignage. Le massacre des militants ouvriers qui fut le plus systématiquement poursuivi et n'épargna pas les communistes eux-mêmes.

Le silence pèse sur ces crimes. L'U.R.S.S. a pu annexer d'immenses territoires et le monde se tait. L'arrogance des thuriféraires appointés soutient la foi des laudateurs béats ou complices. Rien n'entame ces cerveaux cuirassés : Le massacre des vieux bolcheviks et de la génération révolutionnaire est présenté comme la liquidation d'une cinquième colonne. L'agressivité menaçante de la politique extérieure soviétique est acclamée comme preuve de force, ses subites défaillances devant le raidissement adverse, comme volonté de paix.

Peut-on, comme certains le voudraient, en vertu de leurs principes, impliquer le peuple russe dans une responsabilité collective ? Nous ne le pensons pas. Certes, tout comme de nombreux allemands se firent les exécuteurs dociles et parfois satisfaits des volontés les plus odieuses de leurs chefs, de nombreux soldats russes ont volé, violé, assassiné. Mais qui donc, à part quelques militaristes abrutis, ose encore prétendre que la guerre ne déchaîne pas en l'homme les instincts les plus bas ? (1). D'autres incriminent d'un ton prêcheur, la « nature humaine », le « communisme » ou la « barbarie des moujiks ». Et là nous ne pouvons mieux faire que de remarquer, avec Victor Serge, que certains intellectuels mettent une singulière complaisance à fournir aux masses bornées du parti totalitaire une dialectique ambiguë :

« Un chrétien écrit par exemple : « ... le communisme est jeune et n'a pas des siècles d'existence derrière lui ; il ne faut pas s'étonner que ses débuts soient sanglants... », etc. (Martin Brionne, *Esprit*, 1er mai 1946, p. 699). Mais est-ce bien le communisme, Monsieur? A quoi le reconnaissez-vous? Ne serait-ce pas le contraire, par hasard? Il y a dans les Evangiles un certain communisme ; il y en a un autre dans l'œuvre de Marx et de ses continuateurs... Lequel reconnaissez-vous et à quel signe? Donnez des siècles à n'importe quel régime d'écrasement de l'homme et il changera, bien sûr. Le nazisme aussi, quelques siècles aidant, eût vraisemblablement changé. En doutez-vous? Le même publiciste écrit encore que « le tempérament slave ne s'est jamais accommodé de mesure ». Sous leur camisole de force, le tempérament slave, « l'âme slave » ont bon dos... Comme si, en quatre ans d'occupation nazie, la France, pays de la mesure, du penser cartésien, de Montaigne et de Jaurès, n'avait pas produit des S.S., des miliciens, des camps de concentration et des antisémites en nombre suffisant pour un bon commencement d'enfer social ! Ne faudrait-il pas néanmoins de sombres imbéciles pour en inculper le « tempérament français »? La France authentique, celle des quarante millions d'hommes moyens, bienveillants et sensés, fût-elle jamais en question, si ce n'est en tant que victime d'une machinerie totalitaire? M. Brionne écrit encore : « Adhérer au communisme, pour un Français, ce n'est pas entériner ou souhaiter les actes de barbarie des moujiks dont nos prisonniers de l'Est nous ont fait le récit. C'est accepter les positions fondamentales des grands théoriciens marxistes... ». On s'émerveille de trouver en si peu de lignes tant de confusions et d'erreurs...

« ... La confusion du socialisme et du communisme à une époque où les deux doctrines s'opposent, l'une défendant l'homme et l'autre l'annihilant, ne peut avoir qu'une justification spécieuse dans la sémantique ; elle est malhonnête puisqu'elle tend à dissimuler des incompatibilités fondamentales ; elle est néfaste puisqu'elle feint de prendre la fausse monnaie totalitaire pour du bon or frappé selon le *Manifeste Communiste* de Marx-Engels. L'allusion à la « barbarie des moujiks » m'est pénible à considérer, car je connais, j'aime le paysan russe, frère de tous les paysans du monde et pas plus méchant qu'eux... Un vrai grand chrétien, mais antitotalitaire à fond, celui-là, bien que le mot n'existât point à son époque (le mot « despotisme » lui suffisait), Léon Tolstoy, vivant parmi les moujiks, eut d'eux une autre opinion et sensiblement meilleure. M. Brionne ne s'est pas demandé par quelles écoles ils ont passé, les moujiks devenus parfois cruels comme tant d'autres Européens moins misérables. Quelles famines, quelles contraintes, quel dressage à la barbarie organisée, à la pensée asservie, ils ont subi, ils subissent ! (2) »

Le culte de la force d'où naît la tendance à la servilité si fréquente chez les intellectuels, est trop dangereux pour que nous ne nous fassions pas un devoir de le dénoncer surtout lorsqu'il est au service des formes les plus dégradantes de l'oppression humaine. Nous savons également fort bien ce qui se cache derrière l'anti-communisme de certains : la volonté de discréditer la grande aspiration des masses à la justice sociale en confondant intentionnellement le socialisme avec le totalitarisme qui en est la négation.

Le Stalinisme comme tous les totalitarismes repose sur le mépris des individus et des masses considérés comme instruments des volontés supérieures de l'état, du parti, de l'église ou de la race... Dans la course folle à l'abîme où risque de sombrer la civilisation, l'exaltation des idéaux les plus respectables lui sert d'appât et de masque. Il a fait de la Russie un bagne et le bagne n'a jamais passé pour un milieu favorable à l'éclosion morale de cette tendresse humaine dont le peuple russe est naturellement doué mais que vicie le ressentiment propre aux « humiliés et offensés », surtout s'ils restent inconscients des véritables causes de eurs souffrances.

Isolés, terrorisés, saoûlés de propagande, les peuples asservis sont dressés à voir, dans chaque adversaire, le représentant de forces menaçant leur maigre vie. Les instincts sauvages mal jugulés par quelques siècles de civilisation reprennent le dessus, armée et police deviennent les instruments qui commettent les Oradours, les Katyn, les Starobielsky (massacre des officiers et soldats polonais).

Les régimes eux-mêmes, non les individus, sont en cause, la responsabilité de ces derniers se limite à l'acceptation du tyran, à ce que Etienne de la Boétie nommait servitude volontaire et dont découlent comme d'une source empoisonnée, tous les maux de la tyrannie.

(1) Le jour même de mon retour de captivité dans ma bourgade natale, une femme me raconta que son petit-fils, héros des campagnes d'Italie et d'Allemagne, avait un jour « descendu » le paysan allemand qui lui refusait un mouton. Mon visage dut refléter mes sentiments, car cette personne dévia la conversation qu'elle poursuivit avec mon père pendant que la voix angélique du neveu de l'assassin continuait : « Mais grand'mère, tu ne dis pas qu'il a aussi « zigouillé » la mère et la petite fille »...

(2) Extrait de l'introduction à la nouvelle brochure de Victor Serge : *Le Nouvel Impérialisme russe*. Les cahiers de Spartacus (25 francs, franco 28 francs).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Dans la confusion des fins de session parlementaire, il est habituel de faire passer le meilleur et le pire, pratiquement sans débat, et souvent à l'unanimité. Ce n'est certainement pas dans la première catégorie que se range la loi du 23 décembre sur les Conventions collectives.

Retenue ailleurs, l'opinion ouvrière a peu réagi. Elle va, à l'usage, se faire une opinion précise de la loi la plus dangereuse que comporte jusqu'ici notre législation.

Le point le plus saillant en est certes la fixation par voie d'autorité, non seulement des salaires mais encore des clauses accessoires de rémunération. Avec quelque hypocrisie, la loi évoque « les conditions de détermination des salaires maxima moyens *servant à la détermination des prix* ». Qu'on ne s'y trompe pas : le maximum moyen sera effectivement appliqué. Il nous a été déjà signalé des procès-verbaux dressés contre des patrons de la nouveauté coupables de ce crime affreux : payer trop leurs salariés.

Mais la dictature bureaucratique va plus loin dans sa hardiesse. C'est ainsi que les conventions collectives ne sont applicables, même entre les parties qui les ont librement discutées, que moyennant l'agrément du ministre du travail. Et il ne s'agit plus là des clauses de salaires, mais des conditions accessoires, dont on connaît d'ailleurs toute l'importance pratique. Il était jusqu'ici sans exemple dans la législation française qu'un contrat librement débattu et accepté ne soit valable qu'après décision conforme de l'Etat, alors qu'il ne s'agit pas de prix, et que ce contrat n'est en contradiction ni avec les lois, ni avec la moralité.

On nous dira bien que le Ministre du Travail, qui agrée, est traditionnellement un « homme de gauche » ? Raison de plus pour nous méfier. Un homme de droite, plus sévèrement contrôlé, n'aurait pu faire avaler les dispositions antiouvrières que nous avons connues dans un proche passé.

Et d'ailleurs, une clause ultérieure précise que « le ministre peut exclure de son agrément certaines dispositions ».

Cette clause paraîtra spécialement dangereuse aux militants avertis, qui savent bien que, lors de la discussion, on réserve de part et d'autre un certain nombre de dispositions, et qu'en fin de compte on échange les abandons partiels. Cela risque de devenir un marché de dupes, si l'article qu'on a obtenu est exclu, et que les concessions subsistent.

Mais je crois que le bouquet de la loi est le nouvel article 31, I : « Les groupements capables d'ester en justice, liés par une convention collective de travail, peuvent, en leur nom propre, intenter une action en dommages-intérêts aux autres groupements, *à leurs propres membres* ou à toutes personnes liées par la convention, qui violeraient les engagements contractés. »

Grâce à quoi, nous verrons, demain, une fédération orthodoxe intenter une action judiciaire contre un de ses syndicats au nom duquel elle aura traité sans le consulter, ou contre son avis, et qui ne tiendra pas compte de ses ukases.

Devrons-nous demander à nos fédérations l'engagement en forme juridique, de ne pas faire usage de cet article contre les syndicats ou syndiqués affiliés?

Pour ma part, je m'y prépare !

P. BERNARD.
(L'Action Sociale)

Un dialogue éloquent...

...Entre le New-leader de New-York et Louis ADAMIC à l'occasion d'un Congrès de Chicago.

Reporter. — Monsieur Adamic, avez-vous lu les déclarations de votre ami Bogdan Radista sur le régime de Tito?

Adamic. — (Avec un sourire). C'est un mélange de fausse tés, de demi-vérités et de falsifications.

Reporter. — Vous étiez aussi avec M. Radista quand il a quitté ses fonctions ici pour rejoindre Tito en 1943?

Adamic. — Je l'ai en effet un peu connu alors : il était déjà peu attentif à la rigueur de faits.

Reporter. — Mais cependant le Gouvernement Tito l'a chargé de hautes fonctions.

Adamic. — Non, il était dans une fonction subalterne ; il espérait avoir une ambassade et c'est pourquoi il est déçu.

(Adamic cherche à s'éloigner).

Reporter. — Encore une question, Monsieur Adamic. En 1940 vous avez écrit dans notre journal contre le totalitarisme russe, quelle est votre opinion aujourd'hui sur cet article?

Adamic. — Vraiment? J'ai écrit un tel article?

Reporter. — Oui, et vous avez aussi condamné les procès de Moscou. Qu'est-ce que vous pensez, aujourd'hui, des procès de Moscou?

Adamic. — Je ne suis pas sûr que les procès de Moscou aient été nécessaires. Mais je ne suis pas sûr non plus qu'ils n'aient pas été nécessaires.

Reporter. — Que voulez-vous dire?

Adamic. — Nous savons si peu de chose sur ce qu s'est passé. Si ce qu'on a dit de Trotsky était vrai, alors les procès étaient nécessaires.

Reporter. — Avant de mourir, H.G. Wells, associa des écrivains comme Kœstler et cent autres intellectuels pour faire une pétition auprès de la Haute Cour de Nuremberg à l'effet de savoir si dans les archives nazies on avait trouvé la moindre trace des contacts allégués entre Trotsky et Hess. Mais les Russes s'opposèrent à toute allusion à ce sujet : Pensez-vous qu'ils auraient eu intérêt à cacher une telle information?

Adamic. — Oui, les Russes sont assez mécontents, quand ils voient qu'on met le nez dans leurs affaires : ils vivent comme s'ils étaient constamment en état de siège. Mais excusez-moi, je suis très pressé ; je suis attendu à une réunion...

INFORMATIONS INTERNATIONALES

DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

U. R. S. S.

(Informations publiées, en russe, par The Socialist Courrier, New-York.)

Situation économique. — Salomon Schwartz analyse le problème de l'élevage en U.R.S.S. d'après le Ve Plan quinquennal, sources officielles. Voici les chiffres du cheptel. Ils expriment fidèlement la condition de l'agriculture et du paysan (alimentation, transport, traction animale) :

En millions de têtes (Année 1916)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
35,8	60,6	121,2	20,9

(Pauvreté du paysan sous l'ancien régime, deuxième année de guerre.)

En millions de têtes (Année 1922)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
24,1	45,8	91,1	12,1

(Conséquences de la guerre civile et du commerce de guerre ; famine de la Volga.)

En millions de têtes (Année 1928)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
33,5	70,5	146,7	26,0

(Résultats positifs de la révolution et de la nep, la richesse des campagnes s'est accrue par rapport au niveau de l'ancien régime, sauf en ce qui concerne les chevaux.)

En millions de têtes (Année 1929)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
34,6	67,1	147	20,4

(Avènement du stalinisme, 1928, début de la crise de l'économie soviétique et de la collectivisation forcée de l'agriculture.)

En millions de têtes (Année 1934)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
15,7	42,4	51,9	17,4

(Années de famine et de la collectivisation forcée. L'élevage du porc se maintient relativement parce qu'il a une importance alimentaire particulière. Jamais dans les temps modernes, la Russie ne connut pareille misère.)

En millions de têtes (Année 1938)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
17,5	63,2	102,5	30,6

(Relèvement marqué à la suite des concessions faites aux paysans en 1935. Condition matérielle sensiblement au-dessous de l'ancien régime.)

En millions de têtes (Année 1945)			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
10,8	52,6	84,7	9,2

(Conséquences de la guerre, situation pire qu'en 1922, avec un territoire accru.)

Planification prévue pour 1950			
Chevaux	Bêtes à cornes	Moutons, chèvres	Porcs
15,8	73,1	148,2	27,7

(Vu l'accroissement du territoire et de la population, il ressort de ces prévisions qu'en 1950, après exécution du plan, le problème de la traction animale dans l'agriculture ne sera pas résolu et la grave crise du pétrole ainsi que la destruction des fabriques de tracteurs ne permettent pas de prévoir un développement suffisant de la traction mécanique ; la production de viande, laitages, cuirs, etc. restera dans l'ensemble inférieure ou de peu supérieure à celle de la fin de l'ancien régime.)

Chiffres empruntés par S. Schwartz aux documents officiels. Commentaires intercalés par l'auteur de ce résumé.

La Servitude pénale en U.R.S.S.

● *Victor Kravtchenko*, membre de la Commission des Achats du gouvernement soviétique à Moscou, sollicita le 4 avril 1944 l'asile aux E. U. Technicien, capitaine, haut fonctionnaire du gouvernement de la R.S.F.S.R., membre du P.C. Publiait en 1946, chez Scribners' à New-York, *I Choose Freedom*, 496 pages, témoignage d'une vérité saisissante et contrôlée par de nombreux recoupements.

● Kravtchenko estime qu'en 1942 a main-d'œuvre pénale organisée par le N.K.V.D., formait une « réserve de main-d'œuvre» de 20 millions de personnes environ. En qualité de directeur d'entreprises industrielles dans l'Oural et aux environs de Moscou, Kravtchenko eut l'occasion d'employer cette main-d'œuvre et de visiter les camps. Les camps qu'il vit (à Pervouralsk notamment) étaient formés de baraquements entourés de barbelés et dominés par des tourelles à mitrailleuses ; contenaient 2 à 3.000 prisonniers. Indescriptible misère et déchéance d'un camp de femmes livrées au froid, à la faim, au travail forcé. Catégories : condamnées de droit commun et prostituées, en minorité ; « ennemies du peuple » en grande majorité. Au début de la guerre eut lieu dans le pays entier un nettoyage général des suspects. Innombrables exécutions, dans les camps aussi, mais compensées par des masses de nouveaux internés.

● Kravtchenko écrit : « Les industries de guerre de l'U.R.S.S. reposaient tout d'abord sur le travail de ces esclaves » (p. 404). Pendant l'invasion hitlérienne, lorsqu'il fut impossible d'évacuer la main-d'œuvre pénale, elle fut fréquemment exterminée, car on ne pouvait pas, évidemment, compter sur sa loyauté. Ce fut le cas à Minsk, Smolensk, Kiev, Kharkov, Dniepropetrovsk, Zaporojié. Près de Nalchick, Caucase septentrional (rép. autonome Kabardino-Balkare) une fabrique de molybdène employait plusieurs centaines d'hommes et de femmes appartenant à la main-d'œuvre pénale du N.K.V.D. ; le commissaire Anokhov la fit mitrailler à l'approche des Nazis. Anokhov devint par la suite Président du Conseil des Commissaires du Peuple de Kabardino-Balkarie. Les industries se disputaient cette main-d'œuvre à bas prix pour laquelle aucun code du travail n'existait. Molotov, Staline, Béria en disposaient. Elle était placée sous la supervision du général Nedosekin des troupes spéciales du N.K.V.D. Un haut fonctionnaire de la police politique dit à Kravtchenko : *Nous n'avons pas encore accompli notre plan des arrestations...* » (p. 406).

● Dans la région de Podolsk, Kravtchenko inspecta une fabrique souterraine de munitions, gérée par le N.K.V.D. et dissimulée dans les forêts. Région entièrement isolée du monde. Travail malsain, mortalité considérable. « De bon matin, sous la pluie glacée, je vis passer une colonne de femmes... en rangs par dix... Elles paraissaient des cadavres en marche... Il y avait de jeunes femmes... toutes fantastiquement accoutrées... quelques-unes chaussées de galoches, d'autres de chiffons ; quelques-unes vêtues comme des paysannes, d'autres portant des manteaux d'astrakan devenus des hardes... Je vis des restes de bons vêtements provenant de l'étranger... »

● *Sur la mobilisation du travail des adolescents*, décrétée en octobre 1940 et qui, cette année-là, fournit plus de 800.000 adolescents (14 à 17 ans), arrachés à leurs familles pour être soumis à un régime d'apprentissage-encasernement, puis envoyés aux usines, Kravtchenko témoigne que ce système continua à se développer et qu'il employa dans les usines de nombreuses équipes de jeunes gens. Nicolas Chvernik, alors Président de l'Union des Syndicats soviétiques, membre du Bureau Politique fut placé à la tête de cette institution ; la répartition de la main-d'œuvre adolescente fut confiée à Maskatov.

Commentaire. — *La main-d'œuvre pénale est, par sa condition, bien au-dessous de l'esclavage ou du servage. Constamment renouvelée, mise hors-le-droit, employée en secret, elle constitue une véritable catégorie de parias. (Le propriétaire d'esclaves ou de serfs avait intérêt à la conservation de son bien, le N.K.V.D. n'en a point souci, si ce n'est dans le cas de techniciens, savants, ouvriers qualifiés.)* Le Totalitarisme établit ainsi une catégorie de main-d'œuvre jusqu'ici inconnue dans l'histoire. *Vu son importance numérique, cette main-d'œuvre pénale exerce une pression sur les salaires de la classe ouvrière qu'elle dévalorise. Elle démoralise les salariés exposés à passer d'une catégorie à l'autre. (La loi ordonne le jugement par tribunaux des travailleurs coupables de retards au travail de vingt minutes pour la troisième fois et les rend passibles d'internement ; la loi prévoit des sanctions analogues pour les directeurs et techniciens qui tenteraient d'éluder cette législation).*

Condition de la classe ouvrière

● Les passeports intérieurs, établis pendant la collectivisation agricole (1930) ne suffirent pas à enrayer les déplacements des travaux surexploités à la recherche de conditions d'existence moins intolérables. Le 15 janvier 1939, le *livret de travail* fut décrété. Manquements à la discipline, récompenses, etc. y sont inscrits. L'ouvrier ne peut être embauché sans un livret en règle mentionnant l'autorisation de départ de l'entreprise précédente, particulièrement difficile à obtenir

Servage industriel

● 800.000 *travailleurs* de l'Oural, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient ont reçu l'été dernier des augmentations de salaires de 20 % afin de compenser la rudesse du climat et l'inconfort. Indication du tranfert de grosses industries dans les régions nordiques.

● **Condition matérielle.** — D'une lettre du nord de la Russie : abondance d'enfants abandonnés, sans abri. Terrible crise de logements (la norme d'une famille par chambre paraît idéale). Alimentation : pommes de terre et pain de basse qualité. Autorisation de voyage nécessaire pour prendre un train. (Communiqué par R. Fisher, The Russian State Party, n° 7, septembre 1946, N. Y.).

ALLEMAGNE

● **Expansion de l'Economie totalitaire.** — R. Fisher (même bulletin). Le 30 juin 1946 eut lieu en Saxe un plébiscite pour ou contre l'expropriation des propriétés nazies. 3.459.658 votes exprimés, dont 2.693.401 *oui*. Il s'agit de presque toute l'industrie du pays. La Sowjetische Industrie A.G. est fondée avec 51 % d'actions appartenant à l'U.R.S.S. et 49 % à la Saxe. Elle emploie donc 400.000 travailleurs allemands et embrasse 200 entreprises (Zeiss-optique, à Iéna ; pétrole synthétique à Leuna ; métallurgie Krupp à Magdebourg ; I. G. Farbenindustrie chimique ; l'acier, le charbon, le ciment, la potasse.. Les industries de guerre Junkers-Dessau, explosifs de Reinsdorf près Wittemberg, Daimler-Benz, autos, à Marienfeld, Buna, près Halle travaillent à plein rendement, production exportée vers l'Est.

● D'une lettre de Brünswick, Allemagne, du 17 juillet 1946 : dans cette ville, au début de juillet 1946, plusieurs milliers d'enfants de 12 à 16 ans, raflés (à Brandenbourg quand ils jouaient dans les rues, notamment) ont été envoyés à destination inconnue, pour deux ans, sans distinction de parenté, les enfants des communistes comme ceux des Nazis. (Neue Züricher Zeitung, 8 août 1946). Faits analogues en Saxe, signalés par Ruth Fisher,

AUTRICHE

● **Un congrès de médecins** se réunit à Vienne en mai 1946, sur l'initiative du commandement soviétique. Les congressistes furent invités à visiter un train sanitaire soviétique. Le train se mit en marche. Les congressistes ne sont pas revenus. (R. Fisher, même Bulletin).

SUDÈTES

● Les Allemands des Sudètes sont traités comme du bétail par les Tchèques et les Russes. Parmi eux se trouvent les survivants des 300.000 électeurs socialistes de 1935, les survivants des dizaines de milliers de militants socialistes déportés en des camps de concentration par les nazis et dont Benès, en 1940, disait à Noel Baker (Philip) : « Ces Socialistes allemands des Sudètes sont tout simplement des héros ; ils nous ont montré tous avec quelle grandeur d'âme, avec quelle résolution la lutte pour la liberté doit être poursuivie... » En dehors des milieux socialistes révolutionnaires internationaux, tout le monde se tait sur la lente destruction des derniers bataillons de combattants de la liberté, crevant sur les routes, ou forcés d'accepter de se vendre pour aller travailler en Sibérie. Les Tchèques les ont tous déportés, *sans discrimination*, en zone d'occupation russe.

BULGARIE

● Appel de l'opposition syndicaliste contre la terreur : « Les travailleurs des villes commencent à se guérir de l'opium communiste ; les camps sont bondés de déportés ; la situation économique est très mauvaise ; la brutalité du gouvernement et de sa milice dépasse toute mesure : en vertu de la mobilisation de travail, tout militant actif de l'opposition est envoyé au travail forcé ; l'appel s'adresse aux partis démocratiques ouvriers, aux ligues des droits de l'homme, à tous les groupements d'hommes libres. L'opposition paysanne est considérable (suivent de nombreux exemples de militants frappés, emprisonnés, « cruellement battus » pour avoir simplement fait circuler une brochure syndicaliste). (A.I.T., 22 décembre.)

POLOGNE

● D'après le correspondant du *Times*, de Londres, des désordres se produisent continuellement dans la région du Sud-Est, où les Ukrainiens se soulèvent pour protester contre les tentatives de transfert en U.R.S.S., dont ils sont victimes ; les Russes envoient dans cette région des Polonais pour s'y installer, selon la manière nazie. La police secrète polonaise a emprisonné, le 25 novembre, le quatrième dirigeant du Parti paysan ne six semaines, Stanislas Koter, en outre des responsables de la presse du Parti paysan et de centaines de militants. Les élections auront lieu le 19 janvier. La Commission Supérieure Electorale ne comprendra aucun membre de l'opposition (contrairement aux engagements internationaux de Potsdam et de Yalta).

● Frictions croissantes entre le Parti communiste (dit Parti ouvrier polonais) et le Parti socialiste polonais colonisé par les staliniens, mais en voie de redressement. La pression des militants du rang croît sans cesse et même les agents staliniens doivent en tenir compte. Les communistes tentèrent de provoquer l'expulsion des résistants, mais le contraire se produisit : Matuszewski et Pytecki, qui faisaient le jeu des staliniens, furent expulsés du P.P.S., et le premier, qui était ministre, dut démissionner. Comme le courageux Zygmund Zulawski se préparait à organiser un vrai parti socialiste indépendant des staliniens, les autorités de Varsovie décidèrent, le 5 novembre, qu'il y avait assez de partis en Pologne et interdirent toute nouvelle création. Mais bientôt, pour combattre le Parti paysan, ils créaient eux-mêmes un nouveau parti paysan colonisé : « Nouvelle Libération ». Comme les autorités déportent en masses les Allemands de la côte balte, tous les Polonais qui font de l'opposition sont classés comme Allemands et déportés. Le 7 octobre, de nombreux techniciens, contremaîtres et ouvriers qualifiés des mines de Haute-Silésie furent convoqués aux Ecoles, puis 2.000 d'entre eux furent immédiatement chargés sur des camions, conduits à la gare et embarqués vers l'Est... (N.L.N.Y., 23 novembre.)

PAYS BALTIQUES

● Environ 6 millions de Latviens, d'Esthoniens et de Lithuaniens sont voués à la destruction pour n'avoir pas voulu accepter la dictature stalinienne. Quelques rescapés des 61.000 déportés esthoniens, 34.000 Lettons, 38.000 Lithuaniens de juillet 1941 ont pu atteindre l'Inde après plusieurs années de travaux forcés et de souffrances inouïes ; ils voyagèrent en Sibérie, travaillèrent comme des forçats, sans soins, sans chaussures, purent atteindre, avec de faux papiers, Cheliabinsk, puis Orenbourg, puis Tachkent, où ils furent considérés comme suspects, et s'engagèrent dans l'armée, puis se retrouvèrent dans une prison d'Afganistan; ils firent alors la grève de la faim pendant dix-sept jours ; on les libéra et ils entrèrent en Inde à Kaboul. D'autres sont en Suède. Mais ils ne peuvent plus rentrer dans leur pays ; ce sont des paysans et des pêcheurs pour la plupart. (F.W. Pick, auteur de *The Baltic Nations*, *The Art of Goebbels*, etc.)

LE MONDE OUVERT

U.S.A.

● **Révolution technique permanente).** — D'après Philip Murray, pendant la guerre, 460.000 travailleurs ont produit 89 millions de tonnes d'acier, avec une moyenne de présence hebdomadaire de 46,6 heures. Aujourd'hui, 462.000 travailleurs produisent 84 millions de tonnes avec une moyenne hebdomadaire de 36,5 heures. Et cependant, il y a besoin de voitures, camions, frigidaires, etc., mais déjà la crise est amorcée : la machine capitaliste pourrait produire infiniment plus... s'il y avait des possibilités d'acquisition par les consommateurs...

● La section de la IVe Internationale, dirigée par Jim Cannon a expulsé Félix Morrow, suspect de chercher à comprendre les raisons de la stérilité du mouvement trotskyste.

● **O.N.U.**— Répartition des dépenses : U.S.A.: 49,89 %; Angleterre : 10,50 0/0 ; U.R.S.S. : 6 % ; France : 5,50 %.

CANADA

● La province de Saskatchevan est entièrement gouvernée par des méthodes socialistes : tous les habitants sont assurés sociaux ; ont des soins médicaux pour 5 dollars par an ; des hôpitaux, des ambulances autos et avions ; les fermiers ne peuvent plus être expulsés de leurs fermes et les industries appropriées par la province fonctionnent à plein rendement, et avec excédents de recettes. (N.I. N.W., 23 novembre.)

CUBA

● Progression communiste : 1942 : 81.225 suffrages. — 1944 : 124.619 suffrages. — 1946 : 197.000 suffrages (le parti s'appelle Parti Socialiste Populaire).

CHILI

● A Seweli, riche mine de cuivre, 4.000 grévistes depuis le 25 septembre dernier, soutenus par la solidarité ouvrière contre la Compagnie Braden Copper. Le Président de la République prit un décret imposant à la Compagnie de nouveaux contrats de travail plus favorables. La Chambre de Contrôle (sorte de Conseil d'Etat) révoqua le décret comme non conforme aux lois en vigueur. Le conflit prend un caractère continental : le président de la Compagnie américaine, Earl Stannard, vient d'arriver à Santiago, appuyé par la législation réactionnaire contre la volonté du peuple chilien, qui soutient les grévistes.

REPUBLIQUE ARGENTINE

● Les universitaires résistent à la dictature de Péron. Beaucoup de professeurs éminents ont appuyé de leur démission le mouvement de protestation des étudiants, révoltés par les décisions arbitraires et totalitaires qui ont révoqué des professeurs non-conformistes. A Tucuman, l'Ecole d'Architecture, qui s'était distinguée par la création et la planification de groupes d'habitations modernes (en blocs de 200 familles) pour les ouvriers des plantations de canne à sucre, est en grève, professeurs et élèves, pour protester contre l'esprit « nouveau » de la dictature. Les étudiants exposent leurs œuvres dans la rue. C'est la seule Ecole d'Architecture argentine inscrite au Congrès International d'Architecture Moderne, créé par Le Corbusier. Parmi les mesures prises par le dictateur et repoussées par les étudiants se trouve une « matriculation » complète qui doit comporter des renseignements à caractère racial sur chaque individu, et jusqu'au nombre d'avortements que peut avoir subi telle ou telle femme, mère ou grand-mère...

Il y a eu grève générale des taxis pendant quarante-six jours. Pas de pommes de terre depuis trois mois ; grève des ouvriers des frigorifiques ; grève des jardiniers ; manque de riz, de sucre, de café, de savon, d'huile, crise des logements.

Les prix des chaussures et des vêtements montent en flèche de semaine en semaine. Des manœuvres de gros financiers ont coulé le journal de la collectivité française.

EN AFRIQUE DU SUD

● **La « démocratie » du maréchal Smuts** — Grève des mineurs des mines d'or du Rand ; intervention brutale de la police armée : 9 tués et 1.248 blessés. Le parti communiste ayant protesté, huit de ses dirigeants ont été arrêtés à Prétoria, le 16 novembre. (N.I. N.W., 23 novembre).

INDONESIE

● **Un autre rideau de fer)** — Une République de 70 millions d'habitants vivant dans l'une des régions les plus riches du globe. Les agences impérialistes font le blocus des nouvelles : on explique que les Indonésiens aspirent au retour de l'administration impériale de la Reine Wilhelmine. Les grands trusts (Standard Oil, Socony Vacuum, Goodyear, U.S. Rubber, National Carbon et General Motor, Royal-Dutch), rôdent autour des habitants des îles et de Sumatra, pour reprendre leur fructueuse exploitation. Le mouvement d'indépendance s'organisa lui-même, puisqu'on n'avait jamais osé armer les indigènes. Il y eut de nombreuses insurrections locales contre les Japonais. Le leader Soekarno avait une base populaire si puissante que les Hollandais ne protestèrent jamais lorsqu'il continua la lutte sous la domination japonaise avec le même objectif : « non pas échanger un impérialisme contre un autre, mais se libérer de tous les impérialismes». Il y a maintenant des organisations de toutes les nuances politiques en Indonésie : depuis le Parti musulman conservateur de Mohamed Hatta, jusqu'au parti trotskyste d'Indonésie, en passant par le parti socialiste de Sjarhir. *Tous sont pour l'Indépendance.* En 1942, la reine Wilhelmine fit une vague promesse d'accorder le statut de dominion. Vingt-huit leaders indonésiens demandèrent, alors, si la Charte de l'Atlantique serait appliquée à leur pays. Réponse négative. Quand les Japonais déposèrent les armes, le 17 août 1945, la République indépendante d'Indonésie fut proclamée. Alors les troupes britanniques et hollandaises attaquèrent en force... Ruines et massacres. Mais le mouvement national contrôle encore 90 % du territoire. Le Président actuel est le socialiste Sjahrir, qui sait que la véritable indépendance est liée aux progrès du socialisme révolutionnaire international. (L. Cl.).

ESPAGNE

● Grèves nombreuses en Catalogne, puis en Biscaye les Comités de liaison C.N.T.-U.G.T. ont fonctionné partout. 90 % des ouvriers ont suivi leurs instructions. L'U.G.T. clandestine communique sa désapprobation énergique des méthodes employées par le clan Juan Negrin-Lamoneda-Rodriguez Vega qui continuent à se dire représentants du Parti Socialiste et de l'U.G.T. « Il est inadmissible de se réclamer de fonctions qui n'ont été déléguées qu'en Espagne, et pour une activité à l'intérieur de l'Espagne... » Et les militants qui risquent leur peau chaque jour dans la résistance contre Franco distinguent entre les exilés qui sont demeurés fidèles aux principes démocratiques de l'U.G.T. et ceux qui, sans aucun souci des Statuts, et au mépris de l'opinion des militants, ont cherché à introduire des discordes néfastes, venues de l'extérieur, dans les rangs syndicaux ». (Espagne, 28 novembre 1946.)

● **Pablo Casals**, magnifique artiste catalan, universellement admiré, a refusé de donner un concert sous l'égide de l'U.N.E.S.C.O., pour rappeler aux autorités officielles l'hypocrisie qui maintient Franco au pouvoir avec la complicité des gouvernements qui parlent de « culture »...

GRECE

● Assassinat de Platides, militant du Parti Archéomarxiste à Salonique. Création d'une tendance syndicaliste indépendante au sein de la C.G.T. grecque (opposition à la direction stalinienne. Les chefs du mouvement de Résistance n'obéissent plus aux staliniens et sont dénoncés à la police par ceux-ci. Tito livre aux réactionnaires grecs 200 résistants réfugiés en Yougoslavie. Les staliniens assassinent Veluchiotis, chef de l'Elas. La section communiste de Thèbes quitte le parti stalinien.

Perspectives ouvrières en Amérique

par Louis CLAIR

II. — LES CONDITIONS ECONOMIQUES

QUELS sont les changements de structure que la guerre a apportés en Amérique ? Avant la guerre, le président Roosevelt, dans un discours fameux, disait qu'« un tiers de l'Amérique était mal logé, mal nourri et mal habillé ». Ceci était bien vrai pour les temps « normaux », mais en temps de crise c'était au moins une moitié de la nation qu'il aurait fallu mettre dans cette catégorie.

Pendant la guerre, les réactionnaires de toute couleur clamaient que les ouvriers gagnaient des sommes fabuleuses et qu'ils étaient en train de ruiner l'économie par leurs demandes excessives. Eh bien maintenant nous avons certaines statistiques officielles sur l'évolution économique pendant la guerre et ces chiffres content une tout autre histoire.

Le « Comité Sénatorial pour les Petites Entreprises » vient de publier un rapport intitulé « La Concentration Economique et la Deuxième Guerre Mondiale ». Ce rapport officiel indique que 2 % des entreprises industrielles américaines employaient en 1944 plus de 60 % de tous les ouvriers et employés. « En grandeur et en puissance », dit le rapport, « elles sont maintenant plus dominantes que jamais ». Soixante-trois géants industriels ont maintenant plus de capital que toutes les entreprises industrielles réunies en n'avaient en 1939.

Normalement, c'est pendant les périodes de crise que les petites entreprises sont absorbées par leurs rivales plus puissantes. Selon le rapport officiel le même phénomène s'est produit pendant la guerre. Une fois la dépression d'après-guerre venue, ce processus va continuer de façon accélérée. Bientôt, les quelques grosses compagnies vont complètement dominer le marché dans beaucoup de secteurs de l'économie.

Un autre rapport publié il y a quelques mois est tout aussi révélateur. Il émane de l'auguste Federal Reserve Board, puissante organisation bancaire qui domine le système monétaire des Etats-Unis. Ce rapport contient une analyse serrée de la distribution des épargnes du peuple américain pendant la période de guerre. Contrairement aux prévisions des économistes du New Deal qui avaient tablé sur le pouvoir d'achat accumulé pendant la guerre, pour assurer pendant de longues années des marchés illimités à tous les produits de l'industrie, ce rapport établit que les épargnes sont bien loin d'être réparties de façon uniforme : Les 10 % les plus fortunés de la population possèdent 60 % des bons de guerre et de l'argent dans les caisses d'épargne et des banques », « les 40 % les plus pauvres de la population ne possèdent que 1 % de ces économies accumulées. La somme la plus forte qu'un membre quelconque de ce groupe possède n'excède pas $ 200 ».

Ces chiffres n'ont été une surprise que pour les économistes libéraux. Il n'était que trop évident que des hommes appartenant à ce groupe mal habillé et mal nourri dont parlait Roosevelt ne gagnaient au grand maximum que $ 1350 en 1945 et pouvaient donc difficilement faire des économies avec une telle paye, si un déjeuner dans un petit restaurant de troisième ordre coûtait 70 cents.

En 1945, 30 % de la population au bas de l'échelle ne gagnaient que 9 % du revenu national total, tandis que les 10 % du sommet de l'échelle en gagnaient 29 %. C'est un fait que les économistes libéraux ont toujours tendance à négliger dans leurs calculs mirifiques. Une famille gagnant moins de $ 2.000 par an ne va pas acheter les automobiles, les radios et les mille trucs électriques qu'on commence à déverser sur le marché. En outre, les économistes optimistes qui promettaient une prospérité ininterrompue pour au moins cinq années à cause de l'accumulation d'un pouvoir d'achat non utilisé pendant la guerre, ont oublié de tenir compte du phénomène inflationnaire. Or on estime qu'actuellement, environ 40 % de ce pouvoir d'achat a déjà été anéanti par suite de la hausse des prix. Une famille qui l'année dernière pensait s'acheter une auto et avait épargné la somme qu'elle estimait nécessaire pour cet achat, a entre temps, abandonné ce rêve puisque les prix des automobiles ont été augmentés au moins quatre fois au cours de cette dernière année.

Autre phénomène qui inquiète maintenant quelques-uns des économistes si pleins d'optimisme il y a un an : Pendant les années de guerre, le revenu montait plus rapidement que le prix des produits de consommation. Ainsi, au début de 1946 les revenus étaient de 58 % plus élevés qu'en 1941 tandis que les prix n'avaient augmenté que de 25 % par rapport à la même année. Mais en juillet 1946 les revenus étaient à peu près au même niveau qu'en juillet 1945, les prix de produits de consommation ayant augmenté de 11 % entre temps. Le pouvoir d'achat des ouvriers, malgré les grèves victorieuses, a diminué de 15 à 20 % depuis l'année dernière. Une continuation de cette tendance — et tout nous prête à penser qu'elle va continuer — aura des conséquences trop évidentes pour qu'il soit nécessaire d'y insister longuement. La montée des prix réduit donc de plus en plus la marge extraordinaire accumulée pendant la guerre, et d'autre part, si elle n'est pas accompagnée d'une montée correspondante des salaires et des autres revenus elle réduit également le pouvoir d'achat normal.

Mais il y a plus. Si nous avons jusqu'ici parlé uniquement du secteur des produits de consommation, c'est parce que la plupart des économistes bourgeois américains ont traité presque exclusivement de ce secteur dans leurs prédictions de prospérité. Or, on n'a encore jamais vu une période de prospérité durable se basant avant tout sur le secteur des produits de consommation. Le moteur essentiel d'une réelle prospérité a toujours été l'autre secteur de l'économie, celui des produits n'entrant pas dans la consommation, c'est-à-dire des produits de production, des machines, etc. Or, la guerre a vu un énorme élargissement de l'appareil industriel des Etats-Unis. Cet élargissement varie entre les divers secteurs de l'économie, mais on peut estimer que la capacité industrielle s'est accrue de 40 à 50 %. Il n'y a

donc guère de raison pour espérer de grands investissements dans ce secteur pendant les années à venir, d'autant plus qu'avant la guerre déjà, industriels et financiers hésitaient tant à risquer de nouveaux capitaux en investissements que le gouvernement devait intervenir massivement pour compenser, au moins en partie, le manque d'investissements privés.

Il y a un an encore, les journaux discutaient chaque jour des plans grandioses d'expansion élaborés par les grandes industries monopolistes, mais aujourd'hui déjà les pages financières s'étendent sur la réduction massive de ces mêmes plans.

La Bourse de New-York a récemment passé par une période de baisse catastrophique. Le premier jour de ce mouvement de baisse montrait les plus importants déclins de cours depuis la grande débâcle d'il y a quinze ans ; les cours moyens ont été réduits de 20 % en quelques jours. Il semble que le flair des boursiers est dans ce cas encore plus juste que les doctes commentaires des économistes. Il ne semble pas qu'une crise importante va s'abattre sur les Etats-Unis avant un an ou deux — après tout, on est toujours en période de plein emploi et l'appareil de production est utilisé entièrement. Mais après cette période la crise est inévitable (1).

III. — VERS UN PARTI TRAVAILLISTE

NOUS avons essayé d'esquisser sommairement les deux facteurs qui, nous semble-t-il, vont surtout déterminer l'évolution prochaine de la politique ouvrière américaine, et plus spécifiquement le développement d'un mouvement socialiste en Amérique ; le retard dans la conscience de classe du prolétariat, et la crise gigantesque qui va s'abattre sur l'Amérique dans un avenir assez proche. Quelles nouvelles configurations vont sortir de la rencontre de ces deux facteurs?

D'abord il nous paraît nécessaire d'écarter une fois pour toutes l'argument des sectaires, comme quoi l'Amérique n'aurait plus besoin de passer par la phase des partis réformistes, qu'elle pourrait passer tout de suite à un stade supérieur, celui d'un parti socialiste révolutionnaire. A la base de cet argument se trouve toujours le raisonnement simpliste qui déduit la conscience politique de classe immédiatement et directement du niveau de la production. Si on leur demande à ces gens pourquoi un parti révolutionnaire n'a pas pu se développer jusqu'ici, ils répètent à l'infini les arguments classiques sur la trahison des chefs syndicaux et le rôle néfaste d'une « aristocratie ouvrière ». Ils ne peuvent pas admettre qu'ainsi rien n'a été expliqué, le problème étant précisément de comprendre pourquoi les syndicats ne se sont jamais donné que des leaders réformistes. Non, on ne peut pas passer d'un stade où la conscience de classe n'existe pour ainsi dire pas au stade d'un parti socialiste révolutionnaire de masse. Il ne sert à rien de rappeler l'esprit militant des ouvriers, puisque, comme nous avons essayé d'expliquer, cet esprit militant n'est d'aucune façon lié à une conscience plus large. Il est compréhensible que les trotskistes nourrissent de telles idées puisque pour eux une révolution sociale est conduite par une avant-garde qui se servira à un moment donné de l'esprit militant des masses pour les mener à la révolution. Mais des socialistes révolutionnaires qui ont compris qu'il n'y aura jamais de véritable révolution socialiste sans la participation active et consciente de la majorité des ouvriers, pour lesquels socialisme est intimement lié à la spontanéité des masses — et dans les institutions de cette révolution, et dans le parti ou l'organisation destinée de mener la lutte — ne peuvent pas se faire d'illusions à ce sujet. La maturation de la conscience ouvrière peut être accélérée considérablement par des événements historiques qui font faire aux masses un apprentissage rapide, mais il est impossible de sauter simplement par-dessus les phases historiques sans transition aucune.

Nous sommes donc amenés à conclure que ce qui s'impose en Amérique — et ce qui doit se développer si le mouvement socialiste ne reste à l'état de secte — c'est la création d'un parti travailliste indépendant. Un tel parti ne sera en aucune façon un parti révolutionnaire, mais il constituera néanmoins le pas fondamental que les masses ouvrières doivent faire pour se libérer de l'emprise de l'idéologie bourgeoise environnante. Action indépendante de classe, c'est l'essentiel pour dépasser le stade trade-unioniste dans lequel se trouve encore la conscience ouvrière. Un parti de masse — bien que ce parti englobera les éléments extrêmement variés, de vagues libéraux aux trotskistes, des pro-staliniens aux chefs bureaucratiques syndicaux — sera néanmoins un progrès historique fondamental. A condition qu'il englobe réellement des masses ouvrières et que celles-ci y prennent une part active, ne fût-ce que la participation — que nous avons tous jugé insuffisante — aux réunions locales des grands partis réformistes de l'Europe. Un tel parti permettrait pour la première fois aux quelques socialistes révolutionnaires qui maintenant se trouvent complètement en marge, sans contact réel avec ce qui se passe dans les milieux ouvriers, de gagner une audience et une plateforme.

On entend déjà partout — dans des syndicats comme ceux de l'automobile dirigés par un homme qui a des vues d'ensemble assez proches du réformisme européen, comme dans les syndicats des marins, dirigés par des hommes qui ont en grande partie des alliances étroites avec le parti stalinien — des voix qui s'élèvent pour la création d'un « tiers parti ». Je ne pense pas que cette tendance puisse gagner beaucoup d'influence tant que durera la prospérité. Elle sera limitée probablement à des discussions préliminaires entre chefs syndicaux et quelques intellectuels et hommes politiques socialistes et libéraux. Le mouvement ne prendra une réelle envergure qu'au début de la crise. C'est seulement alors qu'il pourra trouver des répercussions dans la conscience des masses. Ce sera bien tard alors, j'en conviens; mais le fait que le mouvement coïncidera avec une période d'ébullition de la société ébranlant toutes les vieilles complaisances et idéologies, sera la garantie qu'il évitera le destin des projets semblables tentés plus tôt en temps « normaux » — c'est-à-dire de devenir de nouveaux appareils bureaucratiques ne différant pas essentiellement des appareils des deux autres partis.

On nous a répondu bien des fois que ce rêve d'un parti travailliste a été poursuivi par les socialistes d'ici pendant bien longtemps déjà et que des tentatives semblables n'ont vraiment pas manqué. Ceci est certainement vrai, mais l'argumentation qui précède — et qui n'a pu être que bien schématique — était précisément destinée à prouver qu'un parti travailliste ne pouvait pas se développer en Amérique aussi longtemps que : 1° la migration intérieure était possible et que la possibilité existait pour l'ouvrier de s'élever individuellement dans l'échelle sociale; 2° la démarcation était profonde entre les ouvriers de vieille souche américaine qualifiés et les nouveaux immigrants et nègres non qualifiés; 3° la crise ne frappait pas trop durement à cause des grands marchés intérieurs agricoles dont disposait la bourgeoisie et de l'existence d'un marché mondial permettant l'exportation libre de capitaux et de marchandises; 4° l'Amérique pouvait se permetre le luxe d'une bureaucratie à caractère « progressif » qui pour un certain temps pouvait, d'une part, essayer de régulariser l'économie par une intervention étatique, et, d'autre part, donner aux ouvriers une réelle amélioration de leur condition.

Tous ces facteurs ne jouent plus aujourd'hui. Il n'y a plus de migration intérieure; le rêve d'arriver par son propre effort est chaque jour démenti par l'accroissement de l'influence des monopoles sur la vie économique; depuis la création du C. I. O. les divergences d'origine et de qualification dans la classe ouvrière tendent rapidement à diminuer, Reste l'intervention étatique. Ici il nous semble que l'expérience Roosevelt a montré qu'il est impossible à la longue de contrôler, par l'intervention d'une bureaucratie bénévole, les forces erratiques qui tendent à briser l'édifice de la société américaine. Il est impossible de faire comprendre aux capitalistes — puisqu'ils sont, eux aussi, non pas « libres » mais gouvernés par les lois de la concurrence — qu'il serait de leur propre intérêt, suivant les théories chères aux adeptes de feu Lord Keynes, de payer des salaires et des impôts plus élevés et de limiter leurs excès pour le « bien commun ».

Partout dans le monde nous assistons au remplacement plus ou moins rapide de l'économie capitaliste « libre », gouvernée par les lois du marché, par une économie dirigée. Le problème qui se pose aujourd'hui n'est plus « capitalisme libre ou socialisme », mais uniquement : quel genre d'économie dirigée et dans l'intérêt de qui.

Si le gouvernement ouvrier ne prend pas l'initiative dans la période à venir, s'il ne développe pas au moins assez de force pour neutraliser effectivement l'assaut réactionnaire, nous allons vers un fascisme américain qui lui, contrairement au New-Dealisme bénévole, saura imposer sa volonté à toute la société et au capitalisme.

Le New Deal n'est plus capable d'accorder des réformes substantielles comme il l'a fait dans la première période de Roosevelt — la limite des concessions a été à peu près atteinte. Si on va plus loin, les capitalistes « feront la grève », c'est-à-dire cesseront temporairement d'investir et d'accumuler. Il est incapable d'affronter une grande crise économique puisqu'il n'a pas de base réelle et solide dans les classes décisives de la société. Le mythe du dirigisme bénévole est donc en train de mourir.

Nous n'avons pas analysé ici les facteurs importants qui eux aussi vont influencer d'une façon décisive l'évolution de l'Amérique ouvrière dans les années à venir les nouvelles classes moyennes, employés, etc. et leur importance capitale en Amérique, nous n'avons pas parlé des agriculteurs, des questions raciales et, surtout, de la politique extérieure et du rôle mondial de l'impérialisme américain. Qu'on ne prenne donc cette étude que comme une première indication de quelques tendances importantes et non pas comme un traitement complet de tous les facteurs qui influenceront l'avenir de la société et de la classe ouvrière américaines. Un jour il sera peut-être possible de suivre le raisonnement ébauché ici dans d'autres études plus détaillées.

Résumons la thèse de cet exposé : la classe ouvrière américaine se trouve, pour des raisons historiques bien définies, dans un stade de conscience bien inférieur à celui de l'Europe et cela malgré le potentiel économique et industriel énorme et le degré élevé de concentration capitaliste qui existent dans ce pays. Une crise de proportions inouïes va frapper les Etats-Unis dans un avenir pas très éloigné. Peut-être déjà avant, mais certainement pendant cette crise va se développer un tiers-parti, un parti travailliste, comme expression du mécontentement ouvrier contre les deux grands partis politiques existants, qui ne posséderont plus la « marge de concessions » dont Roosevelt pouvait encore se servir. De la rencontre entre la crise de la société et la maturation de la conscience ouvrière dans un parti indépendant de masse pourront se développer des perspectives socialistes encourageantes. Si celles-ci ne se développent pas assez rapidement et avec assez de force, la société américaine ira vers un stade fasciste, puisque l'économie libérale de la libre entreprise n'est plus en état d'assurer la continuation ordonnée de la voie économique, et puisque d'autre part, un dirigisme bénévole « à froid » ne trouvera jamais assez d'appuis pour lui permettre de s'affirmer réellement contre tous les courants antagonistes de la société en crise.

Louis CLAIR (New-York).

(1) Nous ne traitons pas ici de la question des exportations ; cela romprait le cadre étroit qui nous est assigné pour cette étude. Qu'il suffise de rappeler que les possibilités d'exportations massives de marchandises et de capitaux, pour compenser le manque d'absorption du marché national, sont encore moins bonnes aujourd'hui qu'elles n'étaient il y a un an. Les conditions politiques instables en Chine et dans le reste de l'Asie éliminent pour l'instant les plans d'expansion gigantesque qu'on avait échafaudés à ce sujet pendant la guerre. Il est certain, en tout cas, que les exportations ne pourront jamais, dans les années à venir, atteindre une importance qui permettrait de compenser le manque d'absorption du marché national.

Deux nouveaux cahiers

SPARTACUS

●

Victor SERGE

Le nouvel Impérialisme Russe

52 Pages, 25 Fr. ; franco : 28 Fr.

●

Suzanne CHARPY

PRENDRONS-NOUS LES USINES ?

DES COMITÉS D'ENTREPRISES
A LA GESTION COLLECTIVE

36 Pages, 20 frs ; franco 22 frs

TÉMOIGNAGES

5 ans en Russie Soviétique

150.000 Juifs polonais ont vécu pendant la guerre, la vie du peuple russe.

Deux d'entre eux parlent ici.

J'ÉCRIS encore sous l'impression que m'ont produite mes entretiens avec deux Juifs polonais, qui ont vécu en Russie pendant toute la durée de la guerre. Pendant leur séjour dans ce pays ils ne se sont point rencontrés, mais il se trouve qu'ils sont tous les deux originaires de la province de Lublin. Au cours de l'automne 1939 tous deux résidaient dans l'Ukraine Occidentale qui fut occupée par les Russes. Tous deux également exercent le métier de tailleur. L'un d'eux est un ex-communiste. En 1939 il avait vingt-cinq ans. Le second a à peu près le même âge. Le premier ruse au cours de l'entretien ; il répond brièvement aux questions, et, partout où il le peut, il met en évidence les aspects « positifs » de la vie au pays des Soviets. Parmi ceux-ci, par exemple, il n'a pas manqué de me signaler qu'il fut bien nourri durant les onze mois d'emprisonnement ; avec cela il est passé par trois ou quatre prisons en commençant par celle de Kovel ; ensuite il resta huit mois dans la prison de Kherson, après à Odessa et enfin à Kharkov. Ensuite il fut condamné à dix ans de travaux forcés ce qui lui valut d'être envoyé dans un des camps de la région de Sverdlovsk où il travailla dans les coupes de bois. Il fut libéré de ce camp en 1942 conformément au traité conclu avec le général Sikorski.

Pourquoi fut condamné notre interlocuteur? Lors de son séjour à Kovel, où il travaillait comme docker, il eut l'idée de retourner chez lui à Lublin où était restée toute sa famille. A cette époque 1939-1940 on passait fréquemment la ligne de démarcation. Mais notre interlocuteur n'eut pas de chance. Il fut surpris du côté russe, arrêté et accusé d'espionnage. Dans les quatre prisons où il fut détenu jusqu'à son transfert au camp, il fut continuellement emprisonné avec d'autres citoyens polonais qui étaient tous accusés d'espionnage, accusations ne reposant sur aucune preuve. Il y avait parmi ses co-détenus quelques communistes polono-ukrainiens qui avaient connu déjà des prisons de Pologne et qui en furent libérés par les Russes au moment de l'avance de ceux-ci en Ukraine occidentale. Il furent à nouveau arrêtés par les troupes russes, car ils devaient au préalable démontrer qu'ils n'étaient pas des espions polonais.

Ainsi, intellectuels et officiers polonais, artisans juifs, communistes ukraino-polonais, étaient tous rassemblés en un seul tas humain. Bientôt des nouveaux effectifs s'ajoutèrent à eux ; c'étaient des communistes juifs polonais qui s'étaient enfuis en zone russe d'où on les avait envoyés travailler dans le bassin du Donetz. Les conditions de vie régnant là-bas ne leur convenaient pas et, après avoir abandonné d'eux-mêmes le travail, ils rentrèrent en Ukraine occidentale où ils furent arrêtés.

Notre interlocuteur en fin de compte comparut devant un tribunal constitué par une « troïka » (triumvirat) qui le condamna aux travaux forcés ; il paraît qu'à ce moment-là les juges admirent qu'il était probable que cet homme avait tenté de se rendre auprès de sa famille et n'avait pas intention d'espionner ; mais comme il ne pouvait pas le démontrer, il devait être condamné.

Notre témoin considère son séjour dans les prisons comme étant la période la plus favorable de sa vie en Russie : « Là-bas on nous nourrissait bien et on ne nous obligeait pas à travailler», dit-il. Il est vrai qu'il n'y avait pas assez de lits pour les détenus. Lui-même dormait sur des planches posées sur la carcasse d'un lit ; au point de vue propreté, tout n'était pas convenable non plus ; mais sans doute, par comparaison avec ce qu'il vit plus tard au camp, le séjour en prison laisse chez lui jusqu'à présent le souvenir d'une période de vie supportable.

Ces deux personnes ont été étonnées, entre autre, par le fait que la fouille sévère qui leur fût appliquée fut exécutée par des femmes. Ce sont des femmes qui les déshabillèrent et perquisitionnèrent jusqu'aux endroits les plus intimes. Il paraît que les détenues femmes sont fouillées par des hommes. Mes témoins ne comprennent pas jusqu'à présent pourquoi il en est ainsi, mais ils croient sincèrement qu'il en fut toujours de même en Russie. Ils écoutent avec scepticisme mon affirmation d'après laquelle, tout au moins au cours de la première décade de l'existence du pouvoir des Soviets, il n'y avait pas de pareils procédés (avant la révolution non plus). L'un d'eux raconte qu'il dut une fois passer en Sibérie dans des baraquements de quarantaine. Ils furent lavés dans des bains très perfectionnés qui venaient d'être construits ; des femmes nues, exerçant les fonctions de baigneuses vinrent les laver. En même temps la cohabitation des femmes et des hommes dans des camps de travaux forcés est sévèrement interdite.

Ainsi, après un séjour de onze mois en prison, mon premier témoin fut transféré dans un camp de travail dans la région de Sverdlovsk, qui faisait partie d'une exploitation forestière. Il connut l'existence de cinq autres camps dans les environs. Dans son camp il y avait quelques milliers de détenus hommes et femmes de nationalités différentes. Les Russes étaient les plus nombreux, mais il y avait aussi beaucoup de Tziganes, Caucasiens, Tartares, Juifs, Tchèques, Polonais, etc. Il y avait des intellectuels et des ouvriers, des détenus politiques et de droit commun. Parmi ceux-ci on classe les véritables prisonniers de droit commun, les bandits et les voleurs, mais aussi toutes sortes d'autres personnes : petits commerçants vendant en fraude, personnes ayant donné ou accepté un pot-de-vin, etc. Une proportion très forte de ces détenus est constituée actuellement par des ouvriers accusés d'avoir« porté atteinte à la discipline du travail. »

Toute l'administration du camp, à l'exception du commandant en chef, est formée par des prisonniers; une femme médecin était également une détenue.

Le premier mois, la ration de pain était de 500 grammes; pendant cette période des « spécialistes » leur montraient comment il fallait travailler. Au cours du mois suivant ils devaient déjà obéir au réglement général, suivant lequel chaque détenu avait droit, en échange de douze heures de travail, a une ration de base de 300 grammes de pain, deux soupes à l'eau et un peu de gruau ; tout le reste était proportionné au rendement. Ainsi certains détenus obtenaient 500 grammes de pain, d'autres 700 grammes, et certains arrivaient même à un kilogramme ; la qualité du reste de la nourriture croissait proportionnellement à cette quantité de pain. Ainsi les prisonniers qui touchaient 700 grammes de pain recevaient, par exemple, une soupe provenant d'une autre cuisine, de qualité plus nourrissante, un peu de poisson et même des « galouchkis » (espèce de pâte de farine préparée à la mode ukrainienne).

A la suite de ce régime une grande majorité des détenus était épuisés à l'extrême et la mortalité par inanition était très grande. Le second témoin raconte qu'il vit dans des douches des femmes nues dont l'amaigrissement était si terrible que même à présent il ne peut s'en souvenir sans effroi. Le premier interlocuteur fait remarquer que sous ses yeux moururent beaucoup de

Polonais et beaucoup de Juifs qui ne voulaient ou ne pouvaient travailler à une allure de record. Les deux témoins affirment en parfait accord que ceux qui réussissaient à travailler efficacement, malgré l'épuisement, résistaient mieux parce qu'en ce cas la nourriture était considérablement meilleure.

Le travail était égal pour les femmes et les hommes, pour les détenus de « droit commun et les politiques».

Au camp, non seulement il n'y avait pas de cuillères et de fourchettes, mais on manquait complètement de toute vaisselle, de gamelles ou d'assiettes. Il fallait attendre son tour pour recevoir un récipient dans lequel on versait la soupe. Et voilà qu'un des témoins raconte un épisode caractéristique : il était revenu affamé du chantier forestier. Il ne possédait point de gamelle lui appartenant en propre et il attendait avec patience que son voisin ait terminé d'avaler sa soupe. Après cela il alla recevoir de cette même soupe ne fut-ce que pour se réchauffer un peu après la gelée. A peine était-il assis qu'il vit accourir vers lui un gaillard criant : « Eh Abracha ! (c'est là le sobriquet général désignant les Juifs dans les camps) ... ta mère ! donne-moi ta gamelle ! »

puis immédiatement il le frappa à la figure renversant la soupe sur le sol, et s'empara de la gamelle. — « J'aurais pu lui répondre de la même façon, dit le témoin, mais je savais qu'il n'était pas seul ; il y avait des bandes entières de ces « blatnyés » (genre de bandits) ; même l'administration les craignait : — Le Narkomblat est supérieur au Sovnarkom. » (Le Commissariat du peuple des blatnyés exerce un pouvoir plus efficace que celui du Conseil des commissaires du peuple) disent les concentrationnaires. — « Si je m'étais battu avec lui j'aurais pu être tué au cours de la même nuit ». Ainsi, continue le même témoin, « nous revînmes une fois du travail pour nous entendre dire que l'homme de garde, chargé de recevoir le pain pour tout le bloc, avait déclaré que tandis qu'il entrait chargé de pain il fut attaqué par les « blatnyés » qui lui enlevèrent toutes les rations. Nous nous couchâmes affamés et personne ne songea à porter plainte. » D'ailleurs, les autorités étaient au courant de ces faits et ne réagissaient pas, car tout le monde avait peur de ces gens. L'autre interlocuteur ajouta que dans son camp les « blatnyés » attaquaient non pas des hommes de garde, mais assiégeaient la nuit les fournils et s'emparaient de tout le pain. « Que faisaient-ils de cette masse de pain? » demandai-je. « Ils l'échangeaient contre de la vodka... » répondit le témoin.

C'est précisément ce ramassis, parmi lequel il y avait souvent des sans-asile, mineurs évadés des maisons d'enfants, qui fut amnistié pour se rendre au front où on les envoyait sans préparation militaire. On disait qu'au front ils apprendraient bien à tenir un fusil.

IIII

Les deux témoins affirment qu'il n'y a jamais eu aucune amnistie pour les condamnés politiques russes ; par contre il y en eut plusieurs pour les détenus de droit commun. Ainsi, pour certains d'entre eux qui assuraient un triple rendement quotidien, la peine était souvent réduite au tiers. Il en était de même pour ceux qui se montraient particulièrement « soigneux » au travail, etc. Il est rare que ces « droits communs » accomplissent leur peine ; ou bien ils meurent rapidement pour ne pas avoir su s'adapter à la vie du camp ; ou bien ils travaillent « efficacement » et réduisent ainsi leur peine ; ou bien enfin ils réussissent à occuper un bon poste dans lequel non seulement la vie leur devient plus aisée, mais où ils se transforment jusqu'à un certain point eux-mêmes en « chefs » ; arrivés à ce point les loups ne se dévorent pas entre eux.

A ce point de vue il est curieux de suivre l'odyssée de notre second témoin. En attendant signalons, que les citoyens polonais détenus dans les camps furent tous libérés en 1942 conformément au traité conclu avec Sikorsky ; ensuite ils pouvaient aller où ils voulaient.

Mes deux interlocuteurs sont d'accord pour dire qu'au cours de la guerre en Russie on estimait, suivant les bruits qui circulaient aussi bien dans les camps que parmi les hommes en liberté, le nombre des concentrationnaires à 30 millions.

Je désirais connaître l'histoire de notre second témoin : « Comment êtes-vous arrivés en Russie? »

« Je ne suis pas du tout arrivé chez eux, » répond-il « ce sont eux qui sont arrivés chez moi. »

« Je me trouvais par hasard en Ukraine occidentale en 1939 où je séjournais auprès de parents. Lorsqu'arrivèrent les Russes, je restai dans cette région. Puis quelques mois se passèrent. Le désir me prenait de revoir ma famille qui était restée près de Lublin. Puis ma mère me demanda de retourner, disant que nombreux sont ceux qui reviennent, que les Allemands n'entreprennent rien contre les Juifs, qu'à de pareilles époques il vaut mieux se tenir tous ensemble. Or, précisément vers ce temps là parvinrent chez nous des garçons juifs, originaires de Pologne, qui, quelques mois auparavant, étaient partis travailler volontairement en Russie.

« Je ne sais plus où ils avaient résidé, seulement bientôt ils réapparurent dans notre ville, affamés, loqueteux et hirsutes. Ils avaient d'eux-mêmes abandonné leur lieu de travail. Tout cet ensemble de circonstances m'amena à m'inscrire officiellement pour mon retour chez nous à Lublin. Nous fûmes assez nombreux à nous faire enregistrer dans ce but mais bientôt nous fûmes tous arrêtés et transportés en tant que « transférés spéciaux » en Sibérie, bien loin au delà de l'Obi. »

Lorsque ces « transférés spéciaux » arrivèrent à leur lieu de destination, ils y rencontrèrent d'autres Juifs polonais du nombre de ceux qui en 1939 s'étaient fait enregistrer volontairement pour se rendre au travail. Nombreux furent d'ailleurs ceux qui reconnurent des membres de leurs familles parmi les nouveaux arrivants.

Le travail commença dans ce nouveau séjour et se trouva être tellement pénible, en plus des conditions matérielles difficiles, que notre témoin décida de s'évader. Il fut repris et condamné à dix ans de travaux forcés qu'il commença par subir dans l'Oural, également dans la région de Sverdlovsk.

« Dans cette région il y a partout des camps », expose-t-il. Il commença par travailler dans des mines de fer. Son équipe descendait dans les galeries à 5 heures du matin. Et voilà que fréquemment, avant de descendre, il lui arriva de voir des mineurs russes « libres » qui dormaient en tas sur le pavé à côté de l'entrée du puits. Par curiosité il demanda pourquoi ils dormaient ici. On lui répondit que les mineurs arrivent au travail sans savoir l'heure, immédiatement après s'être réveillés au hasard, parce qu'ils n'ont pas de montre, et qu'ils craignent d'arriver en retard ; en effet, un retard de vingt minutes, surtout s'il se répète une seconde et une troisième fois, entraîne une condamnation à des années de travaux forcés.

Notre témoin fut bientôt transféré de la mine vers une fonderie où travaillaient quelques milliers d'ouvriers. La plupart d'entre eux étaient des métallurgistes russes condamnés pour toutes sortes d'atteintes à la « discipline du travail » ; par exemple, pour être arrivé en retard, pour une absence non motivée, etc. Il suffit qu'un homme se saoûle ou ne vienne pas travailler pendant quelques jours pour qu'il doive dire adieu à la liberté et être déporté dans un camp de travail. Là-bas il travaillera douze heures par jour et recevra une ration de base de 500 grammes de pain ; les autres suppléments seront proportionnés à l'intensité de sa production. Dans cette fonderie travaillaient également de nombreuses femmes qui étaient jeunes pour la plupart et qui s'étaient rendues coupables de futiles délits dans le travail ou de quelques vols bénins dans les usines.

Le travail et les conditions de vie dans cet établissement étaient tellement pénibles que bientôt les forces corporelles de notre témoin furent ébranlées. Il tenait à peine sur ses pieds, mais il comprenait que s'il ne mobilisait pas toutes ses forces il irait rapidement à la mort. Or voilà que précisément, arriva dans cette usine une commission sanitaire envoyée par les pouvoirs centraux ; il y avait parmi ses membres une Juive déjà âgée, exerçant les fonctions de médecin. Notre témoin réussit à avoir un entretien avec elle ; elle promit de le désigner pour un travail moins épuisant et en effet lui remit un certificat médical en ce sens. Pourtant, malgré ce certificat qu'il fourra sous les yeux de divers chefs, il fut maintenu à la même besogne ; mais ses forces baissaient continuellement et ses « salaires » diminuaient également.

C'est alors qu'au moment où il lui semblait que tout était perdu, il reçut un conseil précieux d'un jeune garçon roumain qui travaillait à côté de lui : « Efforce-toi de t'introduire dans l'atelier de tailleurs ; il se trouve à côté de la division voisine ; il y a déjà là au travail deux des vôtres, des Juifs polonais. »

Alors notre témoin rassembla ses dernières forces, et tenant à peine sur ses pieds, tenta de se faire transférer dans la division voisine où le travail était plus pénible encore. Là-bas il devait soulever et poser sur des wagonnets des moules pleins de fonte fondue. Le poids était souvent au-dessus de ses forces et le faisait chanceler ; mais bientôt, il réussit à trouver l'atelier des tailleurs. En effet deux Juifs polonais y travaillaient. Il réussit aussi à s'y faire admettre grâce au chef, un Juif russe, qui le prit en pitié voyant son aspect épuisé. Et voilà que la situation de notre interlocuteur se modifia radicalement. Le travail y était plus aisé et la nourriture meilleure ; il eut entre les mains des objets pouvant être troqués, tels que fil, boutons, aiguilles, etc. ; en outre il ne dormait plus sur le pavé, mais sur un lit. « Allez donc comprendre cela, dit-il, lorsque j'étais à un travail terriblement pénible, je dormais par terre, tandis qu'en exerçant une besogne plus facile, j'avais droit à un lit. Comment coordonner tout cela ! »

Dans cet atelier des tailleurs il récupéra bientôt des forces et se trouva être lui-même jusqu'à un certain point un petit chef : « Si le cuisinier a besoin d'un travail de confection, il vient te trouver et t'apporte quelque chose à manger ; il en est de même pour le boulanger. Je pouvais déjà passer un morceau de pain à mes co-détenus ou bien l'échanger contre de la vodka ». Il en était également ainsi avec les autres concentrationnaires : ou bien ils n'arrivaient pas à supporter le régime et périssaient, ou bien ils travaillaient à « la Stakhanov » et s'alimentaient mieux ou enfin ils réussissaient à se faire admettre comme « chefs » et alors ils jouissaient de certains privilèges relatifs.

Dans la fonderie qui fut décrite par le témoin, travaillaient beaucoup de détenus politiques condamnés conformément à l'article 58, c'est-à-dire « éléments dangereux au point de vue social » (autrement dit, condamnés politiques de toutes les nuances). Ils « partageaient en tout » le sort des autres emprisonnés (sauf l'amnistie).

Notre interlocuteur fut libéré du camp en tant que citoyen polonais, conformément à l'accord conclu avec le général Sikorski et gagna l'Ousbekistan pour y résider.

Il expose dans les quelques lignes suivantes la vie dans cette région, telle qu'il put l'observer jusqu'en 1944, date à laquelle il fut mobilisé dans l'armée polonaise.

« Après être sorti du camp j'arrivai dans l'Ousbekistan et j'essayais de me choisir un travail convenable. Je savais déjà qu'il était impossible de vivre en recevant uniquement son salaire ; celui-ci suffisait juste à payer les denrées rationnées, or, il était impossible de vivre en ne consommant que celles-ci. Il fallait bien trouver quelque moyen d'exister. »

C'est ainsi qu'il entra comme tailleur dans une fabrique de confection ; il parla avec le directeur qui lui conseilla de s'embaucher dans cette fabrique en lui promettant de l'aider. « Comment ferai-je pour vivre avec mon salaire? » demanda-t-il au directeur. « Vous aurez 900 gr. de pain blanc ; vous en vendrez une partie sur le bazar et ainsi vous vivrez ». En effet le pain sur le marché coûtait 200 roubles le kilogramme. « Mais je n'ai pas droit à 900 grammes de pain, mais à 300 seulement », dit l'ouvrier. En réponse le directeur lui rétorqua que ceci dépendait de la direction et qu'il voulait bien lui remettre un certificat attestant que deux personnes vivaient avec lui. Il se trouve qu'en Russie les cartes de ravitaillement n'étaient pas remises par la police ou les autorités municipales, mais bien par le chef de l'institution où la personne travaillait. Et en effet notre témoin commença à toucher une triple ration de pain.

Par la suite il se décida à chercher un sort meilleur et entra dans le « Raïzemotdiel » (Section agraire du district) où il fut attaché au département hippique. Son salaire mensuel s'élevait à peine à 120 roubles, c'est-à-dire, au prix d'une livre de pain. Mais l'administrateur ici aussi lui promit qu'il lui donnerait la possibilité d'acquérir quelques gains supplémentaires. Un peu plus tard on mit à sa disposition un couple de chevaux pour assurer les communications avec les kolkhoses .

Plus tard notre témoin dut rendre fréquemment visite aux kolkhoses environnants pour régler les affaires du « Raïzemotdiel ». Il se confectionna un sac et jamais il n'arriva que l'administration du kolkhose le laissât partir les mains vides, car il était déjà une espèce d'« autorité ». Dès la première fois on lui fourra dans son sac, du millet, de la farine et immédiatement il sentit sa situation se raffermir. Une autre fois on lui chargea un chariot de détritus de coton qui sont utilisés dans l'Ousbekistan comme combustible. C'était là aussi un revenu. Voilà comment il se mit à vivre, comme le font tous les citoyens soviétiques. Il s'organisa un potager, et en général, relativement, ne pouvait pas se plaindre si ce n'était le fait que son travail manquait de sécurité. Ses fonctions l'amenaient souvent à se rendre dans les kolkhoses pour réquisitionner des chevaux. Or dans cette région les chevaux en été paissent dans la steppe. Lorsque parvenait l'ordre de rassembler les chevaux, on allait les réunir dans la steppe ; mais souvent alors, les « basmatchis », (réfractaires s'occupant de banditisme) descendaient des montagnes où ils s'étaient réfugiés depuis la mobilisation des hommes ; ils s'emparaient par la force de troupeaux entiers de chevaux. Évidemment des victimes tombaient en pareils cas. Or, notre inter-

locuteur dans ces conflits se trouvait être le représentant du pouvoir. Il comprenait très bien qu'un beau jour il paierait cela de sa tête. En effet, les « basmatchis » avaient acquis là-bas une telle puissance que pour lutter contre eux on avait fait venir des troupes spéciales.

Puis en général notre témoin croyait que le régime n'était pas solide, qu'il pouvait brusquement être ébranlé en raison du grand mécontentement qu'il put observer. « Comment les gens auraient-ils pu être satisfaits, » dit-il. « La région est merveilleusement fertile. On peut élever trois récoltes par an. Et pourtant la population est complètement ruinée. Les hommes étaient au front ou réfractaires dans les montagnes. Les quelques rares paysans qui restaient travaillaient de l'aube au crépuscule dans les kolkhoses ; quant aux petits lopins de terre qui leur ont été laissés auprès de leurs habitations, il les cultivaient la nuit, au clair de la lune. Mais le poids principal du travail repose sur les femmes ; il y a également des enfants qui travaillent. »

Notre témoin assure qu'il a vu des enfants de sept à huit ans travaillant déjà la terre. Il lui est arrivé également d'observer dans l'Ousbekistan un kolkhose composé d'Ukrainiens amenés là-bas autrefois en tant qu'anciens koulaks. « Ceux-ci vivotaient doucement, dit-il, ils se sont adaptés ». Mais en général, la vie lui paraissait prendre une telle allure qu'il était plus raisonnable de s'esquiver au plus tôt pour garder la tête sur les épaules, c'est ce qu'il fit en entrant dans l'armée polonaise.

Un Ploutocrate chez Staline

(D'après le reportage de William WITHE[1])

UN ECHO DES MINES

Nous avions des chambres confortables à l'aéroport d'Omsk, cependant, je ne sais pour quelle raison, je ne pus dormir, si bien que vers les 2 heures, je sortis sur la pointe des pieds, et descendis vers la salle d'attente vide pour y fumer une cigarette.

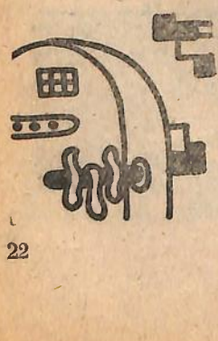
Seulement... elle n'était pas vide.

Il y avait étendues sur les banquettes deux personnes vêtues de kaki, c'étaient deux Américains ! Ils me dirent qu'ils étaient conseillers techniques sur de vastes chantiers pour une installation de guerre. Une mine loin dans le nord. « Et comment cela va avec les Russes ? demandai-je. » « Très bien, le premier jour. » On vous dit que la semaine suivante on vous invitera à dîner, mais nous n'en avons plus jamais entendu parler, bien qu'un ou deux se soient excusés par la suite. Il semble qu'un mot d'ordre ait été passé comme quoi il était contraire à la politique du gouvernement d'avoir des relations avec nous. Dans le travail ce sont de bons garçons tout de même...

Comment font-ils marcher leurs mines ? Sûr, ils font les choses tout autrement que nous. Donnez à un enfant américain un Mécano, il commencera à faire sa construction par le bas et l'élèvera progressivement. Mais ces Russes, ils commencent toujours par le haut, ils construisent d'abord le toit, puis ils le montent par en dessous. « Mais d'abord, avant tout, dit l'autre, ils installent toujours une tribune pour y faire des discours, et y suspendent de grands portraits de Staline et de Lénine. »

LE TRAVAIL DES FORCATS

« Est-ce que leurs ingénieurs connaissent bien leur affaire ? demandai-je. » « Quelques-uns, répond Tex. Les meilleurs sont ceux du N.K.V.D. »



« Mais le N.K.V.D. n'est-ce pas la police secrète? » « Bien sûr ! Mais vous savez qu'il y a toujours de 10 à 15 millions de personnes en prison en Russie et qui ne sont pas soumises au même régime pénitentiaire que le nôtre. On en fait des troupes de travailleurs forcés, et le N.K.V.D. qui en a la charge s'est constitué un bon état-major d'ingénieurs, ils prennent une entreprise de travaux publics et fournissent à la fois les ingénieurs et le travail des détenus. Sur nos chantiers il y a environ 70.000 travailleurs, la moitié sont des détenus. La plupart sont des femmes ; au travail elles sont sous la surveillance des gardes. »

La situation des détenus vaut, en elle-même qu'on s'y arrête. Lorsque quelqu'un est arrêté on n'entend plus parler de lui. Si votre femme vous aime réellement et qu'elle s'occupe à fond de vous peut être que dans trois mois elle pourra découvrir où l'on vous a emmené et quelles charges pèsent sur vous. Alors, si elle engage un avocat elle pourra obtenir le droit de correspondre avec vous, c'est-à-dire qu'elle vous écrira une fois par mois, et que vous pourrez lui écrire deux fois. « Les prisonniers politiques sont le plus durement traités dit Ed. Ils restent habituellement dix ans sans pouvoir écrire. » « Si vous échappez au typhus, reprend Tex, et que vous soyez encore en vie à la fin de votre condamnation, on vous relâche, mais votre passeport est barré d'un trait rouge, ce qui signifie que vous ne pourrez jamais obtenir un logis ni un bon travail, il vous faudra vous déplacer tout le temps. » « Dis-lui comment les ouvriers de notre entreprise sont logés, dit Ed. » « Eh bien ! ils creusent une fosse d'environ 3 mètres de profondeur, 6 mètres de largeur et 30 mètres de long. Puis ils y font par-dessus un toit en troncs de pins. Les matelas sont posés à même sur la boue froide du sol... Le dernier mois où nous y étions, sur nos 70.000 travailleurs, 5.600 sont morts du typhus... »

LES NOUVEAUX SEIGNEURS

A Novosibirsk, capitale de la Sibérie, on nous emmène, à une dacha, mot russe qui signifie résidence pour quelqu'un qui habite normalement en ville. Elle brille, toute blanche et toute neuve, adossée aux grands arbres qui l'entourent, et elle a vue sur les eaux de l'Obi l'un des plus grands fleuves du monde. Cette demeure ne se distingue en rien des luxueuses propriétés qui bordent l'Hudson. Elle possède une troupe de domestiques aussi importante. Les pièces sont aussi vastes, aussi propres et aussi claires.

(1) Lire les numéros 1, 2 et 3 de Masses.

Dès le premier soir, après un grand dîner, notre hôte Michael Kalougin, secrétaire du Parti communiste pour la Sibérie, nous fit descendre au fleuve et prendre place à bord d'un bateau à vapeur d'un blanc éblouissant. Le soleil était encore ardent, et ne devait pas se coucher avant 10 heures. Mick nous entraîna vers un groupe de chaises longues, juste sur le devant du pont. Un orchestre militaire aligné sur le gaillard qui nous faisait face commençait à jouer lorsque le bateau se mit en marche. L'orchestre était magnifique et ce n'était pas étonnant car c'était l'orchestre officiel de l'armée rouge; des musiciens choisis pour leur talent parmi les meilleurs artistes russes. Leurs uniformes étaient sans tache. La moitié d'entre eux jouait d'un instrument, l'autre moitié formait un chœur mâle parfaitement entraîné, de peut-être 30 voix. Le grand fleuve résonnait des chants de marche de l'armée rouge, et des vieilles mélodies populaires russes qui vous brisent le cœur.

Lorsqu'ils s'arrêtaient, pour se reposer, un autre orchestre qui était sur l'arrière, hors de notre vue, se mettait à jouer : « Avez-vous jamais vu quelque chose de pareil, me chuchota l'un des journalistes. Quel millionnaire américain aurait pu nous installer dans une demeure estivale comme celle-ci, nous gorger de mets aussi rares et nous régaler d'un concert sur un grand yacht, non pas avec un orchestre, mais avec deux? Connaissez-vous quoi que ce soit de semblable. »

... Les membres haut placés du Parti, qui exercent maintenant le pouvoir des Romanov, se sont installés à la fois dans les palais et dans les privilèges de la vieille aristocratie, et ils boivent tout autant de champagne. Mais personne ne peut prétendre qu'ils ne justifient pas leur existence par un travail dur et utile pour le compte de l'État et qu'ils ne sachent pas accepter les responsabilités du commandement. Les distinctions de classes sont en train de se développer rapidement en Russie, mais pour l'instant du moins ces distinctions dépendent du travail et du succès...

LE MANIEMENT SOCIAL

Nous volons maintenant vers le sud au-dessus de l'aride et immense république soviétique du Kazakstan. Au-dessous de nous sont les tristes fermes coopératives où ont été envoyés en 1939 et en 1940 des centaines de mille familles bourgeoises en provenance des états baltiques et des provinces orientales de la Pologne à l'époque où la Russie annexait leurs patries. Si l'on veut comprendre pourquoi ces pays votèrent à des majorités allant jusqu'à 9 contre un, pour l'union avec l'État soviétique, après avoir été occupés par l'armée rouge, il est nécessaire de savoir la signification du terme de « maniement social » (social engineering) dont le mot fut d'abord inventé, puis la chose appliquée par le parti communiste.

Les Communistes estiment que dans les régions nouvellement occupées beaucoup de personnes ne peuvent s'adapter au régime soviétique. Les moins adaptables sont ceux qui étaient des gens aisés dans le régime précédent. La liste noire soviétique contient donc tous ceux qui occupaient des postes de confiance dans l'ancien état, fonctionnaires publics, employés de l'État, agents de la police locale et, naturellement les grands propriétaires fonciers ainsi que les industriels, les marchands et les paysans parvenus à une belle situation. En tête de liste sont les fonctionnaires des syndicats. Les chefs appartenant à ces diverses catégories sont immédiatement arrêtés et déportés, le menu fretin est pris plus à loisir au cours des mois suivants.

On ne les tue que rarement. Le maniement social est une science où il n'y a pas de place pour le sentiment de la haine, et le meurtre est peut-être inutile. En conséquence, les membres des classes à supprimer sont habituellement condamnés à dix ans de camp de travail.

Entre temps, on procède à la réalisation des plans établis pour les élections. Ayant fait place nette de tous les « ennemis du peuple », l'appareil de propagande soviétique se met en mouvement. Propagande dans laquelle l'armée rouge prend une part éminente. Dans chaque circonscription il n'y a qu'un seul candidat approuvé par les communistes. Un effort extraordinaire est fait pour amener les gens à voter. Les drapeaux, les manifestations et les discours font connaître que tous ceux qui n'iront pas aux urnes se déclareront par là même les ennemis du nouvel état.

Le plus curieux, de tout cela de notre point de vue d'occidentaux, c'est que les soldats de l'armée rouge d'occupation ont le droit de participer à ces élections.

Une fois arrivé devant l'urne l'électeur reçoit un bulletin et on lui dit qu'il peut, soit le mettre dans l'urne, soit se retirer derrière un rideau, et changer l'inscription du bulletin. Inutile de dire que s'il va derrière le rideau, on s'en souviendra. Peu y vont.

L'Assemblée constituée par les délégués ainsi élus se réunit quelques jours plus tard. Dans la Pologne occupée de telles assemblées passèrent des résolutions standardisées répudiant l'ancien gouvernement, demandant l'admission dans l'Union soviétique, confisquant les grandes propriétés et louant notre « grand chef Staline ».

En plus des 180.000 prisonniers de guerre polonais, on estime à un million et demi le nombre des civils qui furent enlevés de Pologne dans les premiers mois de 1940, en exécution du programme de « maniement social ».

Ces gens furent emmenés par « transports ». Un transport soviétique est un panier à salade ordinaire, avec deux petites fenêtres grillagées dans le haut, un poêle et un trou percé dans le plancher pour les cabinets. De 30 à 40 déportés sont enfermés dans chaque voiture. La plupart des arrestations faites en vue de la déportation le sont par le N.K.V.D., tard dans la nuit, alors que les gens sont le plus dociles. La séparation des familles est aussi un axiome du maniement social, non que ce soit par cruauté inutile, mais parce que les hommes sont aptes à des travaux plus pénibles que leurs femmes ou que leurs filles. L'habitude est d'envoyer les hommes dans des camps de bûcherons et de mineurs, dans le nord, en Sibérie, les femmes et les enfants dans les briqueteries et les fermes coopératives dans le sud, dans le Kasakstan.

Il y eut beaucoup de pagaïe, ce qui était inévitable. Bien que les voitures dussent être normalement ouvertes une fois par jour, il arrivait parfois que par négligence, elles restaient pendant des jours sur les bas côtés de la route, et lorsque, finalement, on les ouvrait il était presque toujours nécessaire d'enlever un certain nombre de cadavres, les cadavres de ceux qui étaient morts de faiblesse générale par suite de la soif et du froid. Mais cela ne fut jamais fait de propos délibéré, et dans des transferts d'aussi grandes masses de population, des oublis sont inévitables.

Il faut dire à la décharge du gouvernement soviétique qu'en de semblables circonstances il a traité son propre peuple exactement de la même manière qu'il a traité les Polonais..

... Le lendemain matin, nous repartions par avion à Téhéran. FIN

Marxisme et Existentialistes

par Julien COFFINET

Dans les numéros de Juin et de Juillet de la revue *Les Temps Modernes*, J.-P. Sartre a consacré deux articles à la question : *Matérialisme et Révolution*. Deux articles très intelligents, riches de réflexions solides sur la dialectique matérialiste et la pensée révolutionnaire; en France, depuis longtemps, sur ce sujet rien n'avait été écrit d'aussi lucide, d'aussi utile, d'aussi libre. Entre les deux guerres le marxisme français s'est surtout fait remarquer par son absence; pourquoi, c'est ce qu'il serait intéressant de trouver un jour. Il est notable, en tous les cas, que ce soit un indépendant qui vienne secouer la torpeur mentale où se laissent aller les marxistes.

Mais que les articles de Sartre méritent d'être lus ne signifie pas qu'ils doivent n'emporter que l'adhésion, ni ne susciter que l'enthousiasme, Ils sont, au contraire, très discutables et soulèvent des séries d'objections. Le premier article est consacré à la critique du matérialisme dialectique; le second à l'examen de ce qu'est une authentique pensée révolutionnaire. Une première remarque : d'où vient que Marx, dans ces articles tout entiers consacrés au marxisme, n'apparaisse qu'à peine, pour ne pas dire pas du tout?

Je sais bien qu'il s'agit d'une polémique avec les communistes; avec les adhérents du parti communiste d'aujourd'hui; que c'est la pensée de ces communistes que Sartre veut critiquer principalement. Toutefois il ne se borne pas à citer M. Garaudy, ou Staline, ou Naville; il se rapporte aussi à Engels. Il est bien clair que la pensée des communistes actuels, Sartre ne la distingue pas de celle de Marx; pour lui, à lire ces articles, l'opinion des trotskystes ou des staliniens, en ce qui se rapporte au matérialisme, est une pensée authentiquement marxiste.

La forme d'esprit de Marx, il n'est que de l'étudier un peu pour s'en apercevoir immédiatement, était radicalement opposée au dogmatisme étroit que suppose le scientisme de certains marxistes d'aujourd'hui. Engels, au contraire, n'a que trop souvent vulgarisé les découvertes de son ami en leur donnant une expression qui les appauvrissait évidemment.

Kautsky, dans son *Introduction à l'ensemble du marxisme*, tout en signalant ce que Marx doit à Engels écrit : « *Marx avait plus de profondeur, Engels plus de hardiesse de pensée. Ce qui était le plus développé chez Marx, c'était la faculté de l'abstraction, le don de connaître ce qu'il y a de général dans la cohue étourdissante des phénomènes particuliers; ce qui primait chez Engels, c'était au contraire la faculté de combinaison, le pouvoir de construire l'ensemble d'un phénomène avec quelques éléments épars. Ce qui l'emportait chez Marx, c'était la faculté critique, même l'auto-critique, qui mettait un frein à la hardiesse de sa pensée et lui conseillait de n'avancer qu'avec prudence et avec une constante exploration du terrain; Engels, au contraire, enivré par les découvertes merveilleuses qu'il avait faites, semblait avoir des ailes et franchissait comme en se jouant les plus grandes difficultés* ».

Engels fait partie des maîtres du marxisme, il n'a jamais été désavoué par les marxistes, ni par Marx lui-même; on peut donc licitement le prendre pour une autorité. Mais est-il permis, si l'on étudie le matérialisme dialectique, de ne pas se référer à Marx? La référence aux œuvres de Marx-Engels ne doit pas faire illusion car le *Ludwig Feuerbach* est d'Engels. Pourquoi Sartre se contente-t-il de signaler dans une petite note que Marx a prétendu quelquefois dépasser l'antinomie de de l'idéalisme et du matérialisme? Car si le fait était exact il serait très important. Or cette volonté de dépasser l'idéalisme et le matérialisme est implicite dans toute l'œuvre de Marx, il serait facile de le démontrer. Le matérialisme étroit n'a rien à voir avec la pensée de Marx. Pourquoi passer cela sous silence et laisser croire que l'expression déformée représente la pensée originale?

oo

De même pourquoi attribuer au « matérialiste » le fameux : « Tout ce qui est rationnel est réel, tout ce qui est réel est rationnel »? L'expression, même si elle fut reprise plus tard, est, à l'origine, de Hegel, idéaliste; s'il s'agit d'une erreur, elle est de taille; et de quoi pourrait-il être question, si ce n'était d'une erreur?

Pour Marx, il sépare nettement le rationnel du réel, au moins tant que l'homme ne passe pas à l'action. Dans son projet d'introduction à une critique de l'économie politique, étudiant la méthode de cette science, il écrit : « *Le concret est concret, parceq u'il est la synthèse de beaucoup de déterminations, donc unité du divers. C'est pourquoi le concret apparaît dans la pensée comme le procès de la synthèse, comme résultat, non comme point de départ; quoiqu'il soit le véritable point de départ et par suite le point de départ aussi de la perception et de la représentation. Dans la première méthode, la représentation pleine est volatilisée en l'abstraite détermination; dans la seconde, les déterminations abstraites conduisent à la reproduction du concret par la voie de la pensée. C'est ainsi que Hegel donna dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui s'absorbe en soi, descend en soi, semeut en soi, tandis que la méthode de s'élever de l'abstrait au concret n'est que la manière de procéder de la pensée pour s'approprier le concret, pour le reproduire mentalement comme chose concrète. Mais ce n'est nullement là le procès de la genèse du concret lui-même* ».

Plus loin Sartre dénonce la volontaire confusion communiste entre la vérité objective et l'opinion utile. Son analyse du jugement communiste sur les trotskystes, traités de provocateurs sans autre forme de procès, est on ne peut plus démonstrative; nous voici conquis; non, car Sartre éprouve le besoin de faire de cette confusion une « notion marxiste de vérité ». Sur quoi se fonde-t-il pour dire cela? Sur le fait que le parti communiste professe le marxisme? Mais l'opinion qu'une personne ou un groupe a de soi n'est pas nécessairement une vérité objective, puisque de vérité nous traitons; et Sartre nous convaincrait moins difficilement s'il se montrait plus rigoureux dans ses jugements. Si Marx a appelé « scientifique » son socialisme c'était pour le distinguer des socialismes utopiques, pures constructions de l'esprit; c'était donc pour marquer que son socialisme s'appuierait sur les faits, sur l'expérience, enregistrés et constatés avec l'esprit scientifique et son inséparable honnêteté intelletuelle. La pratique bolchevique de la fin justifie les moyens vient de Netchaïef, disciple de Bakoumine et n'a pas de rapport avec la pensée marxiste.

Quand Sartre confond, volontairement, le matérialisme marxiste avec le matérialisme antérieur ou avec le scientisme, il nous pousse à croire que, pour les besoins de la polémique, « l'opinion utile », pour lui comme pour les communistes, se substitue fâcheusement à la « vérité objective ».

Car il existe un texte très connu — et Sartre est trop bien informé pour ne pas le connaître — de Marx sur la question; je veux parler des thèses sur Feuerbach, Celles-ci sont au nombre de 11 et ont été écrites par Marx en mars 1845. Elles rassemblent en un tout concis mais complet les conceptions que Marx avait peu à peu élaborées dans son introduction à la *Critique de la Philosophie du Droit*, de Hegel, dans son manuscrit *Economie politique et Philosophie*, et dans *La Sainte Famille*. Quelques-unes seulement de ces thèses nous seront utiles.

Le défaut capital de l'ancien matérialisme, nous dit Marx, est de ne concevoir la réalité, le monde sensible, que sous la forme d'objet, de connaissance. Il distingue bien l'objet sensible de la pensée, mais comme il ne l'intègre pas dans l'activité humaine, il garde vis-à-vis de la réalité une attitude de théoricien, d'observateur.

L'idéalisme a le défaut contraire. Il réduit le monde extérieur à la pensée qu'il conçoit comme activité créatrice, mais celle-ci étant limitée au domaine de l'esprit, reste abstraite et irréelle.

Marx, en bon hégélien, cherche à dépasser ces deux positions également objectables. Il y parvient en prenant l'homme actif, l'homme au travail, l'homme aux prises avec la nature. D'ailleurs, non pas l'homme isolé, abstrait, de la bourgeoisie, mais l'homme social, membre d'un tout organique, d'un groupe humain. Par l'action, par son travail, l'homme s'intègre dans la nature, et humanise la nature. La synthèse de la pensée et de l'être, du sujet et de l'objet se réalise ainsi; l'homme devient un produit de la nature, et la nature un produit de l'homme.

oo

L'ancien matérialisme eût voulu démontrer que l'homme est le produit passif au milieu dans lequel il vit. Mais si le milieu *conditionne* l'individu, celui-ci à son tour réagit sur celui-là et le modifie. L'homme n'est pas seulement objet, mais sujet à son tour.

Le matérialisme historique, si souvent faussement critiqué, n'est que l'application pratique de la pensée marxiste. « *Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général* ». (Contribution à la critique de l'Economie Politique, *préface*).

Il ne serait pas possible dans n'importe quelles conditions de faire un saut du mode de production capitaliste au mode de production socialiste; il n'est possible de réaliser le socialisme que lorsque les conditions matérielles nécessaires sont réunies. Mais il se peut que des socialistes existent avant; il se peut aussi que par leur clairvoyance et leur action ils accélèrent le déroulement historique La situation matérielle, les rapports de production dans esquels nous sommes enfermés, conditionnent, limitent notre action; mais dans le cadre de ces conditions, de ces limites, offrent de nombreuses possibilités. D'autre part le rôle de la personnalité dans l'histoire n'est pas niable et même un marxiste aussi étroit, quelquefois, que Trotsky, n'a pas hésité à lui faire une place importante dans son *Histoire de la Révolution Russe*.

oo

Dans *Le Capital*, Marx a donné d'excellentes expressions à sa doctrine, en passant. Par exemple : « *Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent...* »

« *Notre point de départ c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. Une araignée fait des opérations qui ressemblent à celles du tisserand, et l'abeille confond par la structure de ses cellules de cire l'habileté de plus d'un architecte. Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté* ». (*Le Capital*, Ed. Lachâtre, p. 76.)

En s'appuyant uniquement sur la pensée de Marx, il est possible de se représenter ce qu'est la dialectique marxiste. C'est surtout, et avant tout, une méthode d'analyse et d'exposition qui permet de comprendre et d'exprimer le mouvement irréversible qui entraîne le monde et les sociétés humaines dans la suite ininterrompue de leurs interactions. Méthode d'analyse elle a permis à Marx de dépasser les économistes classqiues et de prévoir, il y a plus de quatre-vingts ans, certains développements du capitalisme qui apparaissent aujourd'hui, en dépit des modifications techniques introduites par les découvertes scientifiques. Méthode d'exposition, elle a donné à Marx la structure de son livre *Le Capital*. Je sais bien qu'ici Marx ne s'est pas distingué autant qu'il le croyait de son maître Hégel. Il va de l'idée au concret par une marche toute hégélienne. Mais il se garde de croire que les catégories abstraites qu'il enrichit, à chaque nouvelle étape, de plus nombreuses déterminations concrètes, constituent la trame de la réalité, la matière même. Pour lui il ne s'agit jamais que d'une « représentation » et c'est en cela qu'il se sépare parfaitement de Hégel.

La question de savoir si la dialectique existe aussi dans les choses n'a que peu d'importance; la position d'Engels à ce sujet a été critiquée depuis longtemps par de nombreux marxistes. La science n'est que la mise en ordre, l'organisation, des réflexions suscitées par la pratique technique, par l'expérience. Que cette organisation puisse être l'objet de spéculation; que celle-ci à son tour,

puisse être efficace et produire des effets imprévus tout d'abord, ne change rien à cette remarque. La science s'intègre dans la conception dialectique comme technique. comme instrument des sociétés humaines aux prises avec la nature. Et la dialectique ici ne nous sert, ne peut nous servir qu'à comprendre son histoire et peut-être à prévoir son avenir, au moins proche.

J. P. Sartre, dans son deuxième article, ai-je dit, s'efforce à définir ce que peut être une pensée révolutionnaire. Et ses développements sont remarquablement proches des conceptions de Marx dans les thèses sur Feuerbach, qu'il ne cite pas une seule fois. Bien qu'il montre toutefois qu'il les a lues avec beaucoup de profit.

On ne peut que regretter qu'un homme d'une pensée aussi forte que J. P. Sartre, se soit permis de critiquer constamment une caricature de la pensée marxiste, sans avertir qu'il ne s'agissait que d'une caricature; et qu'il s'autorise à exposer une conception très proche de l'authentique pensée de Marx, sans le signaler.

Quoi qu'il en soit, ses articles sont les plus intéressants qui aient été écrits depuis bien longtemps, sur le matérialisme et la pensée révolutionnaire, et il faut souhaiter que beaucoup de marxistes les lisent.

Des "négligences" de Marx à celles de M. Jean Domarchi.

Sans aucun doute, *Les Temps Modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre, est la plus vivante, la plus intelligente, la plus intéressante des revues qui paraissent aujourd'hui en France. A son côté, des revues littéraires comme *L'Arche* ou *Fontaine*, ou des revues militantes comme *La Pensée* ou *La Pensée Socialiste* paraissent fades, académiques, sans nerfs ni muscles. *Les Temps Modernes* nous offrent l'exemple d'une revue où se trouvent à la fois du talent, beaucoup de talent, et une orientation spirituelle parfaitement définie.

Les collaborateurs de la revue de Sartre ont le grand mérite de s'intéresser au marxisme qu'ils semblent considérer comme une doctrine vivante, à condition de l'adapter aux faits de la société capitaliste moderne et de ne pas la laisser vider de tout contenu par les orthodoxies de parti. Ce n'est pas leur seul mérite, mais il est inutile d'expliquer pourquoi nous nous attachons, ici, plus particulièrement à celui-ci.

M. Jean Domarchi, dans le numéro d'octobre, consacre un article à « Economie politique marxiste et économie politique bourgeoise ». L'auteur paraît admirer également Marx et l'économiste anglais Keynes ; son propos est de nous convaincre que, puisqu'elle n'offre pas à l'économiste les moyens de résoudre les problèmes quotidiens de l'exercice du pouvoir, il faut compléter à ce sujet la doctrine marxiste par les travaux de Keynes et de ses disciples. L'intention était bonne, bien que discutable ; M. Domarchi en a beaucoup diminué la valeur en montrant qu'il ne connaissait pas tout à fait assez les méthodes marxistes pour pouvoir les discuter sans se tromper. Même des affirmations d'ordre général, dans cette étude de M. Domarchi, sont très discutables. Par exemple, l'auteur écrit que « économie politique marxiste et économie politique traditionnelle n'ont, jusqu'à une époque récente, professé l'une pour l'autre que défiance et mépris » ; or, s'il est exact que l'économie traditionnelle n'ait réservé au marxisme que critiques et dédains, Marx, au contraire, a souvent exprimé son estime, son admiration même, pour Adam Smith et Ricardo il réservait son mépris pour ceux qu'il appelait les économistes vulgaires, désignant ainsi les suiveurs trop faibles, ou trop peu courageux pour oser pousser jusqu'à leurs dernières conséquences les principes établis par leurs maîtres.

M. Domarchi n'est nullement un contempteur du marxisme. Il apprécie si bien la pensée et l'œuvre de Marx qu'il nous dit que nous sommes en droit de nous demander si la théorie moderne, en dépit de toutes ses brillantes analyses de détail, peut nous offrir en 1946, un ensemble de prophéties portant sur trois quarts de siècle comparables en vérité à celui de Marx. On peut ne pas aimer le mot « prophéties » employé ici certainement mal à propos : il ne s'agit pas de prophéties, mais de déductions scientifiques qui témoignent, et de la puissance intellectuelle de Marx, et de la valeur de la méthode dialectique quand elle est bien employée. Il n'en reste pas moins louable de connaître et de reconnaître ce fait remarquable dans les sciences morales qu'un homme ait pu prévoir le déroulement de faits économiques et sociaux, soixante-quinze ans à l'avance.

M. Domarchi n'est pas toujours aussi heureux. C'est ainsi qu'il écrit quelque part dans son étude : « Si l'on interroge en effet la théorie marxiste sur la signification du monopole, de l'oligopole, de la discrimination, de la localisation, etc., elle ne nous fournit pas de réponse. Pas davantage ne nous donne-t-elle d'explication satisfaisante de phénomènes tels que l'inflation, la spéculation, les tarifs douaniers. Elle n'a, d'une manière générale, rien à nous apprendre en ce qui concerne la théorie de la monnaie, du prix et du commerce international. Cette négligence n'a cependant, du point de vue marxiste, *aucune importance*, car un économiste marxiste n'a pas à expliquer de manière circonstanciée, ces problèmes ; il a à déterminer le *point critique de la révolution*, c'est-à-dire le moment le plus favorable à un déclanchement de l'insurrection ».

En ces quelques lignes, il y a une telle somme d'erreurs qu'il est impossible de ne pas protester. Ces erreurs sont de deux sortes. Dans la deuxième partie, l'auteur ne fait probablement que rapporter la réponse opposée à ses remarques par un marxiste ; réponse évidemment mal informée car on ne voit point comment il serait possible de déterminer « le point critique de la révolution » sans posséder au préalable une connaissance précise des faits les plus importants de la société dans laquelle le militant doit agir. Pour la première partie il serait possible de renvoyer l'auteur au *Capital* dans lequel il trouverait nombre de passages traitant du monopole, de la spéculation, du commerce international, etc... Toutefois, il est exact que les phénomènes les plus concrets de la vie économique n'ont pas été étudiés par Marx dans toute leur complexité. A cela il y a une cause bien connue, qu'un auteur qui traite du marxisme n'a pas le droit d'ignorer

Marx n'a terminé lui-même que le premier livre du *Capital* ; la mort le surprit avant qu'il pût terminer son œuvre. Mais, il n'est pas impossible de savoir ce que se proposait Marx. Consultez le projet d'introduction au *Capital*, projet non réalisé mais qui a été publié en français à la fin de la *Contribution à la Critique de l'Economie politique* aux Editions Marcel Giard. On trouve à la page 347 ce petit plan :

« La division doit manifestement être faite de manière qu'en premier lieu (on développe) les déterminations générales abstraites, lesquelles appartiennent plus ou moins à toutes les formes de société, mais dans le sens opposé plus haut. En second lieu, les catégories qui constituent l'organisation intérieure de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital ; Travail salarié ; Propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). En troisième lieu, la société bourgeoise comprise sous la forme de l'Etat. L'Etat en soi. Les classes « improductives. Impôts. Dettes de l'Etat. Le crédit public. La population. Les colonies. Emigration. En quatrième lieu, rapports internationaux de la production. Division internationale du travail. Echange international. Exportation et Importation. Cours du change. En cinquième lieu, le marché mondial et les crises. »

A consulter ce texte très important, les intentions de Marx ne sont pas douteuses et il n'est pas de faits économiques, si concrets fussent-ils, qu'il ne se proposait d'étudier. D'ailleurs, un simple examen du *Capital*, tel que nous le possédons, aurait pu avertir assez sur la méthode suivie par Marx. Cela aurait évité à M. Domarchi au moins de parler de « négligence » ; car enfin, il est clair que Marx, dans sa méthode d'exposition, allait de l'abstrait au concret et du simple au complexe et qu'il n'avait pas à parler des phénomènes économiques dans leur aspect le plus déterminé, le plus quotidien, dès le début de son œuvre.

o

A propos de la théorie de la valeur, l'auteur affirme qu'elle est aussi statique que la théorie moderne de l'équilibre économique. Il affirme qu'elle explique l'ajustement de la production et des prix en se référant à une donnée qui n'a rien d'historique. On ne peut avoir plus d'audace avec moins de raison. Car dire, comme Marx, que la valeur d'un objet est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour le reproduire n'est pas concevoir la valeur statistiquement ; au contraire, puisque Marx fait entrer en compte la transformation continuelle de la technique ; la valeur n'est pas égale à la quantité de travail que l'objet a réellement coûté mais à celle qu'il exigerait pour être reproduit au moment étudié dans les conditions sociales moyennes de la production. D'autre part, il faut faire attention, quand on étudie la notion de valeur chez Marx, que cette notion d'abord présentée dans sa forme la plus abstraite s'enrichit ensuite au cours de l'œuvre de déterminations de plus en plus complètes. Entre la valeur d'un objet et son prix de vente concret, il y a presque toujours des différences dont l'importance dépend d'une infinité de conditions. Marx le savait et même dans son œuvre inachevée, on trouve encore l'analyse la plus complète qui ait jamais été faite des éléments du prix des marchandises.

Dans une autre remarque, empruntée à Lange, l'auteur soutient que la signification de la théorie de la valeur se voit limitée par le fait qu'elle suppose que le rapport du capital constant au capital variable est déterminé seulement par des considération stechniques. « En fait ce rapport peut se trouver modifié par des changements intervenant dans les salaires ou dans les prix des biens de production ». Erreur ! Il est exact que la valeur d'échange d'un objet est conditionnée par le rapport du capital constant au capital variable, et il est exact aussi que ce rapport puisse se trouver modifié par des changements dans les salaires ou dans le prix des moyens de production. Mais de deux choses l'une ; ou ces variations correspondent à des modifications de la valeur de la force de travail ou de la valeur des moyens de production et elles ont l'influence correspondante sur la valeur d'échange des objets étudiés et ceci se trouve parfaitement dans la théorie marxiste ; ou bien ces variations ne sont déterminées que par des accidents du marché et ne répondent pas à une augmentation de la productivité des branches de la production en cause : dans ce cas elles n'influencent nullement la valeur de l'objet, mais seulement son prix de revient, et quelquefois, suivant les conditions locales, son prix de vente. Il y a seulement confusion, ici, dans l'esprit de M. Domarchi, entre la valeur d'un objet et son prix.

Les objections faites à la théorie de la plus-value n'ont pas plus de fondement et il serait, à la fin, fastidieux de vouloir relever toutes les erreurs de M. Domarchi dans cette étude. Il y a chez M. Domarchi une idée excellente, mais bien mal défendue : c'est qu'il serait utile de compléter le travail effectué par Marx de manière à pouvoir comprendre les problèmes les plus concrets de l'économie d'aujourd'hui et les résoudre. Toutefois sans vouloir aborder le sujet, il est évident que ce complément à Marx ne peut être fait que, sur des bases sérieuses, et qu'il n'est pas utile de faire intervenir ici M. Keynes et ses disciples, tout au moins en ce qui concerne leur apport théorique.

Julien COFFINET.

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

Jean JAURÈS : L'Église et la laïcité	15 fr.
Hugo JORDI : La Prise du Pouvoir	25 fr.
Charles ALLIGIER : Socialisme, Bolchevisme et France	20 fr.
LEFEUVRE : La Politique Communiste	20 fr.
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	20 fr.
Marxisme contre Dictature	25 fr.
COTEREAU : L'Église a-t-elle collaboré?	20 fr.
JAURÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme	20 fr.
Suzanne CHARPY : Prendrons-nous les usines ?	20 fr.
Victor SERGE : Le nouvel impérialisme soviétique	25 fr.

Remises suivant quantités : 10 ex. 10 0/0, 25 ex. 15 0/0, 50 ex. 20 0/0, 100 ex. 25 0/0, 500 ex. et au-dessus 33 0/0. - Envoi franco.
Abonnements : 1 an, 200 fr. Etranger, 300 fr. 1 an, 500 fr. - C.C. Postaux : 633-75.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE PARIS (5ème) C.C.H.P. PARIS 633-75

Philosophie de la Police Politique

A propos d'A. Kœstler et de M. Merleau-Ponty

par Aimé PATRI

Monsieur Maurice Merleau-Ponty publie actuellement dans les « Temps Modernes » (Nos 13 et 14, le reste est à suivre), une bien étrange réponse au recueil d'essais de Koestler : « Le Yogi et le Commissaire » (1). Cette réponse est intitulée : « Le Yogi et le Prolétaire ». Il s'agit en réalité, bien plus que de répondre au « Yogi et le Commissaire », de reprendre la question posée dans « Zéro et Infini » (2), à propos des procès de Moscou. M. Merleau-Ponty a soigneusement compulsé les dossiers des procès, notamment celui de Boukharine et il a entrepris de prononcer un plaidoyer rétrospectif... en faveur des juges. On ne s'attendait guère à voir Kierkegaard et Heidegger appelés à témoigner dans cette affaire, en se disant au surplus « marxistes », mais c'est pourtant un fait. M. Merleau-Ponty, philosophe, « existentialiste » de son état, est aujourd'hui « marxiste » aussi bien que M. E. Monnier, théoricien du « personnalisme » spiritualiste. Lorsqu'on dit « marxiste » il faut naturellement entendre « stalinien » ou mieux « stalinophile », puisqu'il ne s'agit que de velléités néophytes accueillies avec la réserve qui convient, par les services inquisiteurs.

Il est remarquable de constater que beaucoup qui ne sont pas nés politiquement ou physiquement d'hier, ont attendu les victoires militaires russes pour opérer de pareilles « conversions », nonobstant leurs convictions « philosophiques ou religieuses » antérieures. Il faut croire sans doute à un respect de la force qui serait en quelque sorte naturel et organique chez une certaine catégorie de représentants de l'« intelligentsia ». La race des intellectuels courtisans habiles à composer les plus subtils plaidoyers philosophiques, lorsqu'il s'agit de justifier les actes des puissants, quels qu'ils soient, n'est pas morte.

A grand renfort de dialectique et d'interrogations « angoissées » sur le mode « existential », M. Merleau-Ponty en était arrivé dans un premier article à cette remarquable conclusion : L'opposition en U. R. S. S. représentait bien la trahison, puisqu'en fin de compte la trahison résidait précisément dans le fait de l'opposition ! On ne saurait manier plus délicatement le pavé de l'ours.

●

Un régime dans lequel toute opposition est considérée comme trahison porte un nom bien précis : il s'appelle un régime totalitaire. L'extermination de l'opposition signifie que la puissance de l'état ne veut rien admettre en dehors d'elle. Le « tout » de l'appareil bureaucratique policier se dilate alors à « l'infini » et l'on conçoit qu'autour de lui tout se trouve gelé à la température du « zéro » absolu. C'est ainsi que pour parler le langage « existential », l'opposition s'est trouvée « néantie » (3) dans son être. Elle s'était auparavant elle-même « néantie » en se reconnaissant coupable de tous les péchés du stalinisme. C'est l'occasion encore pour M. Merleau-Ponty dans un second article de s'interroger sur la signification de cette culpabilité : le philosophe « existentialo-marxiste » veut bien admettre la bonne foi objective des oppositionnels, mais c'est pour proclamer, en s'appuyant sur les déclarations de Boukharine, qu'objectivement ils avaient tort et méritaient donc d'être châtiés. Lorsqu'on suit l'argumentation de M. Merleau-Ponty on s'aperçoit que le « tort » objectif consistait précisément à n'avoir pas réussi dans leur entreprise. Il s'agit donc d'un tort devant l'histoire, puisque le succès n'est pas venu les couronner. Auraient-ils réussi à s'emparer du pouvoir et à « liquider » Staline au fond des caves de la Lioubianska, il ne faut pas douter que fidèle à ses principes, M. Merleau-Ponty composerait aujourd'hui un plaidoyer en leur honneur. « Malheur aux vaincus ! » tel est le dernier mot de cette nouvelle philosophie de la police politique, qui pourrait à vrai dire, se trouver à courte vue. Marxisme ou philosophie du Père Ubu?

A l'appui de sa thèse, le brillant auteur de « la Phénoménologie de la perception » ne craint pas d'invoquer des exemples tirés de la guerre et de la résistance. Ces exemples se retournent malheureusement contre lui. Selon M. Merleau-Ponty, la guerre, et avant elle la menace de guerre, impliquaient en U. R. S. S. une conduite totalitaire des affaires de l'Etat c'est-à-dire l'écrasement de toute opposition. Boukharine, aux termes mêmes de ses déclarations, aurait trouvé son chemin de Damas et du Guépéou, en reconnaissant que son opposition pouvait profiter à Hitler. Il s'était condamné et le philosophe existentialiste le recondamne. Mais qui veut trop prouver s'objecte lui-même. Boukharine était coutumier du fait, s'étant trouvé plusieurs fois en opposition avec Lénine et dans des circonstances qui n'étaient pas moins graves pour le destin de la jeune révolution aux prises avec une foule d'ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. On se demande, pourquoi Lénine ne l'avait pas fait alors liquider, épargnant ce souci futur au « Génial père des Peuples »? C'est sans dout parce qu'il ne professait pas les mêmes maximes politiques que son successeur, en matière « d'opposition », parce qu'il était insuffisamment « marxiste » dans le nouveau sens du mot découvert par M. Merleau-Ponty.

(1) *Charlot*, Editeur.
(2) *Calmann-Lévy*, Editeur.
(3) Terme technique bien connu de la philosophie de M. Heidegger. Il y a peut-être quelques rapports entre *vernichtung* et *gleichhaltung*.

L'état soviétique a cependant survécu et c'est Lénine lui-même, affligé d'une triste bande de récalcitrants, qui l'a transmis au Père des Peuples.

Nous disons bien que cette philosophie du succès qui est l'essentiel de ce que M. Merleau-Ponty paraît avoir retenu de la méditation de Hegel, est à courte vue. Le phénoménologiste de la perception contemple l'histoire avec des yeux myopes. Tel vaincu d'aujourd'hui peut se relever vainqueur de demain et tout nous enseigne la précarité de certaines entreprises fondées sur la force de l'armée, de la police et l'appareil. Lorsque M. Merleau-Ponty invoque les exemples tirés de la résistance, il oublie précisément que le « malheur aux vaincus » a toujours été la maxime, non des résistants, mais des collaborateurs, tout au moins celle qu'ils invoquent à titre d'excuse. La suprême ironie de l'histoire, c'est qu'elle se retourne éventuellement contre eux. Il faut se défier d'un certain hégélianisme, car c'est avec la même encre phénoménologique, et qui paraît spirituelle, que l'on a comparé les apologies d'Hitler et de Staline. Quand à Marx lui-même, on ne l'a jamais vu se prosterner devant les Napoléons grands et petits. Son regard d'aigle fouillait un peu plus loin et au demeurant, une certaine noblesse de cœur et un veritable sentiment révolutionnaire auraient été suffisants pour le dissuader de toute génuflexion devant les « puissances ».

●

Lorsque M. Merleau-Ponty reproche à Koestler d'être un « médiocre marxiste » on ne sait pas trop bien de quoi il s'agit. L'auteur du « Zéro et l'Infini » n'a certainement jamais eu la prétention de composer un traité d'exégèse marxiste. Il connaît certainement les textes de Marx et pas seulement ceux de la jeunesse hégélienne de l'auteur du « Capital » sur lesquels se penche complaisamment M. Merleau-Ponty, comme si tout le marxisme n'était que philosophie, et quelque peu théologie. Mais là n'est pas la question. Dans le « Zéro et l'Infini » il ne s'agissait pas de savoir ce que Marx avait pensé, mais de montrer comment les accusateurs aussi bien que les accusés au procès de Moscou, comprenaient la doctrine marxiste. Il se trouve précisément qu'en taisant la distinction entre la bonne foi « subjective » et la responsabilité « objective », M. Merleau-Ponty, d'accord avec Roubachof, qui considère l'histoire comme la divinité qui juge et qui condamne en dernier ressort. Roubachof est un « juste » auquel « la grâce » du succès historique a manqué. De cet accord avec Roubachof, il ne faut pas s'étonner, puisque M. Merleau-Ponty a puisé après Koestler à la même source : les déclarations de Boukharine lors de son procès. C'est donc sur la tête de l'infortuné auteur de l'A. B. C. du communisme que retomberait une fois de plus l'accusation d'être un « médiocre marxiste » et il se peut qu'elle soit fondée.

La dialectique de l'ambiguïté que découvre M. Merleau-Ponty, en sautillant du « oui » subjectif au « non » objectif, avec les grâces d'un enfant qui craindrait de salir sa culotte, est peut-être très Kierkegaardienne. Elle n'a rien à voir avec la dialectique marxiste, ni même avec la dialectique hégélienne, dans ce qu'elle conserve de valable. M. Merleau-Ponty ose nous parler, à propos de l'attitude double des accusateurs et des accusés aux procès de Moscou, d'une « contradiction » fondée en vérité, qu'il faudrait avaliser comme telle. Mais Marx et Engels et même Hegel ne pratiquaient pas la dialectique de l'ambivalence angoissée. Ils ne se sont jamais complus dans les « contradictions » : toutes les fois qu'ils en rencontraient, c'était avec l'intention bien nette et hautement déclarée de les « surmonter » de les résoudre théoriquement ou pratiquement. Il faut savoir gré néanmoins à M. Merleau-Ponty de nous montrer comment le faux marxisme existensialiste se rencontre avec l'authentique stalinisme.

La découverte selon laquelle le marxisme ne présuppose pas de fin, de « but final » et se distingue par là du socialisme utopique, est de la même farine, prétendument « marxiste » et réellement existentialiste.

Marx et Engels parlaient avec un autre respect des grands utopistes français et anglais, leurs prédécesseurs. Ce qu'ils leur reprochaient, ce n'était pas la position d'un but final, mais de poser la fin sans les moyens. M. Merleau-Ponty a raison de dire que dans la dialectique marxiste c'est l'intervention du prolétariat, porteur de la civilisation socialiste qui résout le problème de la fin et des moyens. Mais il a tort de laisser supposer que le marxisme est un activisme décérébré dans lequel la notion des fins disparaît. Sur la nature de la fin dernière présupposée par le marxisme et dont il parle malgré tout, M. Merleau-Ponty commet d'ailleurs une étrange erreur : il se figure qu'il s'agit de l'avènement et de la consolidation d'un régime « prolétarien » tandis que, en dernière analyse, Marx et Engels veulent une société sans classes, dans laquelle le prolétariat — et surtout le prolétariat — aura disparu. Ce qui fait douter du caractère socialiste du régime de l'U. R. S. S. c'est précisément que le prolétariat, en tant que tel, n'y est nullement en voie de disparition. Certains thuriféraires du prolétariat sont suspects de vouloir précisément éterniser la condition prolétarienne pour le plus grand bien d'une classe de « maîtres » ancienne ou nouvelle.

●

M. Merleau-Ponty a jugé spirituel de modifier le titre du recueil d'essais de Koestler. Le Yogi et le commissaire » sont remplacés par « le Yogi et le prolétaire » dans la réponse « existentialo-marxiste ». Le personnage pudiquement supprimé est donc celui du « commissaire » qui a troqué ses galons pour la modeste casquette du prolétaire, tandis que demeure le « Yogi » en face d'un nouvel interlocuteur. Procédant ainsi, M. Merleau-Ponty a soigneusement esquivé le véritable problème. Ce que l'on peut en effet légitimement reprocher au recueil d'essais de Koestler, ce n'est pas la manifestation du commissaire, puisqu'il est bien là, mais l'instruction du « Yogi » qui n'apparait guère qu'à titre de fantôme et qui n'a rien à voir, au fond, dans cette affaire, puisqu'il ne poursuit pas les mêmes buts, puisque son royaume n'est pas de ce monde. Une telle confrontation correspond à un faux problème dans lequel s'embarrasse Koestler qui nous fait part honnêtement de ses incertitudes plutôt qu'il ne nous guide dans le « no man's land » entre la yoga et le commissariat. La véritable question était celle de savoir si le Prolétaire et le Commissaire peuvent s'identifier, si le régime autoritaire du capitalisme d'état se confond avec la démocratie

socialiste, si marxisme et stalinisme sont une seule et même chose? Cette question est d'ordre sociologique et non plus de métaphysique ou théologique. On constate alors qu'il est toute une partie du livre de Koestler dans laquelle disparaît justement le « yogi » et à laquelle M. Merleau-Ponty s'est bien gardé de répondre : c'est celle qui concerne la nature véritable du régime économique et social de l'U. R. S. S. contemporaine et en particulier l'avènement d'une nouvelle classe dirigeante sur la base du capitalisme d'état totalitaire. Cette classe dirigeante jouissant de tous les privilèges affectés à ses fonctions, y compris les privilèges héréditaires, ne se reconnaît naturellement pas comme telle puisqu'elle s'abrite derrière l'alibi commode de « la dictature du prolétariat ». Mais quelle classe dirigeante s'est jamais reconnue à ses débuts comme telle? La bourgeoisie du capitalisme privé disait : Je suis le peuple ! Voyez mes origines, ce sont celles du Tiers-Etat ! »

●

Il faut espérer qu'avec la traduction de l'ouvrage de de James Burnham : « The managerial revolution » cette question va se trouver désormais inscrite à l'ordre du jour dans les discussions dites « marxistes » qui trouveront là un aliment plus substantiel que les ratiocinations archéo-hégéliennes. Il apparaît, lorsque M. Merleau-Ponty parle du « prolétariat » en sollicitant les textes de jeunesse de Marx, que c'était une « idée » sortie de la logique et peut-être de la théologie, l'incarnation de la « liberté et de l'universalité » de l'homme ! (4). Mais le prolétariat est aussi une réalité sociologique et de nos jours la classe des « directeurs » en est une autre. Il faudrait donc renverser et surtout « laïciser » cette dialectique abstraite, lui faire reprendre un bain salutaire de réalité terrestre. Au demeurant, l'étude de M. Merleau-Ponty sur « le yogi et le prolétaire » est encore à suivre. Abandonnant le souci d'apologétique stalinienne qui paraît jusqu'ici avoir guidé ses démarches, consentira-t-il à aborder le véritable problème et à l'examiner dans cet esprit véritablement scientifique qui faisait dire à Marx, condamnant par avance ses exégètes scholastiques : « Je ne suis pas marxiste? C'est ce que nous verrons. »

(4) Annoncée chez Calmann-Lévy sous le titre : « La révolution des directeurs » avec une préface de Léon Blum déjà publiée dans *La Revue socialiste*, N.° 7.

Le massacre des Officiers polonais

L'officier polonais, Czapski, raconte ainsi d'après Melvin Lasky (N.L.N.Y., 26 octobre) la tragédie des 15.000 soldats polonais (dont 8.000 officiers) disparus à Starobielsk Koziels et Ostachkow (Souvenirs de Starobielsk). Au moment de la capitualtion de l'armée polonaise, la garnison de Leopol, commandée par le général Langner, reçut l'assurance, de la part de Timochenko, que la lutte contre les nazis reprendrait sous la direction russe ; les officiers de l'Armée Rouge se conduisirent à l'égard de leurs collègues polonais avec courtoisie et ils affirmaient venir en libérateurs et protecteurs. Czapski, prisonnier dans ce groupe, fut installé à Starobielsk. Traitement correct. Mais interrogatoires inépuisables. Il avait en effet vécu à Paris, comme artiste peintre. Les Russes ne pouvaient pas croire qu'il n'était allé à Paris que pour l'amour de l'art. Vint l'attaque de Hitler contre la Russie. Anders et Sikorski reconstruisent l'armée polonaise. Kot, ambassadeur polonais demande à Staline de retrouver les hommes de la région de Starobielsk, qui comprenaient des cadres d'élite. Staline promet et donne des ordres en conséquence. Un mois après pas de nouvelles de ce contingent. Czapski avait été appelé à l'Etat-Major de Sikorski ; il fut chargé de rechercher ses anciens compagnons. Staline suggéra qu'ils avaient peut-être été envoyés en Mandchourie. « Cela semble impossible, dit Anders. « Il y a peut-être des chefs de camps qui refusent de les libérer, demanda-t-il? « En ce cas, répond Staline, nous écraserons ces commandants » : il donne des ordres à Molotov en présence de Anders et de Sikorski. Alors, Czapski cherche dans tous les camps, même à Verk Olansk. Il s'adresse à la Guépéou, à Franz Joseph Land, puis à Novaia Zemlia, puis à Beria lui-même. Ilya Ehrenbourg essaye de le dissuader de poursuivre ses recherches. Il présente néanmoins une réclamation très motivée au général Reichmann, chef de service de la Guépéou : « aucune trace de ces 15.000 prisonniers n'a été retrouvée ; cependant, il n'y a pas un seul prisonnier de guerre qui n'ait été identifié, photographié, interrogé, fiché, etc., tous devraient être libres depuis l'amnistie votée le 12 août 1941... Où sont-ils ? Czapski est alors démissionné de ses fonctions. Un peu plus tard, on l'avise téléphoniquement que les dossiers de ses compagnons ont été transmis au Ministère des Affaires Etrangères, aux bons soins de Vychinsky et de Novikov. Il n'y avait plus d'espoir : *les prisonniers ont été massacrés*. Une conversation permet de reconstituer le drame : Dans un camp polonais près de Moscou, le colonel Berling, principal agent polonais au service du Kremlin discutait de la possibilité de former une armée contre les Allemands ; les Polonais demandaient que tous leurs compatriotes, sans exception, en fissent partie. Beria et Mierkulow consentirent Berling fit alors allusion aux officiers des camps de Starobielsky. Alors Mierkulow fit cette simple remarque : « *Non, pas ceux-là, nous avons commis une lourde erreur: ILS ONT ETE LIQUIDES.*

BOLIVIE

● On prépare les élections présidentielles. Herzog, ex-ministre de la guerre, est candidat de l'Union Socialiste Républicaine (P.U.S.R.), démocrate à tendances sociales modérées. Le Parti de la Gauche Révolutionnaire (P.I.R.), subissant une forte influence stalinienne, pousse à la candidature d'Union Nationale de l'une des trois personnalités suivantes : Dr Luis Fernando Guachalla (ancien ambassadeur à Washington, grande fortune), Rodolfo Arce et Dr Veintimillas. Le parti libéral soutient le premier, de même l'Union Populaire libératrice, l'Action sociale démocratique et la Confédération des Syndicats. Les cheminots s'abstiennent. Les mineurs déclarent qu'ils ne voteront pas. et se sont retirés des négociations qui ont eu lieu au siège du P.I.R. Comme le vice-président désigné est Arce, connu pour sa complaisance envers le stalinisme, le troisième candidat démissionna de la candidature à la seconde vice-présidence. On espère le remplacer par le Dr Ferreyra, directeur de l'Hôpital de Catavi, très populaire auprès des mineurs. On sait que 75 % de l'économie bolivienne dépendent des mines.)

RÉSISTANCE ALLEMANDE

Le 21 avril 1943 des étudiants antinazis diffusaient un manifeste dont nous extrayons: «... Nous avons grandi dans un Etat qui anéantit sans pitié toute opinion libre. Jeunesse hitlérienne, troupes de choc, S.S., nous ont fait endosser leurs uniformes et nous ont mutilé dans notre intelligence pendant les années les plus fécondes de notre vie. Travailleurs intellectuels, nous avons été convertis en policiers au service de la nouvelle classe dirigeante. Des gauleiters sans scrupule attentent continuellement à la dignité des étudiants... Nous voulons de véritables études, une véritable liberté intellectuelle. Le nom même de l'Allemagne sera deshonoré pour toujours si la jeunesse allemande ne se lève pas pour se venger de ses bourreaux et pour créer une Europe nouvelle... etc. »

13 étudiants furent arrêtés ; 10 d'entre eux exécutés...

21 février 1943, à l'Université de Munich, 3 étudiants antinazis Hans Scholl, Maria Scholl, Adran Probst avaient été exécutés.

UN BEAU JOUR

par Jacques PRÉVERT

Un beau jour
et même pour préciser
un beau matin d'été
et au beau milieu de la grand'messe
en la paroisse de Saint-Germain des Prés
(ou bien de Saint Eustache de Saint Pierre à Briquet)
on entendit soudain
une voix qui s'élevait avec une telle détresse
que tous les fidèles s'arrêtèrent de prier
Et cette voix
dominant les grandes orgues et les chants en latin
c'était la voix même
de la désespérance et de l'adversité
Mais
il faut bien pourtant reconnaître en outre
qu'elle était prodigieusement et incontestablement
avinée
: « Allo Allo
Allo voyons...
donnez-moi les Réclamations
Allo Allo
J'ai demandé Dieu le Père zéro zéro zéro
Allons bon pas libre
Naturellement ça m'aurait étonné
alors donnez-moi Louis XVI quatre-vingt-neuf quatre-
allo Louis XVI vingt-treize
ici un fidèle lecteur de l'Action Française
allo Louis XVI allo
ah les vaches ils ont coupé ! »

Vous imaginez chers lecteurs
la tête des chers auditeurs
leur émotion et leur stupeur
Un scandale sans pareil en pleine génuflexion
Et la voix réclamait sans cesse
réclamait les Réclamations
interrompant la messe et le Tutti cantique
: « Allo Allo
assez d'histoires et de tergiversations
assez de politique de mic-macs et de trafiques
Vox Populi Vox Dei
c'est vous qui l'avez dit
Passez-moi les Réclamations

Donnez-moi la sainte chapelle la sainte Trinité l'Incarnation la Rédemption la Police Judiciaire le Palais de Justice la grande Chartreuse Saint-Emilion
allo allo
Donnez-moi Lourdes la Basilique
Donnez-moi l'Absolution
Hein quoi pas libre
ça m'aurait étonné
alors sacré nom de Dieu
donnez-moi les Réclamations
puisque je me tue à vous dire
qu'il y a de l'intrigue et des fausses accusations c'est une honte ce qu'a dit le vicaire qui parle de malversation et je le jure sur la sainte mère que c'est pas moi qui ai fracturé le tronc et c'est pareil pour le Denier de Saint Pierre de la pure diffamation et puis des vicaires comme ça des vipères moi que j'appelle ça par-fai-te-ment une vraie langue de vicaire qu'il a cette vipère-là et puis est-ce que je m'occupe si lui et la chaisière font les quatre cent coups du diable dans le grand placard aux chasubles et pourquoi que la chaisière l'appellerait mon petit bâton s'y avait pas fornication et c'est comme l'histoire des cierges est-ce que c'est ma faute à moi s'il y a du coulage à l'autel de la Vierge
allo allo

puisque je vous dis qu'il y a de la diffamation
Vous croyez pas non
que je vais attendre le Jugement dernier
pour obtenir satisfaction
allo allo
donnez-moi les Réparations
la Cour de Cassation... »

Bref... c'était le Suisse
le Suisse embringué dans une sale histoire
d'argent des pauvres volatilisé
de couronnes mortuaires escamotées
de vin de messe mouillé d'enfants de chœur souillés
et de vieilles punaises de cathédrales et grenouilles de bénitiers escroquées en viager.

le Suisse écœuré des intrigues des hommes
et saoûl comme trente-six bourriques
et qui dans un élan d'égarement sublime
décidait d'en appeler à la justice divine
Le Suisse
enfermé dans un confessionnal
qu'il avait pris pour la cabine téléphonique
et qui jetait inconsidérément la panique
dans le Cérémonial.

Evidemment ce regrettable et fâcheux incident
est un incident d'avant-guerre
comme hélas il en arrivait tant
au temps où les Français
ne s'entendaient pas entre eux
Mais aujourd'hui qu'ils sont unis
par les liens sacrés du carnage
et que le monde entier est devenu comme eux
bien exemplaire bien héroïque et bien vertueux
Espérons et prions Dieu
de ne jamais revoir d'événements aussi fâcheux
sous la calotte des cieux.

Bref... et à quoi bon le cacher
cette désolante et déprimante anecdote
me fait vraiment penser
aux dessins de Maurice Henry (1)
qui lui aussi
comme le Suisse
mais pour des raisons plus heureuses
et plus valables
jette aussi à sa manière
la panique dans le Cérémonial.

(1) *Ce poème a présenté l'exposition récente de dessins de Maurice Henry.*

LES HOMMES ET...

Victor SERGE
et Les derniers temps

Pourquoi nous viennent-ils du Canada *Les derniers temps* (1) comme s'il s'agissait de l'œuvre d'un proscrit? La personnalité de Victor Serge dans le mouvement international est évidemment assez ferme et bien dessinée par ses essais politiques pour que le poète et le romancier — a-t-on oublié *S'il est minuit dans le siècle*, œuvre prophétique, sa dernière œuvre parisienne en 1939? — subissent un certain ostracisme qu'il est inutile d'analyser. D'autres se chargeront des épithètes, à tombereaux.

C'est ainsi. Le nouveau roman, écrit à Mexico de 1943 à 1945, éveille un monde contagieux que de noires quarantaines exilent. Vingt-neuf chapitres développent les épisodes d'un film où paraissent, depuis la rue du Roi-de-Sicile dans Paris jusqu'à Aubelac et ses grottes des Cévennes, les nombreuses figures d'une France qui se recomposait. L'histoire s'ouvre à la mobilisation, passe par l'étrange défaite sur Paris, l'exode multiple, les passages de la ligne, Marseille, Toulouse, après Gurs et les centres de triage, jusqu'à la formation des maquis, aux sabotages, aux fusillages d'otages, aux persécutions contre les Juifs et au grand nettoyage des petites lâchetés.

« Le vrai style du temps présent est celui des camps de concentration. Nous habitons une boîte abominable parce que nous sommes dans un doux pays dont l'humanisme négligent était en retard d'une époque ou en avance de deux, cela se verra par la suite. Les camps de concentration de Russie et d'Allemagne sont des chefs-d'œuvre d'organisation d'un genre jusqu'ici inconnu dans l'histoire... Les sociétés industrielles vont-elles devenir d'immenses prisons rationalisées? » Ce n'est point tiré de *La Lie de la Terre* ni de *L'Univers Concentrationnaire* mais l'expérience est commune et elle est capitale.

L'intérêt historique de cet ouvrage sur la Résistance et qui en fait un document unique, c'est de montrer comment les Munichois, les pacifistes présumés révolutionnaires, les internationalistes sont devenus par leur antifascisme des résistants bien avant le tonnerre de juin 1941. C'est notre histoire avec ses confusions, ses éclats, ses ternissures et son engagement que Victor Serge a tracée d'une main ferme, dans un style qui n'est pas plus noir que le sang séché, avec cœur surtout et une mémoire éblouissante. Rien n'est fini tant que de tels messages parviennent du fin fond de l'espoir, criants de vérité.

Ed. HUMEAU

(1) Deux volumes aux Éditions de l'Arche, Montréal

LA PUTAIN « RESPECTUEUSE »

Tous les imbéciles de la bourgeoisie qui prononcent sans cesse les mots : immoral, immoralité, moralité dans l'art et autres bêtises me font penser à Louise Villedieu, putain à cinq francs, qui, m'accompagnant une fois au Louvre, où elle n'était jamais allée, se mit à rougir, à se couvrir le visage, et, me tirant à chaque instant par la manche, me demandait devant les statues et les tableaux immortels, comment on pouvait étaler publiquement de pareilles indécences.

BAUDELAIRE

L'HISTOIRE D'UN HOMME

par André SANTON

Un livre qui signifie quelque chose devient rare aujourd'hui. Nous ne manquons pas de romans bien ou mal faits, d'exercices réussis, de confessions certifiées « authentiques », d'histoires tristes ou amusantes, mais chaque fois que l'homme apparaît derrière l'auteur, comme il est vide, mesquin, sans intérêt.

Il m'est arrivé une aventure singulière après la lecture de *Joyeux, fais ton fourbi...* (1), de Julien Blanc. Je connaissais les livres précédents du même auteur, surtout *Mort-né* et *l'Admission* ; j'avais lu, *Seule, la vie...* (2) et je m'étais demandé quelle en serait la suite. *Joyeux, fais ton fourbi* refermé, grandit en moi l'envie de voir l'auteur, de le sonder, de lui serrer la main. Je le trouvai dans la journée : il était bien tel que je me le figurais, son livre n'avait pas menti.

Quelle mouche m'avait piqué? *Joyeux, fais ton fourbi* est-il un chef-d'œuvre, au point qu'on ne puisse se retenir d'aller crier son admiration à l'auteur? Sotte question ! Qu'est-ce qu'un chef-d'œuvre? Qui en a donné la définition? Ce livre de Julien Blanc touche parce qu'on sent, non pas derrière, mais dedans, un homme, et un homme qui n'est pas un demi-dieu, un héros, un donneur de conseils, mais un frère, un copain qui a souffert, qui a lutté et qui, avec sa souffrance et sa lutte fait quelques centaines de grammes d'imprimé. Je n'avais jamais senti à ce point combien l'aventure de cette transmutation est extraordinaire.

Joyeux, fais ton fourbi, c'est la vie quotidienne aux Bataillons d'Afrique, d'un adolescent qui y a été envoyé parce qu'il avait quelques mauvais comptes à régler avec la Société. Elle ne fait jamais crédit, mais serait plutôt portée à faire payer d'avance. Julien Blanc a payé et plus que son compte. Il a été jeté au sein d'un enfer où grouillent les larves de l'hypocrisie, du « coup en vache », les démons du commandement, de la discipline, de la trique, où brûlent les feux conjugués de tous les vices. Les hommes sont presque toujours lâches, soumis, ramenés à l'état de bêtes et traités comme tels. De temps à autre, l'un d'eux se révolte, crie sa foi en la justice, en est impitoyablement puni. Julien Blanc sait déjà qu'il est impossible de parvenir à quelque amélioration du sort commun par ce moyen. Il attend l'occasion pour réunir dans la même volonté d'affranchissement ses compagnons, pour jeter sur leur feu inefficace, l'huile de la révolte collective. Il n'y parvient pas et entreprend de faire seul son salut. Il rencontre heureusement sur sa route un homme qui le comprend et qui l'aide. Cet homme qui appartient théoriquement au camp des ennemis, en fait, apparaît comme transfuge. Julien Blanc, grâce à lui, sera sauvé.

Voilà toute l'aventure. Il manque beaucoup de choses : le pittoresque, l'exotisme, le coup de clairon et la ficelle patriotique. Elle est racontée non pas sans art, mais sobrement, virilement, comme elle fut vécue. Elle laisse une impression inoubliable. L'histoire d'un homme, serait-ce donc si important?

1-2) Éditions du Pré aux Clercs.

OSERA-T-ON CONDAMNER MILLER ?

On connait les livres d'Henry Miller récemment traduits en français : *Tropique du Cancer*, *Printemps noir*, *Tropique du Capricorne*. Dès leur parution, ils soulevèrent l'indignation des bien-pensants qui en l'absence de censure ont eu recours à un moyen éprouvé : la poursuite devant les Tribunaux. Il parait, en effet, que les livres de M. Miller sont un défi à la morale et aux bonnes mœurs. Quand celles-ci sont attaquées, on trouve toujours de bonnes âmes pour prendre leur défense, témoin ce M. Daniel Parker, secrétaire du *Cartel d'action sociale et morale* qui ne veut pas se borner à poursuivre Miller, mais ses éditeurs, ses traducteurs et les libraires qui ont vendu les *Tropiques*. Il s'appuie, pour le faire, sur un décret de M. Daladier, pris en 1939, et qui rend possible de prison les « auteurs d'ouvrages pornographiques » et leurs complices.

Malheureusement pour M. Parker, Henry Miller est un écrivain authentique qui a déjà trouvé en France des admirateurs et des critiques bien ou mal intentionnés, mais qui ne s'avisent pas de le prendre pour ce qu'il n'est pas. Ici et là, sont parues des protestations isolées d'écrivains et de journalistes qui tiennent pour inadmissible la poursuite d'un écrivain qui entend user de son droit d'expression. Si M. Parker parvenait à faire condamner Miller et à faire interdire ses œuvres, ce serait un nouveau lambeau arraché à nos libertés démocratiques. Mais M. Parker aura la loi pour lui et les magistrats du tribunal correctionnel. Comment empêcher qu'on poursuive Henry Miller?

Sur l'initiative de Claude-Edmonde Magny et de Maurice Nadeau, un « Comité de Défense d'Henry Miller » est en formation. Ont été sollicités d'y entrer les écrivains et les journalistes marquants d'aujourd'hui. Il s'agira moins d'y palabrer que de prendre les mesures capables de faire reculer les ligues bien-pensantes qui, encouragées par Vichy et l'ersatz *d'ordre nouveau* prétendent poser devant le droit d'expression des artistes des barrières de plus en plus arbitraires. Si la condamnation devait malgré tout frapper Miller, ses éditeurs et ses traducteurs, il ne sera en tout cas pas dit que les écrivains français n'auront rien fait en faveur de Miller, leur confrère américain. Ils savent, en outre, qu'en prenant sa défense, c'est leur propre liberté qu'ils sauvegardent.

MASSES

... LEURS ŒUVRES

L'Histoire de la Biologie Moderne

C'EST un événement exquis et rare que de rencontrer un homme de science sans préjugés, surtout si la hauteur de sa pensée et le serieux de ses connaissances techniques lui permettent de dominer les diverses théories de sa spécialité.

C'est le cas de Jean Rostand, et son « Esquisse d'une histoire de la biologie » *(1), que je m'abstiendrai de résumer représente un chef-d'œuvre de clarté, sans trace de vulgarisation facile.*

Partant des expériences de Francesco Redi, qui détruisent dès 1668 le dogme de la génération spontanée (mais qui ne furent pas comprises avant deux siècles), en passant par les trois grandes théories cellulaire (1839), transformiste (1859), mendélienne (1900), pour arriver aux toutes dernières études de Stanley, en 1935, sur les virus-protéines, le lecteur comprend l'importance de l' « engagement » préconçu, même chez un savant : une hypothèse de départ implique souvent toute une conception du monde, une attitude sociale et des théories scientifiques particulières.

C'est le cas de Cuvier, admettant la préformation *des êtres, théorie métaphysique qui s'opposait à cette époque à* l'épigenèse *(2), et, de ce fait se posait en ennemi irréductible du transformisme (tout comme il ne pouvait souffrir l'idée d'une transformation de l'ordre social), alors que la science moderne a su réaliser, avec la théorie chromosomique de l'hérédité, la synthèse harmonieuse de ces deux thèses (épigenèse et préformation), cause de tant de luttes stériles entre des savants pareillement exclusifs.*

L'enchaînement des idées préétablies, chez un biologiste, comme chez tout homme, explique les erreurs d'excellents esprits, car il ne faut pas oublier que l'état des connaissances au XVIIIe siècle, malgré la découverte du microscope, ne permettait pas encore de trancher dans ces luttes scholastiques qui opposaient, de façon souvent baroque, les épigénétistes aux préformationnistes. Seuls les progrès ultérieurs de la biologie allaient permettre de clore le débat, grâce surtout aux expériences de Pasteur (3).

Le problème de la génération et de l'évolution des êtres, petits et grands, sera donc mis au point à travers deux siècles de lutte féroce, école contre école. Et l'on ne peut pas dire encore que la genèse de la vie soit un problème définitivement tranché. Tant il est vrai que la science n'avance à la fois que pas à pas et par « à coups » successifs (4), et qu'aucune lutte n'est absolument stérile à condition d'être loyalement enga-

(1) Gallimard, 1945.

(2) On nomme *préformationnisme*, la théorie selon laquelle tous les caractères de l'être adulte sont contenus dans le germe qui lui a donné naissance, et *épigenèse* la théorie selon laquelle, au contraire, les caractères de l'être adulte sont acquis au cours de son existence.

(3) A propos des expériences de Pasteur, sur la génération spontanée, il est vraiment curieux de constater que, si elles mettaient un point final à la vieille querelle de l'épigenèse et du préformationnisme, elles ouvraient la voie à l'asepsie chirurgicale de Lister et à tous les progrès de la chirurgie moderne.

(4) L'histoire de l'évolution des sciences est l'image fidèle de l'histoire de l'évolution des êtres, et de l'histoire tout court : elle est caractérisée par une série d'évolutions lentes, imperceptibles, et de mutations brusques, à caractère souvent catachysmique.

gée, par un esprit libre ayant le minimum d'idées préconçues.

Un autre enseignement de cette esquisse historique de la biologie moderne, c'est de montrer la valeur de l'apport collectif et international dans les progrès anciens et récents : aucun homme, aucun pays ne peuvent se flatter d'avoir, à eux seuls, résolu l'essentiel des problèmes de la génération et de l'évolution des êtres. C'est le travail de tous qui a édifié la science actuelle.

L'ouvrage de Jean Rostand mérite donc l'attention, non seulement de ceux qui s'intéressent à la biologie pure, mais de tous ceux que passionnent les problèmes humains les plus actuels : la lenteur d'adaptation de l'homme au progrès scientifique (même dans l'élite intellectuelle ou soi-disant telle), explique la plupart des contradictions dans lesquelles se débat le monde moderne. Pas plus qu'on n'était arrivé, durant deux siècles, à résoudre l'apparente opposition entre préformation et épigenèse, on arrive actuellement, sur le plan social, à effectuer la synthèse d'une économie collectiviste viable et du respect de l'individu, sans lequel il n'est pas de vrai socialisme.

Cette synthèse demandera peut-être, elle aussi, plusieurs siècles de tatonnements et d'erreurs coûteuses, mais il faut espérer qu'elle triomphera ; appliquons au domaine politique ce que Jean Rostand dit dans le domaine biologique : « Faisons crédit à la souplesse de la réalité, qui s'entend parfois à concilier l'inconciliable. »

Pascal RABUTIN.

« ON JOUE PERDANT »

par Colette AUDRY (N.R.F.)

Ces contes, premier recueil de Colette Audry, témoignent d'un talent déjà mûr et subtil. *Léone* et *La petite fille aux serpents* sont des chefs-d'œuvre.

Léone, avec une merveilleuse délicatesse de touche cerne la personnalité indécise d'une enfant comme tant d'autres, parvenue à ce moment pathétique que l'on appelle l'âge ingrat.

La petite fille aux serpents est un conte d'une pureté, d'une grâce parfaites.

Nous aimons moins les autres récits où l'on voit évoluer des adultes un peu mécaniques. Mais le monde de l'enfance, de l'adolescence, si difficile à évoquer, semble avoir trouvé en Colette Audry, un peintre à la palette riche et fraîche.

LIVRES D'HIER ET DE DEMAIN

« La Condition Humaine »

d'André MALRAUX.

Pourquoi l'œuvre d'André Malraux, si actuelle, nous a-t-elle paru propre à figurer dans cette rubrique des livres d'hier et de demain, et pourquoi parmi elle, « La Condition Humaine » ? (1)

Pour diverses raisons. La première, c'est que la gloire littéraire de Malraux, régulièrement croissante de 1934 à la Libération, subit depuis cette date, une éclipse qu'explique en partie, l'échec politique de celui qui fut Ministre de l'Information, avec de Gaulle, mais aussi le fait qu'il n'ait rien publié après l' « Espoir ». Comptons pour rien, les « Noyers de l'Altenberg » parus en Suisse et que seule, une infime partie du public français a pu lire. Signalons également, pour être juste, que la plupart des attaques lancées contre son style tendant à démontrer la précarité de son œuvre, viennent de ses anciens amis politiques, ce qui n'a rien que de très normal en même temps que de très passager, sans doute.

Il est de fait que l'œuvre d'André Malraux est embrouissaillée. Dans l' « Espoir » comme dans « La Voie Royale », voire même dans « Les Conquérants » et plus encore dans « Le Temps du mépris », beaucoup de conversations qui ne sont certes pas inutiles, mais paraissent inspirées plutôt par une pensée qui recherche que par un esprit qui s'affirme.

Tout l'art de Malraux, dira-t-on, réside en cela qu'il exprime les inquiétudes, les angoisses ou les recherches de son temps. Il n'a donc pas à être plus catégorique que ce temps, ni plus sûr.

Ne lui suffit-il pas d'avoir, par son action et la mise en valeur des mythes qu'il a su dégager de cette action, contribué à lui faire retrouver son équilibre ?

Mais Malraux sait bien que cet équilibre ne se réalisera pleinement que par une action collective et continue, et d'autant plus soutenue que, parmi les forces qui s'y trouvent engagées, certaines sont elles-mêmes menacées par un mal né du remède.

Or, c'est à la dénonciation de ce mal que Malraux semble se consacrer depuis quelque temps, après avoir dans la première partie de son œuvre, exalté le remède.

L'homme est-il mort, s'inquiète-t-il, alors que dans « Les Conquérants », il se demandait seulement s'il allait prendre le pouvoir, c'est-à-dire être libre.

Entre ces deux questions, il n'y a de contradiction qu'apparente. L'homme peut, en effet, périr d'une fausse ou indirecte ou prématurée prise de pouvoir. Et si « La Condition Humaine », qui raconte l'histoire d'une victoire en même temps que d'une défaite, nous paraît précisément l'œuvre la plus représentative de Malraux, ce n'est pas seulement parce qu'elle est plus réussie, plus techniquement parfaite ou plus dense, c'est parce qu'elle exprime cette synthèse de l'action nécessaire et des précautions à prendre envers les acteurs, qui conditionne toute chance révolutionnaire, et dont les termes ont successivement servi de thème à Malraux.

En définitive, « La Condition Humaine » n'est pas dans notre esprit « un livre d'hier et de demain » que pour le lecteur.

Elle l'est avant tout pour l'auteur.

Paul MORELLE.

P.S. — Il ne nous a pas paru nécessaire de raconter l'intrigue de « La Condition Humaine ». C'est la révolution chinoise qui en fournit le thème, les communistes et le Kuomintang, les personnages. Signalons pour ceux qu'une vision d'ensemble de l'œuvre de Malraux, depuis « Les Conquérants » jusqu'à sa « Psychologie du Cinéma », intéresserait, un recueil de « Scènes Choisies » qui vient de paraître chez Gallimard.

(1) Aux Editions Gallimard.

LA MUSIQUE AMÉRICAINE

par Esperanza PULIDO

Esperanza Pulido est une pianiste mexicaine, envoyée à Paris comme boursière de l'Institut Français d'Amérique Latine. Elle fit des tournées de conférences-concerts dans les Universités américaines.

J'AI rencontré dans les montagnes de la Caroline du Nord et de la Virginie des descendants directs des premiers « pèlerins » qui vinrent débarquer sur les côtes de Virginie ou du Massachussets en quête de la liberté. J'ai observé leur genre de vie très spécial, dans de misérables mansardes, et à peu près complètement isolés du reste du monde. Leurs mœurs n'ont guère changé depuis trois siècles.

Ainsi j'ai découvert parmi leurs chants les ballades de Barbery Allen, dans leur pureté originelle ; et beaucoup d'autres chansons conservées par les descendants des premiers blancs venus sur cette côte de l'Atlantique. Les premiers colons étaient en effet des calvinistes persécutés, aux mœurs douces et paisibles, aimant beaucoup le chant, et la composition musicale. Il semble que les premières chansons furent l'œuvre d'un compositeur allemand, Conrad Beissel, qui a créé plus d'un millier de chansons religieuses. En 1698, l'Université de Harvard édita le premier livre de Psaumes publié aux États-Unis. Les Ballades anglaises, irlandaises et écossaises furent également importées par les colons ; on les retrouve aussi dans les montagnes de Virginie, et on les chante avec accompagnement de guitare : Dorothy Searborough en a recueilli une remarquable collection. Du XVIIe siècle datent encore les premières éditions musicales de John Wesley, Reinegle, Antoine Duport, etc.

Vers la fin du XVIIIe siècle, les guerres d'Indépendance et de Sécession brisèrent le développement de la musique américaine. Mais l'émigration française eut une certaine influence, et aussi, au début du XIXe siècle, l'émigration anglaise : en 1836, c'est un anglais, Lowel Mason qui fait introduire l'enseignement de la musique dans les programmes scolaires officiels.

Par contre, les Italiens sont arrivés trop tard, avec un disciple de Mozart, Lorenzo de Ponte, qui tenta de faire apprécier l'opéra italien. Mais les Américains préféraient alors les Ballades. On conçut donc des « Opéra-Ballades », Opéra-Comiques, Opéra-Pastorales, des satires et des farces, et même des opéras à caractère et contenu social ou politique, comme la « Fashionable Lady » de James Ralph, qui eut un très gros succès. D'après le Docteur Smith, Haendel aurait conçu l'idée de ses Oratorios après une audition de la « Beggar's Opera » de John Gay. Quoi qu'il en soit, on peut considérer la Ballade comme typiquement américaine, comme la zarzuela est espagnole ou l'opérette, viennoise. La plus fameuse Opéra-Ballade du siècle dernier est la « Show Boat » de Jerome Kern. On peut aussi mettre en ligne les célèbres Ballades de Stephen Forster, comme « My Old Kentucky Home » ou « Old Folks at Home ».

Dans le domaine de la grande musique, ce sont les Allemands qui ont le plus influencé les Américains. L'organiste Théodore Pachelbel résida à Boston, et plus tard y arrivèrent aussi Carl Berman, Otto Diesel, les frères Molenhauer, etc. Dès lors, le style allemand prédomine, par exemple chez Théodore Thomas. Cependant, la musique nationale américaine se développa. L'un des premiers compositeurs spécifiquement américains fut Henry Fry : violoniste de talent à l'Orchestre Philharmonique de New-York, Fry fit une fois une manifestation de grève solitaire en protestation contre les mesures de discrimination raciale. Après lui, Bristow composa un Opéra « Rip Van Winkle », en 1855.

Au XIXe siècle, naissent les grands « Spirituals », chez les Blancs. Mais ce sont les Noirs qui leur donnent ce magnifique développement et des accents si profondément personnels. Le premier compositeur noir qui recueillit et arrangea ces chants populaires est Harry T. Burleigh (1866).

En 1873, John Gregory Mason fonda le « Groupe de Boston et de la Nouvelle-Angleterre », composé de membres de l'Académie de Musique, sous la direction de Chadwik et Parker.

Mais bientôt, la musique américaine, à son tour, commençait à s'exporter. Edward Mc Dowell était hostile au groupe de Boston, il subissait l'influence du romantisme européen et il essaya, mais avec un succès relatif, de composer des pièces symphoniques en utilisant des mélodies indiennes. Ses meilleures pièces sont un Concerto pour piano, Fireside Pieces, Uncle Remus, Bre'er Rabit, etc...

Enfin, au XXe siècle, trois groupes de compositeurs se détachent : ceux qui demeurent fidèles aux traditions du XIXe siècle, ceux qui tentent de créer de nouveaux modes d'expression, et un groupe intermédiaire. Le plus populaire des premiers est Deems Taylor (Opéras : « The King's Henchmen », « Peter Ibetson »). Avec lui, Charles Wakefield, Rubin Goldmark, Clarence C. White, etc.

Dans le groupe d'extrême-gauche, bien qu'appartenant à la vieille génération (1874), Charles Ives est le plus novateur. Sa dernière œuvre, la Sonate « Concord » le place parmi les premiers compositeurs américains de notre époque. Avec Roy Harris, dont la Troisième Symphony est une œuvre de premier plan, l'ampleur des conceptions exprime les vastes étendues des immenses plaines de son pays. D'autres compositeurs américains ont travaillé particulièrement à diffuser la musique des pays latino-américains : Aaron Copland, élève de Goldmark, Nadia Boulanger et Ricardo Vinès. Un autre compositeur, Marc Blitzstein a révélé des tendances révolutionnaires dans son Opéra « On bercera les berceaux ». Citons aussi Roger Sessions et le professeur et compositeur Walter Piston (auteur d'un remarquable Traité d'Harmonie) comme membres de « l'École Internationale de la Pensée » ; et Quincy Porter, Wagenaar (née en Hollande), Yosten (née en Allemagne), Arthur Shepherd, Ernest Bacon, Virgil Thomson, etc.

Le groupe intermédiaire comprend Charpentier, Ernest Bloch, Converse, Edward Burlingman Hill, Howard Hanson David, Stanley Smith, Douglas Moore, Randall Thomson, etc.

Lorsqu'il vécut à New-York, où il enseignait la composition au Conservatoire, entre 1892 et 1895, le célèbre compositeur tchèque Dvorak invita les jeunes compositeurs américains à employer dans leurs œuvres les éléments folkloriques de leur pays. Le jazz devait bientôt faire le tour du monde, lancé d'abord par George Gershwin... et des compositeurs immortels, comme Ravel, Stravinsky, Prokofieff, Tansman, en subirent l'influence...

Terminons par des jeunes : Samuel Barber, Léonard, Bernstein, Paul Bowles, Paul Creston, Bernard Hermann, Gail Kubik, Manot, Paul Nordford, Gardner Reaf, Charles Bleefeld, et surtout Robert Schuman, qui n'a guère que 36 ans, un des compositeurs contemporains les plus remarquables.

Informations Internationales (suite)

ALLEMAGNE

● Lors des démontages de la grande industrie, deux représentants autorisés des Entreprises « Carl Zeiss », « Carl Schott », et de la Fondation « Carl Zeiss » à Iéna adressèrent le télégramme suivant au Maréchal Staline :

L'entreprise Carl Zeiss, fondée il y a cent ans par le Professeur-Ouvrier Ernst Abbé, et l'usine de verre, fondé, il y a soixante ans par Otto Schott, furent transformées par le renoncement de leurs propriétaires à leurs intérêts capitalistes en Fondation Socialiste Carl Zeiss, universellement connue. Cette fondation était le bienfaiteur des Hopitaux, Cliniques et Universités.

Cette œuvre socialiste unique en Europe, créée il y a plusieurs décades, est menacée dans son existence par l'ordre de démontage. 20.000 ouvriers, intellectuels, constructeurs, ingénieurs et employés appellent à la grande nation Russe priant de reconsidérer cet ordre afin de conserver les usines de la Fondation Carl Zeiss, qui ne servent que la reconstruction pacifique de l'Europe. Ils vous proposent Monsieur le Généralissime Staline, en tant que Représentant de la Grande Russie, de construire en Russie une usine Zeiss-Schott équivalente par un travail supplémentaire.

Nous vous prions de nous aider, donnez-nous des possibilités de conserver l'usine et Iéna aux travailleurs.

Le ton de ce document est pénible. C'est un langage humiliant, comme si ces ouvriers s'adressaient à un potentat nazi.

Nous ne connaissons pas la réponse du « Maréchal », mais nous connaissons déjà celle des organisations « Ouvrières » de France. C'est le silence. Et c'est le *Témoignage Chrétien*, organe catholique, qui dans grand article couvrant toute la première page, proteste le 8 novembre contre les déportations des ouvriers allemands. Ce sont des faits semblables qui établissent la décadence du mouvement ouvrier.

JAPON

● Un intéressant rapport, par Henry Hasiwar, militant socialiste qui a participé à l'occupation auprès du général Mac Arthur, est publié dans *The Call* : Deux phases, dans la politique américaine : démocratie, discussions, élections avec exposés de programmes, organisation syndicale et politique... etc., les Japonais prirent au sérieux ces techniques nouvelles : les socialistes devinrent le deuxième grand parti ; les communistes n'eurent que cinq élus à la Diète). Les travailleurs occupèrent des usines, les remirent en marche à leur compte ; un grand journal fut ainsi enlevé à ses propriétaires capitalistes... Les manifestations de masses prirent de l'ampleur, obligèrent le Président du Conseil, Shidehara, à démissionner. Alors (deuxième phase) Mac Arthur rappela à l'ordre ses « élèves en démocratie ». Il menaça de ses tanks... et les travailleurs, misérables et sans forces, trouvèrent très vite la limite de leur agitation. Les communistes aggravèrent d'ailleurs la situation : dirigeant un petit groupe de linotypistes syndiqués, ils falsifièrent des nouvelles, inventèrent des crimes imaginaires, et permirent ainsi à la répression de s'exercer et de diviser le mouvement syndical. D'après notre camarade, tout est préparé, de Washington, pour une dictature militaire américaine sur le Japon. En ce qui concerne la vie intérieure du parti socialiste, il y a deux tendances : droite anticommuniste et gauche, qui se subdivise en deux sous-tendances précisément sur la question de l'attitude à prendre en face des communistes : le groupe de Kanju Kato, député, est favorable à une étroite coopération avec eux, car il les considère comme progressifs. Le groupe dirigé par Kanson Arahata, leader des métallos, et qui fut militant communiste, est très critique à leur égard, car il les connaît. Les femmes japonaises sont fortement influencées par la propagande socialiste.

Le taux d'intérêt des

BONS DU TRÉSOR

vient d'être relevé

Ne laissez pas vos disponibilités improductives

6

Souscrivez !

Le Directeur - Gérant : J. LEFEUVRE — Imp. Mazarine, 35, Rue Mazarine, Paris

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.